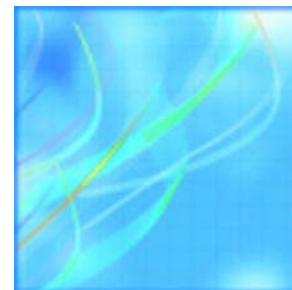


N° 85F0015X au catalogue

L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas



2009-2010



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostats@statcan.gc.ca ou par téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369

Appels locaux ou internationaux :

Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581

Programme des services de dépôt

Service de renseignements	1-800-635-7943
Télécopieur	1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 85F0015X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens ».

L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas

2009-2010

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2011

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être citée comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Avril 2011

N° 85F0015X au catalogue

ISSN 1705-7388

Périodicité : annuelle

Ottawa

This publication is also available in English.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Information pour l'utilisateur

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Table des matières

Faits saillants	6
Produits connexes	7
Tableaux statistiques	
1 Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette	9
1-1 Dollars courants	9
1-2 Dollars constants	11
2 Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants	13
3 Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants	15
4 Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants	17
5 Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense	19
6 Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques	21
7 Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire	23
7-1 Total	23
7-2 Affaires criminelles	25
7-3 Affaires civiles	27
8 Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle	29
8-1 Total	29
8-2 Adultes	31
8-3 Jeunes	33
8-4 Infractions aux lois provinciales	35
9 Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile	37
9-1 Total	37
9-2 Droit de la famille	39
9-3 Autres	41
10 Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire	43
11 Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile	45

Table des matières – suite

12	Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire	49
13	Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire	51
13-1	Total des demandes approuvées	51
13-2	Affaires criminelles	53
13-3	Affaires civiles	55
14	Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle	57
14-1	Total	57
14-2	Adultes	59
14-3	Jeunes	61
14-4	Infractions aux lois provinciales	63
15	Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile	65
15-1	Total	65
15-2	Droit de la famille	67
15-3	Autres	69
16	Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires	71
17	Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet	73
18	Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles	75
18-1	Total	75
18-2	Inadmissibilité financière	77
18-3	Raisons liées à l'applicabilité	79
18-4	Mérite insuffisant	81
18-5	Non-conformité ou abus	83
18-6	Autres raisons	85
19	Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars	87
19-1	Total	87
19-2	Professionnels salariés qui assurent des services directs	89
19-3	Autres employés	91
20	Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés	93
21	Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire	95
22	Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire criminelle et civile	97
23	Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles	99

Table des matières – suite

23-1	Total	99
23-2	Approuvés	101
23-3	Rejetés	103
24	Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité	105
25	Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité	111
26	Estimations démographiques, Canada, provinces et territoires	117
27	Indice des prix à la consommation, Canada, provinces et territoires	119
 Qualité des données, concepts et méthodologie		
	Méthodes	121
 Appendice		
I	Glossaire	122

Faits saillants

- En 2009-2010, les régimes d'aide juridique ont dépensé 762 millions de dollars pour offrir des services d'aide juridique dans 11 provinces et territoires¹, ce qui représentait environ 23 \$ par Canadien. Après correction pour tenir compte de l'inflation, les dépenses consacrées à l'aide juridique étaient en hausse d'environ 4 % par rapport à l'exercice précédent (tableau 4).
- À l'exception de ceux du Québec et de l'Ontario, les régimes d'aide juridique ont dépensé plus pour les affaires criminelles que pour les affaires civiles en 2009-2010. Le régime d'aide juridique du Québec a affecté 43 % de ses dépenses directes aux affaires criminelles, alors que ce chiffre s'établissait à 47 % en Ontario. Dans les autres secteurs de compétence, la proportion des sommes directement consacrées aux affaires criminelles variait entre 56 % en Alberta et 74 % en Saskatchewan et dans les Territoires du Nord-Ouest (tableau 6).
- Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux sont la principale source de financement de l'aide juridique au Canada. En 2009-2010, les régimes d'aide juridique ont déclaré avoir reçu un financement totalisant plus de 721 millions de dollars, dont 93 % venaient de sources publiques². D'autres fonds proviennent des contributions des clients, du recouvrement des coûts, ainsi que des contributions des avocats (tableau 1-1).
- Les gouvernements provinciaux et territoriaux financent directement l'aide juridique tant en matière criminelle qu'en matière civile. Leur contribution de 547 millions de dollars en 2009-2010 représentait une augmentation de 6 % par rapport à l'exercice précédent (après inflation) et la cinquième hausse annuelle consécutive. En 2009-2010, le financement a augmenté (après inflation) dans 9 des 13 secteurs de compétence, en tête desquels se trouvait le Manitoba, ayant affiché une hausse de 31 % (tableau 3).
- Le gouvernement fédéral contribue directement au coût de l'aide juridique en matière criminelle seulement. En 2009-2010, le financement pour les 13 secteurs de compétence s'est chiffré à 112 millions de dollars. Après correction pour tenir compte de l'inflation, ce chiffre était en légère baisse par rapport à l'exercice précédent (tableau 2).
- En 2009-2010, les régimes d'aide juridique des 11 provinces et territoires déclarants ont reçu environ 745 000 demandes d'aide juridique, soit 5 % de moins que l'exercice précédent. Cette baisse s'expliquait par la diminution du nombre de demandes d'aide juridique pour les affaires civiles, puisque le nombre de demandes d'aide juridique pour les affaires criminelles est demeuré inchangé. Plus de la moitié (55 %) des demandes reçues visaient des affaires civiles (tableau 10).
- En 2009-2010, les régimes d'aide juridique ayant déclaré des données ont approuvé près de 500 000 demandes de services d'aide juridique complets (ce qui comprend la prestation de renseignements et de conseils, ainsi que la représentation en cour), soit 1 % de moins que l'exercice précédent³. Plus de la moitié (56 %) des demandes approuvées visaient des affaires criminelles (tableau 12).
- Dans les provinces et les territoires ayant déclaré des données, l'aide juridique a été fournie en 2009-2010 par près de 10 000 avocats de pratique privée et des régimes d'aide juridique; il s'agissait d'un recul de 2 % par rapport à l'exercice précédent. Les services d'aide juridique ont été offerts à 87 % par des avocats de pratique privée et à 13 % par des avocats salariés (tableau 20)⁴.

1. Les résultats ne tiennent pas compte du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard, dont les régimes d'aide juridique n'ont pu fournir de données pour 2009-2010. Les comparaisons avec les chiffres des années précédentes les excluent également.

2. Veuillez consulter les notes du tableau 1-1 pour obtenir plus de renseignements sur le financement de l'aide juridique.

3. Certaines demandes d'aide juridique peuvent être rejetées pour cause d'inadmissibilité financière, de raisons liées à l'applicabilité ou de mérite insuffisant, ou pour d'autres raisons.

4. Le ratio des avocats de pratique privée aux avocats salariés ne représente pas nécessairement la proportion du travail qui est accompli par chaque groupe.

Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

85-217-X	L'aide juridique au Canada : une description des opérations
85F0028X	L'aide juridique au Canada : tableaux de données sur les ressources et le nombre de cas

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

258-0001	Recettes totales des régimes d'aide juridique, selon le type de recette, annuel
258-0002	Dépenses totales d'aide juridique, selon le type de dépense, annuel
258-0003	Demandes d'aide juridique, selon l'état et le genre d'affaire, annuel
258-0004	Prestation de services d'aide juridique, selon les avocats de pratique privée et les avocats salariés, annuel

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

3308	Enquête sur l'aide juridique
------	------------------------------

Choisis parmi les tableaux sommaires de Statistique Canada

- *Statistiques choisies sur l'aide juridique*

Tableaux statistiques

Tableau 1-1
Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette — Dollars courants

	Recettes totales		Contributions gouvernementales		Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres ¹	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador										
2005-2006	7 733	7 422	96	32	0	...	...	279	4	
2006-2007	9 126	8 255	90	54	1	...	...	817	9	
2007-2008	10 805	9 563	89	67	1	...	...	1 175	11	
2008-2009	13 392	12 486	93	105	1	...	...	801	6	
2009-2010	14 090	13 894	99	94	1	...	...	102	1	
Île-du-Prince-Édouard										
2005-2006	..	..	...	...	...	...	...	..	...
2006-2007	1 335	1 294	97	...	...	...	...	41	3	
2007-2008	1 464	1 464	100	...	...	...	...	..	...
2008-2009	..	..	...	...	...	...	...	..	...
2009-2010	..	..	...	...	...	...	...	..	...
Nouvelle-Écosse										
2005-2006	18 304	18 063	99	2	0	...	...	239	1	
2006-2007	19 851	19 473	98	14	0	...	...	364	2	
2007-2008	20 482	19 981	98	60	0	...	...	441	2	
2008-2009	23 558	23 305	99	20	0	...	...	233	1	
2009-2010	22 528	22 420	100	13	0	...	...	95	0	
Nouveau-Brunswick										
2005-2006	6 252	5 973	96	79	1	150	2	50	1	
2006-2007	6 682	6 367	95	82	1	150	2	83	1	
2007-2008	7 731	7 433	96	117	2	150	2	31	0	
2008-2009	7 643	7 362	96	116	2	150	2	15	0	
2009-2010	..	..	...	..	...	..	...	..	...
Québec										
2005-2006	131 459	128 724	98	1 925	1	...	...	810	1	
2006-2007	141 720	138 853	98	1 917	1	...	...	950	1	
2007-2008	132 826	128 982	97	2 073	2	...	...	1 771	1	
2008-2009	133 356	130 559	98	2 138	2	...	...	659	0	
2009-2010	134 468	132 080	98	2 323	2	...	...	65	0	
Ontario										
2005-2006	309 321	260 527	84	15 947	5	...	...	32 847	11	
2006-2007	334 060	269 106	81	12 064	4	...	...	52 890	16	
2007-2008	362 650	283 888	78	19 232	5	...	...	59 530	16	
2008-2009	336 953	285 811	85	21 796	6	...	...	29 346	9	
2009-2010	344 094	315 439	92	22 144	6	...	...	6 511	2	
Manitoba										
2005-2006	23 356	20 524	88	1 374	6	1 154	5	304	1	
2006-2007	23 683	20 677	87	1 216	5	1 494	6	296	1	
2007-2008	25 510	20 750	81	1 375	5	3 291	13	94	0	
2008-2009	27 122	21 286	78	1 795	7	4 010	15	31	0	
2009-2010	30 558	26 645	87	1 714	6	2 147	7	52	0	
Saskatchewan										
2005-2006	16 342	16 146	99	41	0	...	...	155	1	
2006-2007	17 571	17 369	99	44	0	...	...	158	1	
2007-2008	18 877	18 596	99	38	0	...	...	243	1	
2008-2009	20 591	20 315	99	46	0	...	...	230	1	
2009-2010	21 778	21 209	97	42	0	...	...	527	2	
Alberta										
2005-2006	38 143	30 998	81	3 967	10	...	...	3 178	8	
2006-2007	53 981	43 196	80	4 116	8	...	...	6 669	12	
2007-2008	64 582	45 346	70	4 450	7	...	...	14 786	23	
2008-2009	74 581	53 810	72	4 527	6	...	...	16 244	22	
2009-2010	64 480	53 810	83	4 466	7	...	...	6 204	10	
Colombie-Britannique										
2005-2006	71 285	65 001	91	0	0	3 722	5	2 562	4	
2006-2007	74 362	65 663	88	0	0	4 213	6	4 486	6	
2007-2008	76 238	67 020	88	0	0	3 558	5	5 660	7	
2008-2009	77 861	69 415	89	0	0	4 892	6	3 554	5	
2009-2010	76 278	69 547	91	0	0	4 958	6	1 773	2	
Yukon										
2005-2006	1 531	1 511	99	3	0	...	...	17	1	
2006-2007	1 536	1 510	98	7	0	...	...	19	1	
2007-2008	1 640	1 612	98	8	0	...	...	20	1	
2008-2009	1 790	1 766	99	8	0	...	...	16	1	
2009-2010	1 686	1 642	97	8	0	...	...	36	2	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1-1 – suite

Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette — Dollars courants

	Recettes totales		Contributions gouvernementales		Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres ¹	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
Territoires du Nord-Ouest²										
2005-2006	4 531	4 499	99	32	1	...	...	0	0	0
2006-2007	4 771	4 735	99	36	1	...	...	0	0	0
2007-2008	4 985	4 913	99	73	1	...	...	0	0	0
2008-2009	5 151	5 069	98	82	2	...	...	0	0	0
2009-2010	5 204	5 120	98	83	2	...	...	0	0	0
Nunavut										
2005-2006	5 430	5 054	93	1	0	...	...	375	7	7
2006-2007	5 575	5 287	95	0	0	...	...	288	5	5
2007-2008	..	..	...	..	...	...	...	..	...	...
2008-2009	5 842	5 842	100	..	...	...	...	0	0	0
2009-2010	6 229	6 229	100	..	...	...	...	0	0	0
Total										
2005-2006	633 687 ^r	564 442 ^r	89	23 403 ^r	4	5 026	1	40 816 ^r	6	6
2006-2007	694 253 ^r	601 785 ^r	87	19 550 ^r	3	5 857	1	67 061 ^r	10	10
2007-2008	727 790 ^r	609 548 ^r	84	27 493 ^r	4	6 999	1	83 751 ^r	12	12
2008-2009	727 840 ^r	637 026 ^r	88 ^r	30 633 ^r	4	9 052	1	51 129 ^r	7	7
2009-2010	721 393	668 035	93	30 887	4	7 105	1	15 365	2	2

1. La catégorie « Autres » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes liées à la recherche et les bénéfices d'intérêt général.

2. Les recettes totales comprennent les contributions des clients portées au crédit du Trésor du Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et non mises à la disposition du régime.

Note(s) : La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1-1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales qui figure au tableau 1-1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 1-2
Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette — Dollars constants¹

	Recettes totales		Contributions gouvernementales		Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres ²	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador										
2005-2006	7 187	6 898	96	30	0	...	...	259	4	
2006-2007	8 334	7 539	90	49	1	...	...	746	9	
2007-2008	9 725	8 608	89	60	1	...	...	1 058	11	
2008-2009	11 717	10 924	93	92	1	...	...	701	6	
2009-2010	12 295	12 124	99	82	1	...	...	89	1	
Île-du-Prince-Édouard										
2005-2006	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2006-2007	1 196	1 159	97	...	...	...	...	37	3	
2007-2008	1 289	1 289	100	...	...	...	...	...	...
2008-2009	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2009-2010	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse										
2005-2006	16 917	16 694	99	2	0	...	...	221	1	
2006-2007	17 981	17 639	98	13	0	...	...	330	2	
2007-2008	18 206	17 761	98	53	0	...	...	392	2	
2008-2009	20 326	20 108	99	17	0	...	...	201	1	
2009-2010	19 471	19 378	100	11	0	...	...	82	0	
Nouveau-Brunswick										
2005-2006	5 821	5 561	96	74	1	140	2	47	1	
2006-2007	6 119	5 831	95	75	1	137	2	76	1	
2007-2008	6 946	6 678	96	105	2	135	2	28	0	
2008-2009	6 752	6 504	96	102	2	133	2	13	0	
2009-2010	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Québec										
2005-2006	122 974	120 415	98	1 801	1	...	...	758	1	
2006-2007	130 377	127 740	98	1 764	1	...	...	874	1	
2007-2008	120 313	116 832	97	1 878	2	...	...	1 604	1	
2008-2009	118 328	115 846	98	1 897	2	...	...	585	0	
2009-2010	118 578	116 473	98	2 049	2	...	...	57	0	
Ontario										
2005-2006	289 355	243 711	84	14 918	5	...	...	30 727	11	
2006-2007	307 040	247 340	81	11 088	4	...	...	48 612	16	
2007-2008	327 301	256 217	78	17 357	5	...	...	53 727	16	
2008-2009	297 399	252 260	85	19 237	6	...	...	25 901	9	
2009-2010	302 633	277 431	92	19 476	6	...	...	5 726	2	
Manitoba										
2005-2006	21 910	19 253	88	1 289	6	1 083	5	285	1	
2006-2007	21 787	19 022	87	1 119	5	1 374	6	272	1	
2007-2008	23 003	18 711	81	1 240	5	2 968	13	85	0	
2008-2009	23 917	18 771	78	1 583	7	3 536	15	27	0	
2009-2010	26 782	23 352	87	1 502	6	1 882	7	46	0	
Saskatchewan										
2005-2006	15 287	15 104	99	38	0	...	...	145	1	
2006-2007	16 105	15 920	99	40	0	...	...	145	1	
2007-2008	16 824	16 574	99	34	0	...	...	217	1	
2008-2009	17 766	17 528	99	40	0	...	...	198	1	
2009-2010	18 598	18 112	97	36	0	...	...	450	2	
Alberta										
2005-2006	35 285	28 675	81	3 670	10	...	...	2 940	8	
2006-2007	48 069	38 465	80	3 665	8	...	...	5 939	12	
2007-2008	54 777	38 461	70	3 774	7	...	...	12 541	23	
2008-2009	61 333	44 252	72	3 723	6	...	...	13 359	22	
2009-2010	53 070	44 288	83	3 676	7	...	...	5 106	10	
Colombie-Britannique										
2005-2006	67 060	61 149	91	0	0	3 501	5	2 410	4	
2006-2007	68 790	60 743	88	0	0	3 897	6	4 150	6	
2007-2008	69 307	60 927	88	0	0	3 235	5	5 145	7	
2008-2009	69 333	61 812	89	0	0	4 356	6	3 165	5	
2009-2010	67 923	61 930	91	0	0	4 415	6	1 579	2	
Yukon										
2005-2006	1 454	1 435	99	3	0	...	...	16	1	
2006-2007	1 438	1 414	98	7	0	...	...	18	1	
2007-2008	1 498	1 472	98	7	0	...	...	18	1	
2008-2009	1 578	1 557	99	7	0	...	...	14	1	
2009-2010	1 482	1 443	97	7	0	...	...	32	2	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1-2 – suite

Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette — Dollars constants¹

	Recettes totales		Contributions gouvernementales		Contributions des clients et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres ²	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
Territoires du Nord-Ouest³										
2005-2006	4 254	4 224	99	30	1	...	...	0	0	0
2006-2007	4 430	4 396	99	33	1	...	...	0	0	0
2007-2008	4 499	4 434	99	66	1	...	...	0	0	0
2008-2009	4 471	4 400	98	71	2	...	...	0	0	0
2009-2010	4 490	4 418	98	72	2	...	...	0	0	0
Nunavut										
2005-2006	5 277	4 912	93	1	0	...	...	364	7	7
2006-2007	5 330	5 054	95	0	0	...	...	275	5	5
2007-2008	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2008-2009	5 292	5 292	100	...	...	...	...	0	0	0
2009-2010	5 532	5 532	100	...	...	...	...	0	0	0
Total										
2005-2006	592 231 ^r	527 516 ^r	89	21 872 ^r	4	4 697	1	38 146 ^r	6	6
2006-2007	636 346 ^r	551 590 ^r	87	17 919 ^r	3	5 368	1	61 467 ^r	10	10
2007-2008	652 726 ^r	546 680 ^r	84	24 657 ^r	4	6 277	1	75 113 ^r	12	12
2008-2009	637 897 ^r	558 305 ^r	88 ^r	26 848 ^r	4	7 933	1	44 811 ^r	7	7
2009-2010	630 588	583 947	93	26 999	4	6 211	1	13 431	2	2

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 2002 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.

2. La catégorie « Autres » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes liées à la recherche et les bénéfices d'intérêt général.

3. Les recettes totales comprennent les contributions des clients portées au crédit du Trésor du Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et non mises à la disposition du régime.

Note(s) : La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1-1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales qui figure au tableau 1-1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 2
Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants

	Dollars courants		Dollars constants de 2002 ¹	
	Total	Par habitant ²	Total	Par habitant ²
	milliers de dollars	dollars	milliers de dollars	dollars
Terre-Neuve-et-Labrador				
2005-2006	1 600	3,11	1 487	2,89
2006-2007	1 600	3,14	1 461	2,86
2007-2008	2 043	4,03	1 839	3,63
2008-2009	2 043	4,03 ^r	1 787	3,53 ^r
2009-2010	2 043	4,01	1 783	3,50
Île-du-Prince-Édouard				
2005-2006	343	2,48	314	2,28
2006-2007	343	2,49	307	2,23
2007-2008	445	3,22	392	2,84
2008-2009	445	3,19 ^r	379	2,72
2009-2010	445	3,16	379	2,69
Nouvelle-Écosse				
2005-2006	2 890	3,08	2 671	2,85
2006-2007	2 890	3,08	2 618	2,79
2007-2008	3 612	3,86	3 211	3,43
2008-2009	3 612	3,86 ^r	3 116	3,33 ^r
2009-2010	3 612	3,85	3 122	3,33
Nouveau-Brunswick				
2005-2006	1 854	2,48	1 726	2,31
2006-2007	1 854	2,49	1 698	2,28
2007-2008	2 453	3,29	2 204	2,96
2008-2009	2 453	3,28	2 167	2,90
2009-2010	2 453	3,27	2 161	2,88
Québec				
2005-2006	19 970	2,63	18 681	2,46
2006-2007	19 970	2,62	18 372	2,41
2007-2008	23 400	3,04	21 196	2,76
2008-2009	23 400	3,02	20 763	2,68
2009-2010	23 400	2,99	20 635	2,64
Ontario				
2005-2006	37 212	2,97	34 810	2,78
2006-2007	37 212	2,94	34 202	2,70
2007-2008	43 313	3,39	39 091	3,06
2008-2009	43 313	3,35	38 229	2,96
2009-2010	43 313	3,31	38 094	2,91
Manitoba				
2005-2006	3 399	2,88	3 189	2,71
2006-2007	3 399	2,87	3 127	2,64
2007-2008	4 741	3,97	4 275	3,58
2008-2009	4 741	3,93 ^r	4 181	3,47 ^r
2009-2010	4 741	3,88	4 155	3,40
Saskatchewan				
2005-2006	2 811	2,83	2 630	2,65
2006-2007	2 811	2,83	2 577	2,60
2007-2008	4 203	4,20	3 746	3,75
2008-2009	4 203	4,15 ^r	3 626	3,58 ^r
2009-2010	4 203	4,08	3 589	3,48
Alberta				
2005-2006	8 197	2,47	7 583	2,28
2006-2007	8 197	2,40	7 299	2,13
2007-2008	10 420	2,97	8 838	2,52
2008-2009	10 420	2,90 ^r	8 569	2,38 ^r
2009-2010	10 420	2,83	8 576	2,33
Colombie-Britannique				
2005-2006	11 051	2,63	10 396	2,48
2006-2007	11 051	2,60	10 223	2,41
2007-2008	13 698	3,18	12 453	2,89
2008-2009	13 698	3,12 ^r	12 198	2,78
2009-2010	13 698	3,07	12 198	2,74
Yukon				
2005-2006	654	20,50	621	19,47
2006-2007	654	20,26	612	18,97
2007-2008	654	20,07	597	18,33
2008-2009	864	26,05 ^r	762	22,97 ^r
2009-2010	864	25,67	759	22,56

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 2 – suite

Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants

	Dollars courants		Dollars constants de 2002 ¹	
	Total	Par habitant ²	Total	Par habitant ²
	milliers de dollars	dollars	milliers de dollars	dollars
Territoires du Nord-Ouest				
2005-2006	1 301	29,98	1 222	28,15
2006-2007	1 301	30,12	1 208	27,96
2007-2008	1 301	29,88	1 174	26,96 ^r
2008-2009	1 704	38,98 ^r	1 479	33,83 ^r
2009-2010	1 704	39,23	1 470	33,85
Nunavut				
2005-2006	1 103	36,37	1 072	35,34
2006-2007	1 103	35,81	1 054	34,24
2007-2008	1 103	35,27 ^r	1 022	32,69 ^r
2008-2009	1 490	47,12 ^r	1 350	42,68 ^r
2009-2010	1 490	46,30	1 323	41,12
Total³				
2005-2006	92 385	2,87	86 341	2,68
2006-2007	92 385	2,84	84 679	2,60
2007-2008	111 386	3,38	99 898	3,03
2008-2009	112 386	3,37	98 498	2,96
2009-2010	112 386	3,33	98 240	2,91

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 2002 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.
2. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1^{er} juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2005 et 2006; estimations postcensitaires mises à jour pour 2007 et 2008; et estimations postcensitaires provisoires pour 2009.
3. Dans le budget fédéral de 2007, les fonds intérimaires accordés aux provinces étaient compris dans l'allocation de base annuelle fédérale pour l'aide juridique en matière criminelle. Cela explique l'augmentation des fonds accordés par le gouvernement fédéral pour l'aide juridique en matière criminelle en 2007-2008.

Note(s) : Les chiffres des contributions fédérales en matière civile ne sont pas disponibles dans le cadre de l'Enquête sur l'aide juridique. Il est impossible d'établir le niveau de financement accordé par le gouvernement fédéral à l'aide juridique en matière civile depuis le remplacement du Régime d'assistance publique du Canada par le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et son successeur actuel, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux. La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1-1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales qui figure au tableau 1-1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 3
Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants

	Dollars courants			Dollars constants de 2002 ¹		
	Total	Variation en pourcentage	Par habitant ²	Total	Variation en pourcentage	Par habitant ²
	milliers de dollars	pourcentage	dollars	milliers de dollars	pourcentage	dollars
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	7 422	-1	14,43	6 898	-4	13,41
2006-2007	8 255	11	16,18	7 539	9	14,77
2007-2008	9 563	16	18,88	8 608	14	16,99 ^r
2008-2009	12 486	31	24,65 ^r	10 924	27	21,57 ^r
2009-2010	13 894	11	27,30	12 124	11	23,82
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	1 067	3	7,73	978	0	7,08
2006-2007	952	-11	6,90	853	-13	6,19
2007-2008	1 016	7	7,36	894	5	6,47 ^r
2008-2009	1 014	0	7,27 ^r	863	-4	6,19 ^r
2009-2010	1 103	9	7,82	940	9	6,67
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	14 683	10	15,65	13 570	7	14,47
2006-2007	15 446	5	16,47	13 991	3	14,92
2007-2008	16 007	4	17,10	14 228	2	15,20
2008-2009	19 302	21	20,61 ^r	16 654	17	17,78 ^r
2009-2010	18 556	-4	19,78	16 038	-4	17,09
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	5 384	38	7,20	5 013	34	6,70
2006-2007	5 769	7	7,74	5 283	5	7,08
2007-2008	6 834	18	9,17	6 140	16	8,24
2008-2009	7 200	5	9,64 ^r	6 360	4	8,51
2009-2010	6 840	-5	9,13	6 026	-5	8,04
Québec						
2005-2006	111 982	7	14,77	104 754	4	13,82
2006-2007	102 679	-8	13,45	94 461	-10	12,38
2007-2008	100 312	-2	13,05	90 862	-4	11,82
2008-2009	102 268	2	13,19 ^r	90 744	0	11,70 ^r
2009-2010	101 190	-1	12,93	89 233	-2	11,40
Ontario						
2005-2006	208 501	3	16,64	195 043	1	15,57
2006-2007	217 664	4	17,19	200 059	3	15,80
2007-2008	235 978	8	18,44 ^r	212 977	6	16,65
2008-2009	235 417	0	18,20 ^r	207 782	-2	16,06 ^r
2009-2010	261 917	11	20,04	230 358	11	17,63
Manitoba						
2005-2006	14 754	2	12,52	13 841	-1	11,75
2006-2007	16 066	9	13,57	14 780	7	12,48
2007-2008	15 954	-1	13,36 ^r	14 386	-3	12,05
2008-2009	16 545	4	13,72 ^r	14 590	1	12,10 ^r
2009-2010	21 842	32	17,87	19 143	31	15,67
Saskatchewan						
2005-2006	11 899	24	11,98	11 131	21	11,20
2006-2007	13 152	11	13,26 ^r	12 055	8	12,15
2007-2008	14 393	9	14,39 ^r	12 828	6	12,83
2008-2009	16 112	12	15,90 ^r	13 902	8	13,71 ^r
2009-2010	17 006	6	16,51	14 523	4	14,10
Alberta						
2005-2006	20 530	-1	6,18	18 992	-3	5,72
2006-2007	32 445	58	9,48	28 891	52	8,44
2007-2008	34 608	7	9,85 ^r	29 354	2	8,36
2008-2009	43 131	25	11,99 ^r	35 470	21	9,86 ^r
2009-2010	43 131	0	11,70	35 499	0	9,63
Colombie-Britannique						
2005-2006	51 107	11	12,18	48 078	9	11,46
2006-2007	51 232	0	12,07	47 393	-1	11,17
2007-2008	52 057	2	12,08	47 325	0	10,98
2008-2009	52 293	0	11,93	46 565	-2	10,62 ^r
2009-2010	52 595	1	11,81	46 834	1	10,51

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 3 – suite

Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants

	Dollars courants			Dollars constants de 2002 ¹		
	Total	Variation en pourcentage	Par habitant ²	Total	Variation en pourcentage	Par habitant ²
	milliers de dollars	pourcentage	dollars	milliers de dollars	pourcentage	dollars
Yukon						
2005-2006	646	0	20,25	613	-2	19,23
2006-2007	646	0	20,01	605	-1	18,74
2007-2008	581	-10	17,83	531	-12	16,28
2008-2009	767	32	23,12	676	27	20,39 ^r
2009-2010	696	-9	20,68	612	-10	18,17
Territoires du Nord-Ouest						
2005-2006	2 868	13	66,08	2 693	10	62,05
2006-2007	3 111	8	72,02	2 889	7	66,87
2007-2008	3 682	18	84,56 ^r	3 323	15	76,31 ^r
2008-2009	3 200	-13	73,19 ^r	2 778	-16	63,54 ^r
2009-2010	3 783	18	87,09	3 264	18	75,14
Nunavut						
2005-2006	3 991	24	131,59	3 879	22	127,89
2006-2007	3 927	-2	127,50	3 754	-3	121,90
2007-2008	3 540	-10	113,19 ^r	3 281	-13	104,91 ^r
2008-2009	4 040	14	127,76 ^r	3 659	12	115,72 ^r
2009-2010	4 337	7	134,76	3 852	5	119,68
Total						
2005-2006	454 834	8 ^r	14,11	425 079	5 ^r	13,18
2006-2007	471 344	4	14,47	432 029	2	13,26
2007-2008	494 525	5	15,02	443 520	3	13,47
2008-2009	513 775 ^r	4 ^r	15,42	450 285 ^r	2 ^r	13,51
2009-2010	546 890	6	16,21	478 051	6	14,17

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 2002 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.
2. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1^{er} juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2005 et 2006; estimations postcensitaires mises à jour pour 2007 et 2008; et estimations postcensitaires provisoires pour 2009.

Note(s) : La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1-1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales qui figure au tableau 1-1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 4
Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants

	Dollars courants			Dollars constants de 2002 ¹		
	Total	Variation en pourcentage	Par habitant ²	Total	Variation en pourcentage	Par habitant ²
	milliers de dollars	pourcentage	dollars	milliers de dollars	pourcentage	dollars
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	7 024	-1	13,66	6 528	-4	12,69
2006-2007	7 990	14	15,66	7 297	12	14,30
2007-2008	8 146	2	16,08	7 332	0	14,48
2008-2009	10 900	34	21,52	9 536	30	18,83
2009-2010	10 845	-1	21,31	9 463	-1	18,59
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..	...	...	...	...	...
2006-2007	1 336	...	9,69	1 197	...	8,68
2007-2008	1 464	10	10,60	1 289	8	9,33
2008-2009	..	...	...	...	...	...
2009-2010	..	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	18 466	13	19,69	17 067	10	18,20
2006-2007	18 978	3	20,23	17 190	1	18,33
2007-2008	21 314	12	22,77	18 946	10	20,24
2008-2009	23 420	10	25,01 ^r	20 207	7	21,58 ^r
2009-2010	21 589	-8	23,01	18 659	-8	19,89
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	6 325	27	8,46	5 889	24	7,87
2006-2007	6 959	10	9,33	6 373	8	8,55
2007-2008	6 297	-10	8,45	5 658	-11	7,59
2008-2009	7 869	25	10,53	6 951	23	9,30
2009-2010	..	...	...	...	...	...
Québec						
2005-2006	128 891	-3	17,00	120 572	-5	15,90
2006-2007	134 712	5	17,65	123 930	3	16,24
2007-2008	127 526	-5	16,59	115 513	-7	15,03
2008-2009	135 008	6	17,41 ^r	119 794	4	15,45 ^r
2009-2010	135 285	0	17,28	119 299	0	15,24
Ontario³						
2005-2006	351 665	...	28,07	328 966	...	26,26
2006-2007	325 847	-7	25,73	299 492	-9	23,65
2007-2008	332 828	2	26,01 ^r	300 386	0	23,48
2008-2009	356 107	7	27,53 ^r	314 305	5	24,30 ^r
2009-2010	371 740	4	28,44	326 948	4	25,02
Manitoba						
2005-2006	23 531	10	19,97	22 074	7	18,73
2006-2007	23 118	-2	19,52	21 268	-4	17,96
2007-2008	24 511	6	20,53 ^r	22 102	4	18,51 ^r
2008-2009	26 899	10	22,30 ^r	23 720	7	19,67 ^r
2009-2010	31 737	18	25,97	27 815	17	22,76
Saskatchewan						
2005-2006	16 631	15	16,74	15 558	12	15,66
2006-2007	16 935	2	17,07	15 522	0	15,65
2007-2008	19 147	13	19,14 ^r	17 065	10	17,06 ^r
2008-2009	20 495	7	20,22 ^r	17 683	4	17,45 ^r
2009-2010	21 675	6	21,04	18 510	5	17,97
Alberta						
2005-2006	49 469	16	14,89	45 762	14	13,77
2006-2007	48 297	-2	14,12	43 007	-6	12,57
2007-2008	53 606	11	15,26 ^r	45 467	6	12,94 ^r
2008-2009	66 274	24	18,43 ^r	54 502	20	15,16 ^r
2009-2010	77 158	16	20,92	63 505	17	17,22
Colombie-Britannique						
2005-2006	66 810	10	15,92	62 850	8	14,98
2006-2007	72 217	8	17,02	66 806	6	15,74
2007-2008	78 122	8	18,13 ^r	71 020	6	16,48
2008-2009	82 039	5	18,71 ^r	73 053	3	16,66 ^r
2009-2010	79 312	-3	17,80	70 625	-3	15,85
Yukon						
2005-2006	1 714	7	53,72	1 628	5	51,02
2006-2007	1 695	-1	52,52	1 587	-2	49,17
2007-2008	1 617	-5	49,62 ^r	1 477	-7	45,32
2008-2009	1 780	10	53,66 ^r	1 570	6	47,32 ^r
2009-2010	1 714	-4	50,93	1 506	-4	44,76

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4 – suite

Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants

	Dollars courants			Dollars constants de 2002 ¹		
	Total	Variation en pourcentage	Par habitant ²	Total	Variation en pourcentage	Par habitant ²
	milliers de dollars	pourcentage	dollars	milliers de dollars	pourcentage	dollars
Territoires du Nord-Ouest						
2005-2006	4 380	6	100,92	4 113	3	94,76
2006-2007	4 487	2	103,87	4 166	1	96,44
2007-2008	5 058	13	116,16 ^r	4 565	10	104,83 ^r
2008-2009	4 646	-8	106,27 ^r	4 033	-12	92,25 ^r
2009-2010	5 120	10	117,87	4 418	10	101,70
Nunavut						
2005-2006	5 430	8	179,04	5 277	6	174,00
2006-2007	5 575	3	181,01	5 330	1	173,05
2007-2008	..	...	...	...	...	...
2008-2009	5 730	...	181,20 ^r	5 190	...	164,13 ^r
2009-2010	6 199	8	192,62	5 505	6	171,06
Total						
2005-2006	680 336 ^r	...	21,19 ^r	635 828 ^r	...	19,80 ^r
2006-2007	668 146 ^r	... ^r	20,51 ^r	612 416 ^r	... ^r	18,80 ^r
2007-2008	679 636 ^r	...	20,66 ^r	609 539 ^r	...	18,53 ^r
2008-2009	741 167 ^r	...	22,33 ^r	649 577 ^r	...	19,57 ^r
2009-2010	762 374	...	23,21	666 411	...	20,29

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 2002 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.
2. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1^{er} juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2005 et 2006; estimations postcensitaires mises à jour pour 2007 et 2008; et estimations postcensitaires provisoires pour 2009.
3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques ont engagé environ 20 % des dépenses totales au chapitre des services juridiques. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 5
Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense

	Total		Dépenses directes au chapitre des services juridiques				Dépenses administratives centrales		Autres dépenses	
			Affaires criminelles		Affaires civiles					
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador										
2005-2006	7 024	3 948	56	2 570	37	506	7	0	0	0
2006-2007	7 990	4 510	56	2 884	36	596	7	0	0	0
2007-2008	8 146	4 630	57	2 902	36	614	8	0	0	0
2008-2009	10 900	6 060	56	4 208	39	632	6	0	0	0
2009-2010	10 845	6 009	55	4 186	39	649	6	0	0	0
Île-du-Prince-Édouard										
2005-2006	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2006-2007	1 336	682	51	654	49	..	..	..	..	..
2007-2008	1 464	701	48	763	52	..	..	..	..	..
2008-2009	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2009-2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse										
2005-2006	18 466	9 398	51	7 811	42	1 188	6	69	0	0
2006-2007	18 978	9 883	52	7 937	42	1 084	6	74	0	0
2007-2008	21 314	11 576	54	8 312	39	1 352	6	74	0	0
2008-2009	23 420	12 461	53	9 324	40	1 561	7	74	0	0
2009-2010	21 589	11 346	53	8 689	40	1 480	7	74	0	0
Nouveau-Brunswick										
2005-2006	6 325	3 474	55	1 781	28	1 070	17	0	0	0
2006-2007	6 959	4 077	59	2 101	30	781	11	0	0	0
2007-2008	6 297	3 052	48	2 611	41	634	10	0	0	0
2008-2009	7 869	4 033	51	2 720	35	1 116	14	0	0	0
2009-2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Québec 1										
2005-2006	128 891	46 716	36	69 871	54	11 293	9	1 011	1	1
2006-2007	134 712	50 485	37	69 880	52	13 287	10	1 060	1	1
2007-2008	127 526	49 572	39	64 973	51	11 968	9	1 013	1	1
2008-2009	135 008	52 360	39	68 807	51	12 385	9	1 456	1	1
2009-2010	135 285	51 854	38	69 077	51	12 826	9	1 528	1	1
Ontario 2										
2005-2006	351 665	143 957	41	138 768	39	52 338	15	16 602	5	5
2006-2007	325 847	119 951	37	134 841	41	55 130	17	15 925	5	5
2007-2008	332 828	121 431	36	130 256	39	54 907	16	26 234	8	8
2008-2009	356 107	131 232	37	140 955	40	59 211	17	24 709	7	7
2009-2010	371 740	130 452	35	144 609	39	71 012	19	25 667	7	7
Manitoba										
2005-2006	23 531	11 069	47	7 282	31	4 606	20	574	2	2
2006-2007	23 118	11 506	50	5 997	26	5 050	22	565	2	2
2007-2008	24 511	12 928	53	6 091	25	4 850	20	642	3	3
2008-2009	26 899	13 591	51	7 054	26	5 373	20	881	3	3
2009-2010	31 737	15 905	50	6 799	21	7 951	25	1 082	3	3
Saskatchewan										
2005-2006	16 631	10 639	64	4 377	26	1 543	9	72	0	0
2006-2007	16 935	11 299	67	4 457	26	1 134	7	45	0	0
2007-2008	19 147	13 121	69	4 539	24	1 409	7	78	0	0
2008-2009	20 495	14 213	69	4 851	24	1 281	6	150	1	1
2009-2010	21 675	14 412	66	5 044	23	1 718	8	501	2	2
Alberta										
2005-2006	49 469	24 389	49	18 243	37	6 397	13	440	1	1
2006-2007	48 297	24 758	51	16 498	34	6 645	14	396	1	1
2007-2008	53 606	26 827	50	17 856	33	8 343	16	580	1	1
2008-2009	66 274	32 862	50	21 907	33	10 446	16	1 059	2	2
2009-2010	77 158	36 226	47	28 408	37	10 682	14	1 842	2	2
Colombie-Britannique										
2005-2006	66 810	35 329	53	17 525	26	9 236	14	4 720	7	7
2006-2007	72 217	38 121	53	19 278	27	9 411	13	5 407	7	7
2007-2008	78 122	39 549	51	20 198	26	11 151	14	7 224	9	9
2008-2009	82 039	40 954	50	23 260	28	12 362	15	5 463	7	7
2009-2010	79 312	39 131	49	21 817	28	12 791	16	5 573	7	7

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 5 – suite

Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense

	Total		Dépenses directes au chapitre des services juridiques				Dépenses administratives centrales		Autres dépenses	
			Affaires criminelles		Affaires civiles					
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
Yukon										
2005-2006	1 714	923	54	477	28	260	15	54	3	
2006-2007	1 695	925	55	439	26	264	16	67	4	
2007-2008	1 617	909	56	416	26	278	17	14	1	
2008-2009	1 780	1 053	59	432	24	272	15	23	1	
2009-2010	1 714	990	58	418	24	284	17	22	1	
Territoires du Nord-Ouest										
2005-2006	4 380	1 660	38	1 054	24	634	14	1 032	24	
2006-2007	4 487	1 907	43	956	21	606	14	1 018	23	
2007-2008	5 058	2 419	48	1 029	20	566	11	1 045	21	
2008-2009	4 646	2 313	50	927	20	551	12	855	18	
2009-2010	5 120	2 350	46	822	16	1 054	21	895	17	
Nunavut³										
2005-2006	5 430	2 040	38	561	10	2 328	43	501	9	
2006-2007	5 575	2 500	45	499	9	2 378	43	198	4	
2007-2008	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2008-2009	5 730	1 130	20	685	12	1 600	28	2 315	40	
2009-2010	6 199	..	..	..	..	..	..	3 401	55
Total										
2005-2006	680 336 ^r	293 542 ^r	43	270 320 ^r	40	91 399 ^r	13	25 075	4	
2006-2007	668 146 ^r	280 604 ^r	42	266 421 ^r	40	96 366 ^r	14 ^r	24 755	4	
2007-2008	679 636 ^r	286 715 ^r	42 ^r	259 946 ^r	38 ^r	96 072 ^r	14 ^r	36 904	5 ^r	
2008-2009	741 167 ^r	312 262 ^r	42 ^r	285 130 ^r	38 ^r	106 790 ^r	14 ^r	36 985	5 ^r	
2009-2010	762 374	..	..	..	..	..	..	40 585	5

1. Les données du Québec concernant la répartition entre les dépenses directes au chapitre des services juridiques et les dépenses administratives centrales ont été estimées.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques ont engagé environ 20 % des dépenses totales au chapitre des services juridiques. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
3. Au Nunavut en 2009-2010, la répartition des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 6
Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques

	Total	Dépenses directes totales	Pourcentage du total	Dépenses directes au chapitre des services juridiques			
				Affaires criminelles		Affaires civiles	
				milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage ¹	milliers de dollars	pourcentage^{1}
Terre-Neuve-et-Labrador							
2005-2006	7 024	6 518	93	3 948	61	2 570	39
2006-2007	7 990	7 394	93	4 510	61	2 884	39
2007-2008	8 146	7 532	92	4 630	61	2 902	39
2008-2009	10 900	10 268	94	6 060	59	4 208	41
2009-2010	10 845	10 196	94	6 009	59	4 186	41
Île-du-Prince-Édouard							
2005-2006	..	..	...	..	...	..	...
2006-2007	1 336	1 336	100	682	51	654	49
2007-2008	1 464	1 464	100	701	48	763	52
2008-2009	..	..	...	..	...	..	...
2009-2010	..	..	...	..	...	..	...
Nouvelle-Écosse							
2005-2006	18 466	17 209	93	9 398	55	7 811	45
2006-2007	18 978	17 820	94	9 883	55	7 937	45
2007-2008	21 314	19 888	93	11 576	58	8 312	42
2008-2009	23 420	21 785	93	12 461	57	9 324	43
2009-2010	21 589	20 035	93	11 346	57	8 689	43
Nouveau-Brunswick							
2005-2006	6 325	5 255	83	3 474	66	1 781	34
2006-2007	6 959	6 178	89	4 077	66	2 101	34
2007-2008	6 297	5 663	90	3 052	54	2 611	46
2008-2009	7 869	6 753	86	4 033	60	2 720	40
2009-2010	..	..	...	..	...	..	...
Québec²							
2005-2006	128 891	116 587	90	46 716	40	69 871	60
2006-2007	134 712	120 365	89	50 485	42	69 880	58
2007-2008	127 526	114 545	90	49 572	43	64 973	57
2008-2009	135 008	121 167	90	52 360	43	68 807	57
2009-2010	135 285	120 931	89	51 854	43	69 077	57
Ontario³							
2005-2006	351 665	282 725	80	143 957	51	138 768	49
2006-2007	325 847	254 792	78	119 951	47	134 841	53
2007-2008	332 828	251 687	76	121 431	48	130 256	52
2008-2009	356 107	272 187	76	131 232	48	140 955	52
2009-2010	371 740	275 061	74	130 452	47	144 609	53
Manitoba							
2005-2006	23 531	18 351	78	11 069	60	7 282	40
2006-2007	23 118	17 503	76	11 506	66	5 997	34
2007-2008	24 511	19 019	78	12 928	68	6 091	32
2008-2009	26 899	20 645	77	13 591	66	7 054	34
2009-2010	31 737	22 704	72	15 905	70	6 799	30
Saskatchewan							
2005-2006	16 631	15 016	90	10 639	71	4 377	29
2006-2007	16 935	15 756	93	11 299	72	4 457	28
2007-2008	19 147	17 660	92	13 121	74	4 539	26
2008-2009	20 495	19 064	93	14 213	75	4 851	25
2009-2010	21 675	19 456	90	14 412	74	5 044	26
Alberta							
2005-2006	49 469	42 632	86	24 389	57	18 243	43
2006-2007	48 297	41 256	85	24 758	60	16 498	40
2007-2008	53 606	44 683	83	26 827	60	17 856	40
2008-2009	66 274	54 769	83	32 862	60	21 907	40
2009-2010	77 158	64 634	84	36 226	56	28 408	44
Colombie-Britannique							
2005-2006	66 810	52 854	79	35 329	67	17 525	33
2006-2007	72 217	57 399	79	38 121	66	19 278	34
2007-2008	78 122	59 747	76	39 549	66	20 198	34
2008-2009	82 039	64 214	78	40 954	64	23 260	36
2009-2010	79 312	60 948	77	39 131	64	21 817	36

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques

	Total	Dépenses directes totales	Pourcentage du total	Dépenses directes au chapitre des services juridiques			
				Affaires criminelles		Affaires civiles	
				milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage ¹
Yukon							
2005-2006	1 714	1 400	82	923	66	477	34
2006-2007	1 695	1 364	80	925	68	439	32
2007-2008	1 617	1 325	82	909	69	416	31
2008-2009	1 780	1 485	83	1 053	71	432	29
2009-2010	1 714	1 408	82	990	70	418	30
Territoires du Nord-Ouest							
2005-2006	4 380	2 714	62	1 660	61	1 054	39
2006-2007	4 487	2 863	64	1 907	67	956	33
2007-2008	5 058	3 448	68	2 419	70	1 029	30
2008-2009	4 646	3 240	70	2 313	71	927	29
2009-2010	5 120	3 172	62	2 350	74	822	26
Nunavut⁴							
2005-2006	5 430	2 601	48	2 040	78	561	22
2006-2007	5 575	2 999	54	2 500	83	499	17
2007-2008	..	..	...	..	...	..	...
2008-2009	5 730	1 815	32	1 130	62	685	38
2009-2010	6 199	2 798	45	..	...	..	...
Total							
2005-2006	680 336 r	563 862 r	83	293 542 r	52	270 320 r	48
2006-2007	668 146 r	547 025 r	82	280 604 r	51	266 421 r	49
2007-2008	679 636 r	546 661 r	80	286 715 r	52	259 946 r	48
2008-2009	741 167 r	597 392 r	81 r	312 262 r	52	285 130 r	48
2009-2010	762 374	601 343	79	...	...	...	...

1. Pourcentage des dépenses directes totales.
2. Les données du Québec concernant la répartition entre les dépenses directes au chapitre des services juridiques et les dépenses administratives centrales ont été estimées.
3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques ont engagé environ 20 % des dépenses totales au chapitre des services juridiques. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
4. Au Nunavut en 2009-2010, la répartition des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 7-1

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Total

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	6 518		98	153		2
2006-2007	7 394		96	313		4
2007-2008	7 532		98	188		2
2008-2009	10 268		97	302		3
2009-2010	10 196		97	349		3
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..	..	..	..	..	..
2006-2007	1 336	1 087	81	249		19
2007-2008	1 464	1 217	83	247		17
2008-2009	..	..	..	..	..	..
2009-2010	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	17 209	13 463	78	3 746		22
2006-2007	17 820	14 441	81	3 379		19
2007-2008	19 888	15 702	79	4 186		21
2008-2009	21 785	16 646	76	5 139		24
2009-2010	20 035	16 298	81	3 737		19
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	5 255	3 930	75	1 325		25
2006-2007	6 178	4 664	75	1 514		25
2007-2008	5 663	2 890	51	2 773		49
2008-2009	6 753	4 941	73	1 812		27
2009-2010	..	..	..	..	..	..
Québec 1						
2005-2006	116 587	68 745	59	47 842		41
2006-2007	120 365	77 001	64	43 364		36
2007-2008	114 545	68 942	60	45 603		40
2008-2009	121 167	69 987	58	51 180		42
2009-2010	120 931	70 688	58	50 243		42
Ontario 2						
2005-2006	282 725	60 536	21	222 189		79
2006-2007	254 792	62 609	25	192 183		75
2007-2008	251 687	65 910	26	185 777		74
2008-2009	272 187	70 174	26	202 013		74
2009-2010	275 061	71 106	26	203 955		74
Manitoba						
2005-2006	18 351	9 132	50	9 219		50
2006-2007	17 503	9 644	55	7 859		45
2007-2008	19 019	10 303	54	8 716		46
2008-2009	20 645	11 649	56	8 996		44
2009-2010	22 704	11 899	52	10 805		48
Saskatchewan						
2005-2006	15 016	13 526	90	1 490		10
2006-2007	15 756	14 013	89	1 743		11
2007-2008	17 660	15 138	86	2 522		14
2008-2009	19 064	16 128	85	2 936		15
2009-2010	19 456	17 004	87	2 452		13
Alberta						
2005-2006	42 632	9 757	23	32 875		77
2006-2007	41 256	10 688	26	30 568		74
2007-2008	44 683	12 909	29	31 774		71
2008-2009	54 769	17 106	31	37 663		69
2009-2010	64 634	19 351	30	45 283		70
Colombie-Britannique						
2005-2006	52 854	7 198	14	45 656		86
2006-2007	57 399	7 312	13	50 087		87
2007-2008	59 747	7 648	13	52 099		87
2008-2009	64 214	7 594	12	56 620		88
2009-2010	60 948	7 451	12	53 497		88
Yukon						
2005-2006	1 400	1 196	85	204		15
2006-2007	1 364	1 186	87	178		13
2007-2008	1 325	1 161	88	164		12
2008-2009	1 485	1 326	89	159		11
2009-2010	1 408	1 323	94	85		6

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 7-1 – suite

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Total

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Territoires du Nord-Ouest						
2005-2006	2 714		43	1 559		57
2006-2007	2 863		41	1 677		59
2007-2008	3 448		44	1 945		56
2008-2009	3 240		39	1 973		61
2009-2010	3 172		43	1 822		57
Nunavut³						
2005-2006	2 601		43	1 479		57
2006-2007	2 999		32	2 035		68
2007-2008	..		...	..		...
2008-2009	1 815		58	760		42
2009-2010	2 798		26	2 057		74
Total						
2005-2006	563 862 r	196 125 r	35 r	367 737 r		65 r
2006-2007	547 025 r	211 876 r	39 r	335 149 r		61 r
2007-2008	546 661 r	210 667 r	39 r	335 994 r		61 r
2008-2009	597 392 r	227 839 r	38 r	369 553 r		62 r
2009-2010	601 343	227 058	38	374 285		62

1. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques ont engagé environ 79 % des dépenses directes au chapitre des services juridiques pour les avocats salariés. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
3. Au Nunavut en 2009-2010, la répartition des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 7-2

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires criminelles

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	3 948	3 881	98	67		2
2006-2007	4 510	4 274	95	236		5
2007-2008	4 630	4 519	98	111		2
2008-2009	6 060	5 846	96	214		4
2009-2010	6 009	5 748	96	262		4
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..	..	..	..		..
2006-2007	682	501	73	181		27
2007-2008	701	565	81	136		19
2008-2009	..	..	..	..		..
2009-2010	..	..	..	..		..
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	9 398	7 545	80	1 853		20
2006-2007	9 883	8 188	83	1 695		17
2007-2008	11 576	9 280	80	2 296		20
2008-2009	12 461	9 688	78	2 773		22
2009-2010	11 346	9 420	83	1 926		17
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	3 474	2 594	75	880		25
2006-2007	4 077	3 089	76	988		24
2007-2008	3 052	2 100	69	952		31
2008-2009	4 033	3 037	75	996		25
2009-2010	..	..	..	..		..
Québec 1						
2005-2006	46 716	25 756	55	20 960		45
2006-2007	50 485	31 198	62	19 287		38
2007-2008	49 572	26 272	53	23 300		47
2008-2009	52 360	27 912	53	24 448		47
2009-2010	51 854	28 815	56	23 039		44
Ontario 2						
2005-2006	143 957	8 216	6	135 741		94
2006-2007	119 951	8 923	7	111 028		93
2007-2008	121 431	9 850	8	111 580		92
2008-2009	131 232	11 080	8	120 152		92
2009-2010	130 452	11 826	9	118 626		91
Manitoba						
2005-2006	11 069	4 528	41	6 541		59
2006-2007	11 506	5 883	51	5 623		49
2007-2008	12 928	6 324	49	6 604		51
2008-2009	13 591	6 612	49	6 979		51
2009-2010	15 905	7 391	46	8 514		54
Saskatchewan						
2005-2006	10 639	9 301	87	1 338		13
2006-2007	11 299	9 763	86	1 536		14
2007-2008	13 121	10 804	82	2 317		18
2008-2009	14 213	11 543	81	2 670		19
2009-2010	14 412	12 192	85	2 220		15
Alberta						
2005-2006	24 389	3 758	15	20 631		85
2006-2007	24 758	4 697	19	20 061		81
2007-2008	26 827	4 964	19	21 863		81
2008-2009	32 862	6 622	20	26 240		80
2009-2010	36 226	6 954	19	29 272		81
Colombie-Britannique						
2005-2006	35 329	3 804	11	31 525		89
2006-2007	38 121	3 920	10	34 201		90
2007-2008	39 549	4 063	10	35 486		90
2008-2009	40 954	3 917	10	37 037		90
2009-2010	39 131	4 264	11	34 867		89
Yukon						
2005-2006	923	727	79	196		21
2006-2007	925	754	82	171		18
2007-2008	909	751	83	158		17
2008-2009	1 053	900	85	153		15
2009-2010	990	905	91	85		9

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 7-2 – suite

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires criminelles

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Territoires du Nord-Ouest						
2005-2006	1 660		21	1 311		79
2006-2007	1 907		22	1 487		78
2007-2008	2 419		28	1 753		72
2008-2009	2 313		17	1 914		83
2009-2010	2 350		26	1 738		74
Nunavut³						
2005-2006	2 040		34	1 340		66
2006-2007	2 500		20	2 000		80
2007-2008	..		...	..		...
2008-2009	1 130		65	395		35
2009-2010	..		...	..		...
Total						
2005-2006	293 542 r		24 r	222 383 r		76 r
2006-2007	280 604 r		29 r	198 494 r		71 r
2007-2008	286 715 r		28 r	206 556 r		72 r
2008-2009	312 262 r		28 r	223 971 r		72 r
2009-2010	...		...	...		...

1. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques ont engagé environ 79 % des dépenses directes au chapitre des services juridiques pour les avocats salariés. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
3. Au Nunavut en 2009-2010, la répartition des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 7-3

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires civiles

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	2 570	2 484	97	86	3	
2006-2007	2 884	2 807	97	77	3	
2007-2008	2 902	2 825	97	77	3	
2008-2009	4 208	4 120	98	88	2	
2009-2010	4 186	4 099	98	87	2	
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	654	586	90	68	10	
2007-2008	763	652	85	111	15	
2008-2009	..	..	..	..	..
2009-2010	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	7 811	5 918	76	1 893	24	
2006-2007	7 937	6 253	79	1 684	21	
2007-2008	8 312	6 422	77	1 890	23	
2008-2009	9 324	6 958	75	2 366	25	
2009-2010	8 689	6 878	79	1 811	21	
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	1 781	1 336	75	445	25	
2006-2007	2 101	1 575	75	526	25	
2007-2008	2 611	790	30	1 821	70	
2008-2009	2 720	1 904	70	816	30	
2009-2010	..	..	..	..	..
Québec 1						
2005-2006	69 871	42 989	62	26 882	38	
2006-2007	69 880	45 803	66	24 077	34	
2007-2008	64 973	42 670	66	22 303	34	
2008-2009	68 807	42 075	61	26 732	39	
2009-2010	69 077	41 873	61	27 204	39	
Ontario 2						
2005-2006	138 768	52 320	38	86 448	62	
2006-2007	134 841	53 686	40	81 155	60	
2007-2008	130 256	56 060	43	74 197	57	
2008-2009	140 955	59 094	42	81 861	58	
2009-2010	144 609	59 280	41	85 329	59	
Manitoba						
2005-2006	7 282	4 604	63	2 678	37	
2006-2007	5 997	3 761	63	2 236	37	
2007-2008	6 091	3 979	65	2 112	35	
2008-2009	7 054	5 037	71	2 017	29	
2009-2010	6 799	4 508	66	2 291	34	
Saskatchewan						
2005-2006	4 377	4 225	97	152	3	
2006-2007	4 457	4 250	95	207	5	
2007-2008	4 539	4 334	95	205	5	
2008-2009	4 851	4 585	95	266	5	
2009-2010	5 044	4 812	95	232	5	
Alberta						
2005-2006	18 243	5 999	33	12 244	67	
2006-2007	16 498	5 991	36	10 507	64	
2007-2008	17 856	7 945	44	9 911	56	
2008-2009	21 907	10 484	48	11 423	52	
2009-2010	28 408	12 397	44	16 011	56	
Colombie-Britannique						
2005-2006	17 525	3 394	19	14 131	81	
2006-2007	19 278	3 392	18	15 886	82	
2007-2008	20 198	3 585	18	16 613	82	
2008-2009	23 260	3 677	16	19 583	84	
2009-2010	21 817	3 187	15	18 630	85	
Yukon						
2005-2006	477	469	98	8	2	
2006-2007	439	432	98	7	2	
2007-2008	416	410	99	6	1	
2008-2009	432	426	99	6	1	
2009-2010	418	418	100	0	0	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 7-3 – suite

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires civiles

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Territoires du Nord-Ouest						
2005-2006	1 054		76	248		24
2006-2007	956		80	190		20
2007-2008	1 029		81	192		19
2008-2009	927		94	58		6
2009-2010	822		90	84		10
Nunavut³						
2005-2006	561		75	139		25
2006-2007	499		93	35		7
2007-2008	..		..	..		..
2008-2009	685		47	365		53
2009-2010	..		..	..		..
Total						
2005-2006	270 320 r		46	145 354 r		54
2006-2007	266 421 r		49 r	136 655 r		51 r
2007-2008	259 946 r		50	129 438 r		50
2008-2009	285 130 r		49 r	145 581 r		51 r
2009-2010	...		...	...		...

1. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques ont engagé environ 79 % des dépenses directes au chapitre des services juridiques pour les avocats salariés. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
3. Au Nunavut en 2009-2010, la répartition des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 8-1

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Total

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Terre-Neuve-et-Labrador ¹						
2005-2006	3 948	3 881	98	67	2	
2006-2007	4 510	4 274	95	236	5	
2007-2008	4 630	4 519	98	111	2	
2008-2009	6 060	5 846	96	214	4	
2009-2010	6 009	5 748	96	262	4	
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	682	501	73	181	27	
2007-2008	701	565	81	136	19	
2008-2009	..	..	..	..	..
2009-2010	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	9 398	7 545	80	1 853	20	
2006-2007	9 883	8 188	83	1 695	17	
2007-2008	11 576	9 280	80	2 296	20	
2008-2009	12 461	9 688	78	2 773	22	
2009-2010	11 346	9 420	83	1 926	17	
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	3 474	2 594	75	880	25	
2006-2007	4 077	3 089	76	988	24	
2007-2008	3 052	2 100	69	952	31	
2008-2009	4 033	3 037	75	996	25	
2009-2010	..	..	..	..	..
Québec ²						
2005-2006	46 716	25 756	55	20 960	45	
2006-2007	50 485	31 198	62	19 287	38	
2007-2008	49 572	26 272	53	23 300	47	
2008-2009	52 360	27 912	53	24 448	47	
2009-2010	51 854	28 815	56	23 039	44	
Ontario ^{1, 3}						
2005-2006	143 957	8 216	6	135 741	94	
2006-2007	119 951	8 923	7	111 028	93	
2007-2008	121 431	9 850	8	111 580	92	
2008-2009	131 232	11 080	8	120 152	92	
2009-2010	130 452	11 826	9	118 626	91	
Manitoba						
2005-2006	11 069	4 528	41	6 541	59	
2006-2007	11 506	5 883	51	5 623	49	
2007-2008	12 928	6 324	49	6 604	51	
2008-2009	13 591	6 612	49	6 979	51	
2009-2010	15 905	7 391	46	8 514	54	
Saskatchewan						
2005-2006	10 639	9 301	87	1 338	13	
2006-2007	11 299	9 763	86	1 536	14	
2007-2008	13 121	10 804	82	2 317	18	
2008-2009	14 213	11 543	81	2 670	19	
2009-2010	14 412	12 192	85	2 220	15	
Alberta						
2005-2006	24 389	3 758	15	20 631	85	
2006-2007	24 758	4 697	19	20 061	81	
2007-2008	26 827	4 964	19	21 863	81	
2008-2009	32 862	6 622	20	26 240	80	
2009-2010	36 226	6 954	19	29 272	81	
Colombie-Britannique						
2005-2006	35 329	3 804	11	31 525	89	
2006-2007	38 121	3 920	10	34 201	90	
2007-2008	39 549	4 063	10	35 486	90	
2008-2009	40 954	3 917	10	37 037	90	
2009-2010	39 131	4 264	11	34 867	89	
Yukon						
2005-2006	923	727	79	196	21	
2006-2007	925	754	82	171	18	
2007-2008	909	751	83	158	17	
2008-2009	1 053	900	85	153	15	
2009-2010	990	905	91	85	9	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 8-1 – suite

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Total

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Territoires du Nord-Ouest ¹						
2005-2006	1 660		21	1 311		79
2006-2007	1 907		22	1 487		78
2007-2008	2 419		28	1 753		72
2008-2009	2 313		17	1 914		83
2009-2010	2 350		26	1 738		74
Nunavut ⁴						
2005-2006	2 040		34	1 340		66
2006-2007	2 500		20	2 000		80
2007-2008	..		...	..		...
2008-2009	1 130		65	395		35
2009-2010	..		...	..		...
Total						
2005-2006	293 542 r	71 160 r	24 r	222 383 r		76 r
2006-2007	280 604 r	82 110 r	29 r	198 494 r		71 r
2007-2008	286 715 r	80 158 r	28 r	206 556 r		72 r
2008-2009	312 262 r	88 291 r	28 r	223 971 r		72 r
2009-2010	308 675	88 127	29	220 549		71

1. À Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario et dans les Territoires du Nord-Ouest, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
3. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
4. Au Nunavut, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales et des affaires criminelles concernant des jeunes sont incluses dans les affaires criminelles — adultes.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 8-2

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Adultes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Terre-Neuve-et-Labrador ¹						
2005-2006	3 488	3 421	98	67	2	
2006-2007	4 016	3 780	94	236	6	
2007-2008	4 106	3 995	97	111	3	
2008-2009	5 380	5 166	96	214	4	
2009-2010	5 296	5 034	95	262	5	
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	579	408	70	171	30	
2007-2008	601	473	79	128	21	
2008-2009	..	..	..	..	..
2009-2010	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	7 849	6 225	79	1 624	21	
2006-2007	8 251	6 787	82	1 464	18	
2007-2008	9 453	7 521	80	1 932	20	
2008-2009	10 370	7 840	76	2 530	24	
2009-2010	9 744	7 823	80	1 921	20	
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	3 224	2 407	75	817	25	
2006-2007	4 023	3 089	77	934	23	
2007-2008	3 025	2 100	69	925	31	
2008-2009	3 753	2 828	75	925	25	
2009-2010	..	..	..	..	..
Québec ²						
2005-2006	37 451	19 801	53	17 650	47	
2006-2007	42 071	25 786	61	16 285	39	
2007-2008	40 667	20 890	51	19 777	49	
2008-2009	43 003	22 519	52	20 484	48	
2009-2010	42 737	23 540	55	19 197	45	
Ontario ^{1, 3}						
2005-2006	125 723	6 116	5	119 607	95	
2006-2007	102 710	6 635	6	96 075	94	
2007-2008	103 836	7 295	7	96 541	93	
2008-2009	112 950	8 106	7	104 844	93	
2009-2010	114 697	10 530	9	104 167	91	
Manitoba						
2005-2006	9 440	3 751	40	5 689	60	
2006-2007	9 395	4 587	49	4 808	51	
2007-2008	10 460	4 942	47	5 518	53	
2008-2009	10 979	5 065	46	5 914	54	
2009-2010	12 837	5 546	43	7 291	57	
Saskatchewan						
2005-2006	7 599	7 362	97	237	3	
2006-2007	9 237	7 911	86	1 326	14	
2007-2008	10 592	8 620	81	1 972	19	
2008-2009	10 956	9 212	84	1 744	16	
2009-2010	11 291	9 773	87	1 518	13	
Alberta						
2005-2006	19 502	1 347	7	18 155	93	
2006-2007	19 880	2 184	11	17 696	89	
2007-2008	21 037	1 880	9	19 157	91	
2008-2009	25 940	2 840	11	23 100	89	
2009-2010	28 900	2 841	10	26 059	90	
Colombie-Britannique						
2005-2006	31 903	3 345	10	28 558	90	
2006-2007	34 390	3 453	10	30 937	90	
2007-2008	35 608	3 602	10	32 006	90	
2008-2009	37 463	3 518	9	33 945	91	
2009-2010	35 913	3 801	11	32 112	89	
Yukon						
2005-2006	846	659	78	187	22	
2006-2007	846	682	81	164	19	
2007-2008	800	648	81	152	19	
2008-2009	923	777	84	146	16	
2009-2010	858	780	91	78	9	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 8-2 – suite

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Adultes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Territoires du Nord-Ouest ¹						
2005-2006	1 633		21	1 283		79
2006-2007	1 874		22	1 454		78
2007-2008	2 400		28	1 734		72
2008-2009	2 284		17	1 885		83
2009-2010	2 314		26	1 703		74
Nunavut ⁴						
2005-2006	2 015		35	1 315		65
2006-2007	2 500		20	2 000		80
2007-2008	..		...	..		...
2008-2009	1 045		62	395		38
2009-2010	..		...	..		...
Total						
2005-2006	250 673 ^r	55 484 ^r	22 ^r	195 189 ^r		78 ^r
2006-2007	239 772 ^r	66 222 ^r	28 ^r	173 550 ^r		72 ^r
2007-2008	242 585 ^r	62 632 ^r	26 ^r	179 953 ^r		74 ^r
2008-2009	265 046 ^r	68 920 ^r	26 ^r	196 126 ^r		74 ^r
2009-2010	264 587	70 280	27	194 308		73

1. À Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario et dans les Territoires du Nord-Ouest, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
3. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
4. Au Nunavut, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales et des affaires criminelles concernant des jeunes sont incluses dans les affaires criminelles — adultes.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 8-3

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Jeunes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Terre-Neuve-et-Labrador ¹						
2005-2006	460	460	100	0	0	
2006-2007	494	494	100	0	0	
2007-2008	524	524	100	0	0	
2008-2009	680	680	100	0	0	
2009-2010	713	713	100	0	0	
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	103	93	90	10	10	
2007-2008	100	92	92	8	8	
2008-2009	..	..	..	..	..
2009-2010	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	1 549	1 320	85	229	15	
2006-2007	1 632	1 401	86	231	14	
2007-2008	2 123	1 759	83	364	17	
2008-2009	2 091	1 848	88	243	12	
2009-2010	1 602	1 597	100	5	0	
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	229	171	75	58	25	
2006-2007	54	0	0	54	100	
2007-2008	27	0	0	27	100	
2008-2009	267	200	75	67	25	
2009-2010	..	..	..	..	..
Québec ²						
2005-2006	7 074	5 159	73	1 915	27	
2006-2007	5 910	4 242	72	1 668	28	
2007-2008	6 574	4 474	68	2 100	32	
2008-2009	6 774	4 448	66	2 326	34	
2009-2010	6 596	4 378	66	2 218	34	
Ontario ^{1, 3}						
2005-2006	18 187	2 053	11	16 134	89	
2006-2007	17 150	2 197	13	14 953	87	
2007-2008	17 408	2 368	14	15 039	86	
2008-2009	18 126	2 818	16	15 308	84	
2009-2010	15 731	1 272	8	14 459	92	
Manitoba						
2005-2006	1 597	756	47	841	53	
2006-2007	2 086	1 285	62	801	38	
2007-2008	2 385	1 377	58	1 008	42	
2008-2009	2 565	1 512	59	1 053	41	
2009-2010	3 050	1 837	60	1 213	40	
Saskatchewan						
2005-2006	3 035	1 937	64	1 098	36	
2006-2007	2 057	1 850	90	207	10	
2007-2008	2 522	2 181	86	341	14	
2008-2009	3 250	2 328	72	922	28	
2009-2010	3 114	2 416	78	698	22	
Alberta						
2005-2006	4 768	2 411	51	2 357	49	
2006-2007	4 782	2 513	53	2 269	47	
2007-2008	5 695	3 084	54	2 611	46	
2008-2009	6 814	3 782	56	3 032	44	
2009-2010	7 231	4 113	57	3 118	43	
Colombie-Britannique						
2005-2006	3 169	402	13	2 767	87	
2006-2007	3 526	416	12	3 110	88	
2007-2008	3 729	407	11	3 322	89	
2008-2009	3 277	356	11	2 921	89	
2009-2010	3 051	414	14	2 637	86	
Yukon						
2005-2006	77	68	88	9	12	
2006-2007	79	72	91	7	9	
2007-2008	109	103	94	6	6	
2008-2009	130	123	95	7	5	
2009-2010	132	125	95	7	5	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 8-3 – suite

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Jeunes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage		milliers de dollars	pourcentage
Territoires du Nord-Ouest 1						
2005-2006	28	.	...		28	100
2006-2007	33	.	...		33	100
2007-2008	19	.	...		19	100
2008-2009	30	.	...		30	100
2009-2010	36	.	...		36	100
Nunavut 4						
2005-2006	25	0	0		25	100
2006-2007	0	0	...		0	...
2007-2008	..	..	...		..	...
2008-2009	..	..	...		..	...
2009-2010	..	..	...		..	...
Total						
2005-2006	40 198 r	14 737 r	37 r		25 461	63 r
2006-2007	37 906 r	14 563 r	38		23 343	62
2007-2008	41 215 r	16 369 r	40 r		24 845	60 r
2008-2009	44 004 r	18 095 r	41 r		25 909	59 r
2009-2010	41 256	16 865	41		24 391	59

1. À Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario et dans les Territoires du Nord-Ouest, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
3. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
4. Au Nunavut, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales et des affaires criminelles concernant des jeunes sont incluses dans les affaires criminelles — adultes.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 8-4

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Infractions aux lois provinciales

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Terre-Neuve-et-Labrador ¹						
2005-2006	.	.	...	.	...	...
2006-2007	.	.	...	.	...	...
2007-2008	.	.	...	.	...	...
2008-2009	.	.	...	.	...	...
2009-2010	.	.	...	.	...	...
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	.	.	...	.	...	...
2006-2007	.	.	...	.	...	...
2007-2008	.	.	...	.	...	...
2008-2009	.	.	...	.	...	...
2009-2010	.	.	...	.	...	...
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	.	.	...	0	...	...
2006-2007	.	.	...	0	...	...
2007-2008	.	.	...	0	...	...
2008-2009	.	.	...	0	...	...
2009-2010	.	.	...	0	...	...
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	21	16	76	5	24	
2006-2007	0	0	0	0	0	
2007-2008	0	0	0	0	0	
2008-2009	13	9	69	4	31	
2009-2010	..	..	...	..	...
Québec ²						
2005-2006	2 191	796	36	1 395	64	
2006-2007	2 504	1 170	47	1 334	53	
2007-2008	2 331	908	39	1 423	61	
2008-2009	2 583	945	37	1 638	63	
2009-2010	2 521	897	36	1 624	64	
Ontario ^{1, 3}						
2005-2006	47	47	100	.	...
2006-2007	91	91	100	.	...
2007-2008	187	187	100	.	...
2008-2009	156	156	100	.	...
2009-2010	24	24	100	.	...
Manitoba						
2005-2006	32	21	66	11	34	
2006-2007	25	11	44	14	56	
2007-2008	83	5	6	78	94	
2008-2009	47	35	74	12	26	
2009-2010	18	8	44	10	56	
Saskatchewan						
2005-2006	5	2	40	3	60	
2006-2007	5	2	40	3	60	
2007-2008	7	3	43	4	57	
2008-2009	7	3	43	4	57	
2009-2010	7	3	43	4	57	
Alberta						
2005-2006	119	0	0	119	100	
2006-2007	96	0	0	96	100	
2007-2008	95	0	0	95	100	
2008-2009	108	0	0	108	100	
2009-2010	95	0	0	95	100	
Colombie-Britannique						
2005-2006	257	57	22	200	78	
2006-2007	205	51	25	154	75	
2007-2008	212	54	25	158	75	
2008-2009	214	43	20	171	80	
2009-2010	167	49	29	118	71	
Yukon						
2005-2006	.	.	...	.	...
2006-2007	.	.	...	.	...
2007-2008	.	.	...	.	...
2008-2009	.	.	...	.	...
2009-2010	.	.	...	.	...

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 8-4 – suite

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Infractions aux lois provinciales

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage		milliers de dollars	pourcentage
Territoires du Nord-Ouest 1						
2005-2006	.	.	...	.	...	...
2006-2007	.	.	...	.	...	...
2007-2008	.	.	...	.	...	...
2008-2009	.	.	...	.	...	...
2009-2010	.	.	...	.	...	...
Nunavut 4						
2005-2006	..	..	...	.	...	...
2006-2007	..	..	...	.	...	...
2007-2008	..	..	...	.	...	...
2008-2009	85	85	100	.	...	...
2009-2010	..	..	...	.	...	...
Total						
2005-2006	2 672	939	35	1 733	65	
2006-2007	2 926	1 325	45	1 601	55	
2007-2008	2 915	1 157	40	1 758	60	
2008-2009	3 213	1 276	40	1 937	60	
2009-2010	2 832	981	35	1 851	65	

1. À Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario et dans les Territoires du Nord-Ouest, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
3. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
4. Au Nunavut, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions aux lois provinciales ou territoriales et des affaires criminelles concernant des jeunes sont incluses dans les affaires criminelles — adultes.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 9-1

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Total

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	2 570	2 484	97	86	3	
2006-2007	2 884	2 807	97	77	3	
2007-2008	2 902	2 825	97	77	3	
2008-2009	4 208	4 120	98	88	2	
2009-2010	4 186	4 099	98	87	2	
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	654	586	90	68	10	
2007-2008	763	652	85	111	15	
2008-2009	..	..	..	..	..
2009-2010	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	7 811	5 918	76	1 893	24	
2006-2007	7 937	6 253	79	1 684	21	
2007-2008	8 312	6 422	77	1 890	23	
2008-2009	9 324	6 958	75	2 366	25	
2009-2010	8 689	6 878	79	1 811	21	
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	1 781	1 336	75	445	25	
2006-2007	2 101	1 575	75	526	25	
2007-2008	2 611	790	30	1 821	70	
2008-2009	2 720	1 904	70	816	30	
2009-2010	..	..	..	..	..
Québec 1						
2005-2006	69 871	42 989	62	26 882	38	
2006-2007	69 880	45 803	66	24 077	34	
2007-2008	64 973	42 670	66	22 303	34	
2008-2009	68 807	42 075	61	26 732	39	
2009-2010	69 077	41 873	61	27 204	39	
Ontario 2						
2005-2006	138 768	52 320	38	86 448	62	
2006-2007	134 841	53 686	40	81 155	60	
2007-2008	130 256	56 060	43	74 197	57	
2008-2009	140 955	59 094	42	81 861	58	
2009-2010	144 609	59 280	41	85 329	59	
Manitoba						
2005-2006	7 282	4 604	63	2 678	37	
2006-2007	5 997	3 761	63	2 236	37	
2007-2008	6 091	3 979	65	2 112	35	
2008-2009	7 054	5 037	71	2 017	29	
2009-2010	6 799	4 508	66	2 291	34	
Saskatchewan						
2005-2006	4 377	4 225	97	152	3	
2006-2007	4 457	4 250	95	207	5	
2007-2008	4 539	4 334	95	205	5	
2008-2009	4 851	4 585	95	266	5	
2009-2010	5 044	4 812	95	232	5	
Alberta						
2005-2006	18 243	5 999	33	12 244	67	
2006-2007	16 498	5 991	36	10 507	64	
2007-2008	17 856	7 945	44	9 911	56	
2008-2009	21 907	10 484	48	11 423	52	
2009-2010	28 408	12 397	44	16 011	56	
Colombie-Britannique						
2005-2006	17 525	3 394	19	14 131	81	
2006-2007	19 278	3 392	18	15 886	82	
2007-2008	20 198	3 585	18	16 613	82	
2008-2009	23 260	3 677	16	19 583	84	
2009-2010	21 817	3 187	15	18 630	85	
Yukon						
2005-2006	477	469	98	8	2	
2006-2007	439	432	98	7	2	
2007-2008	416	410	99	6	1	
2008-2009	432	426	99	6	1	
2009-2010	418	418	100	0	0	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 9-1 – suite

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Total

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Territoires du Nord-Ouest						
2005-2006	1 054		76	248		24
2006-2007	956		80	190		20
2007-2008	1 029		81	192		19
2008-2009	927		94	58		6
2009-2010	822		90	84		10
Nunavut						
2005-2006	561		75	139		25
2006-2007	499		93	35		7
2007-2008	..		..	..		..
2008-2009	685		47	365		53
2009-2010	..		..	..		..
Total						
2005-2006	270 320 r		46	145 354 r		54
2006-2007	266 421 r		49 r	136 655 r		51 r
2007-2008	259 946 r		50	129 438 r		50
2008-2009	285 130 r		49 r	145 581 r		51 r
2009-2010	289 869		48	151 679		52

1. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques ont engagé environ 95 % des dépenses directes au chapitre du personnel affecté aux autres affaires civiles. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 9-2

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Droit de la famille

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	2 570	2 484	97	86	3	
2006-2007	2 884	2 807	97	77	3	
2007-2008	2 902	2 825	97	77	3	
2008-2009	4 208	4 120	98	88	2	
2009-2010	4 186	4 099	98	87	2	
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	654	586	90	68	10	
2007-2008	763	652	85	111	15	
2008-2009	..	..	..	..	..
2009-2010	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	7 811	5 918	76	1 893	24	
2006-2007	7 937	6 253	79	1 684	21	
2007-2008	8 312	6 422	77	1 890	23	
2008-2009	9 324	6 958	75	2 366	25	
2009-2010	8 493	6 682	79	1 811	21	
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	1 781	1 336	75	445	25	
2006-2007	2 101	1 575	75	526	25	
2007-2008	2 611	790	30	1 821	70	
2008-2009	2 720	1 904	70	816	30	
2009-2010	..	..	..	..	..
Québec 1						
2005-2006	50 314	30 427	60	19 887	40	
2006-2007	50 906	32 613	64	18 293	36	
2007-2008	46 757	30 064	64	16 693	36	
2008-2009	49 819	29 976	60	19 843	40	
2009-2010	49 399	29 758	60	19 641	40	
Ontario 2						
2005-2006	58 775	2 742	5	56 033	95	
2006-2007	57 436	2 926	5	54 510	95	
2007-2008	53 191	3 028	6	50 163	94	
2008-2009	58 159	3 269	6	54 890	94	
2009-2010	62 772	3 377	5	59 395	95	
Manitoba						
2005-2006	7 282	4 604	63	2 678	37	
2006-2007	5 997	3 761	63	2 236	37	
2007-2008	6 091	3 979	65	2 112	35	
2008-2009	7 054	5 037	71	2 017	29	
2009-2010	6 799	4 508	66	2 291	34	
Saskatchewan						
2005-2006	4 371	4 219	97	152	3	
2006-2007	4 453	4 246	95	207	5	
2007-2008	4 535	4 330	95	205	5	
2008-2009	4 846	4 580	95	266	5	
2009-2010	5 037	4 805	95	232	5	
Alberta						
2005-2006	16 133	5 603	35	10 530	65	
2006-2007	14 960	5 924	40	9 036	60	
2007-2008	15 539	7 115	46	8 424	54	
2008-2009	19 281	9 343	48	9 938	52	
2009-2010	23 829	10 540	44	13 289	56	
Colombie-Britannique						
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	16 931	2 289	14	14 642	86	
2007-2008	17 529	2 342	13	15 187	87	
2008-2009	20 062	2 363	12	17 699	88	
2009-2010	18 959	1 804	10	17 155	90	
Yukon						
2005-2006	270	265	98	5	2	
2006-2007	281	274	98	7	2	
2007-2008	315	309	98	6	2	
2008-2009	374	368	98	6	2	
2009-2010	363	363	100	0	0	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 9-2 – suite

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Droit de la famille

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Territoires du Nord-Ouest						
2005-2006	1 034		78	228		22
2006-2007	934		82	168		18
2007-2008	992		84	155		16
2008-2009	920		94 ^r	51		6
2009-2010	822		90	84		10
Nunavut						
2005-2006	561		75	139		25
2006-2007	452		93	30		7
2007-2008	..		...	..		...
2008-2009	560		57	240		43
2009-2010	..		...	..		...
Total						
2005-2006	...		...	...		...
2006-2007	165 926 ^r		39 ^r	101 484 ^r		61 ^r
2007-2008	159 537 ^r		39 ^r	96 844 ^r		61 ^r
2008-2009	177 327 ^r		39 ^r	108 220 ^r		61 ^r
2009-2010	180 659		37	113 985		63

1. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques ont engagé environ 95 % des dépenses directes au chapitre du personnel affecté aux autres affaires civiles. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 9-3

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Autres

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	0	0	...	0	...	
2006-2007	0	0	...	0	...	
2007-2008	0	0	...	0	...	
2008-2009	0	0	...	0	...	
2009-2010	0	0	...	0	...	
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	.	.	...	.	...
2006-2007	.	.	...	.	...
2007-2008	.	.	...	.	...
2008-2009	.	.	...	.	...
2009-2010	.	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	0	0	...	0	...	
2006-2007	0	0	...	0	...	
2007-2008	0	0	...	0	...	
2008-2009	0	0	...	0	...	
2009-2010	196	196	100	0	...	
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	0	0	...	0	...	
2006-2007	0	0	...	0	...	
2007-2008	0	0	...	0	...	
2008-2009	0	0	...	0	...	
2009-2010	..	..	...	..	...
Québec 1						
2005-2006	19 557	12 562	64	6 995	36	
2006-2007	18 974	13 190	70	5 784	30	
2007-2008	18 216	12 606	69	5 610	31	
2008-2009	18 988	12 099	64	6 889	36	
2009-2010	19 678	12 115	62	7 563	38	
Ontario 2						
2005-2006	79 993	49 578	62	30 415	38	
2006-2007	77 405	50 760	66	26 645	34	
2007-2008	77 065	53 032	69	24 034	31	
2008-2009	82 796	55 825	67	26 971	33	
2009-2010	81 837	55 903	68	25 934	32	
Manitoba						
2005-2006	.	.	...	.	...
2006-2007	.	.	...	.	...
2007-2008	.	.	...	.	...
2008-2009	.	.	...	.	...
2009-2010	.	.	...	.	...
Saskatchewan						
2005-2006	6	6	100	0	0	
2006-2007	4	4	100	0	0	
2007-2008	4	4	100	0	0	
2008-2009	5	5	100	0	0	
2009-2010	7	7	100	0	0	
Alberta						
2005-2006	2 110	396	19	1 714	81	
2006-2007	1 538	67	4	1 471	96	
2007-2008	2 317	830	36	1 487	64	
2008-2009	2 626	1 141	43	1 485	57	
2009-2010	4 579	1 857	41	2 722	59	
Colombie-Britannique						
2005-2006	..	..	...	..	...
2006-2007	2 347	1 103	47	1 244	53	
2007-2008	2 669	1 243	47	1 426	53	
2008-2009	3 198	1 314	41	1 884	59	
2009-2010	2 858	1 383	48	1 475	52	
Yukon						
2005-2006	207	204	99	3	1	
2006-2007	158	158	100	0	0	
2007-2008	101	101	100	0	0	
2008-2009	58	58	100	..	...
2009-2010	55	55	100	..	...

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 9-3 – suite

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Autres

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage		milliers de dollars	pourcentage
Territoires du Nord-Ouest						
2005-2006	20	.	...		20	100
2006-2007	22	.	...		22	100
2007-2008	37	.	...		37	100
2008-2009	7	.	...		7	100
2009-2010	0	.	...		0	...
Nunavut						
2005-2006	0	0	...		0	...
2006-2007	47	42	89		5	11
2007-2008	..	..	...		..	...
2008-2009	125	..	...		125	100
2009-2010	..	..	...		..	...
Total						
2005-2006	...	...	...		...	...
2006-2007	100 495	65 324	65		35 171	35
2007-2008	100 409	67 816	68		32 594	32
2008-2009	107 803	70 442	65		37 361	35
2009-2010	109 210	71 516	65		37 694	35

1. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses au chapitre des avocats salariés ont été estimées.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques ont engagé environ 95 % des dépenses directes au chapitre du personnel affecté aux autres affaires civiles. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement quant à la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 10
Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire

	Demandes totales ¹		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	Variation en pourcentage	Total	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Total	Variation en pourcentage	Pourcentage du total
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage		nombre	pourcentage	
Terre-Neuve-et-Labrador								
2005-2006	7 991	-7	3 978	-8	50	4 013	-5	50
2006-2007	7 545	-6	3 919	-1	52	3 626	-10	48
2007-2008	7 585	1	4 147	6	55	3 438	-5	45
2008-2009	8 115	7	4 672	13	58	3 443	0	42
2009-2010	8 924	10	5 149	10	58	3 775	10	42
Île-du-Prince-Édouard								
2005-2006	..	...	..	...	...	..	...	...
2006-2007	1 852	...	1 338	...	72	514	...	28
2007-2008	1 855	0	1 391	4	75	464	-10	25
2008-2009	..	...	..	...	...	..	...	...
2009-2010	..	...	..	...	...	..	...	...
Nouvelle-Écosse								
2005-2006	19 948	3	11 913	4	60	8 035	0	40
2006-2007	20 327	2	12 915	8	64	7 412	-8	36
2007-2008	21 184	4	13 953	8	66	7 231	-2	34
2008-2009	22 311	5	14 474	4	65	7 837	8	35
2009-2010	24 176	8	16 359	13	68	7 817	0	32
Nouveau-Brunswick								
2005-2006	2 321	5	1 964	7	85	357	-7	15
2006-2007	2 499	8	2 117	8	85	382	7	15
2007-2008	2 574	3	2 173	3	84	401	5	16
2008-2009	2 511	-2	2 179	0	87	332	-17	13
2009-2010	..	...	..	...	...	..	...	...
Québec								
2005-2006	261 504	1	116 729	3	45	144 775	0	55
2006-2007	259 594	-1	120 924	4	47	138 670	-4	53
2007-2008	256 255	-1	121 381	0	47	134 874	-3	53
2008-2009	264 151	3	126 405	4	48	137 746	2	52
2009-2010	268 390	2	130 893	4	49	137 497	0	51
Ontario ²								
2005-2006	347 687	6	85 535	7	25	262 152	5	75
2006-2007	337 988	-3	86 282	1	26	251 706	-4	74
2007-2008	332 837	-2	84 832	-2	25	248 005	-1	75
2008-2009	347 884	5	88 239	4	25	259 645	5	75
2009-2010	295 716	-15	80 268	-9	27	215 448	-17	73
Manitoba ³								
2005-2006	27 546	8	18 741	12	68	8 805	0	32
2006-2007	23 494	-15	15 548	-17	66	7 946	-10	34
2007-2008	22 110	-6	14 699	-5	66	7 411	-7	34
2008-2009	21 887	-1	14 525	-1	66	7 362	-1	34
2009-2010	30 629	40	22 401	54	73	8 228	12	27
Saskatchewan ⁴								
2005-2006	23 801	3	17 749	4	75	6 052	-2	25
2006-2007	22 585	-5	17 584	-1	78	5 001	-17	22
2007-2008	21 765	-4	17 234	-2	79	4 531	-9	21
2008-2009	23 190	7	18 533	8	80	4 657	3	20
2009-2010	23 907	3	19 354	4	81	4 553	-2	19
Alberta								
2005-2006	47 477	-4	33 490	4	71	13 987	-20	29
2006-2007	44 835	-6	33 229	-1	74	11 606	-17	26
2007-2008	45 398	1 ^r	33 839	2 ^r	75	11 559	0 ^r	25
2008-2009	49 145	8	35 994	6	73	13 151	14	27
2009-2010	48 732	-1	34 867	-3	72	13 865	5	28
Colombie-Britannique								
2005-2006	41 184	4	28 381	2	69	12 803	7	31
2006-2007	41 722	1	29 024	2	70	12 698	-1	30
2007-2008	42 647	2	29 314	1	69	13 333	5	31
2008-2009	45 238	6	30 039	2	66	15 199	14	34
2009-2010	40 732	-10	26 761	-11	66	13 971	-8	34
Yukon ⁵								
2005-2006	1 442	0	943	-4	65	499	9	35
2006-2007	1 467	2	1 095	16	75	372	-25	25
2007-2008	1 464	0	1 088	-1	74	376	1	26
2008-2009	1 455 ^r	-1 ^r	1 089 ^r	0 ^r	75	366 ^r	-3 ^r	25
2009-2010	1 533	5	1 235	13	81	298	-19	19

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 10 – suite

Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire

	Demandes totales ¹		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	Variation en pourcentage	Total	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Total	Variation en pourcentage	Pourcentage du total
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage		nombre	pourcentage	
Territoires du Nord-Ouest ⁶								
2005-2006	1 522	6	848	10	56	674	2	44
2006-2007	1 455	-4	788	-7	54	667	-1	46
2007-2008	1 523	5	873	11	57	650	-3	43
2008-2009	1 569	3	958	10	61	611	-6	39
2009-2010	1 785	14	1 156	21	65	629	3	35
Nunavut ⁷								
2005-2006	837	4	376	-23	45	461	45	55
2006-2007	862	3	435	16	50	427	-7	50
2007-2008	..	...	..	...	...	..	...	...
2008-2009	731	...	498	...	68	233	...	32
2009-2010	343	-53	150	-70	44	193	-17	56
Total								
2005-2006	783 260 ^r	3	320 647 ^r	4 ^r	41	462 613 ^r	2	59
2006-2007	766 225 ^r	...	325 198 ^r	...	42	441 027 ^r	...	58
2007-2008	757 197 ^r	...	324 924 ^r	...	43	432 273 ^r	...	57
2008-2009	788 187 ^r	...	337 605 ^r	...	43	450 582 ^r	...	57
2009-2010	744 867	...	338 593	...	45	406 274	...	55

1. La somme des demandes approuvées et rejetées diffère du nombre total de demandes pour deux raisons : (i) la décision d'accepter ou rejeter une demande n'est pas toujours prise dans la même période que celle où la demande est faite, bien que le nombre de demandes reportées à l'exercice financier suivant soit relativement faible; (ii) les chiffres des demandes approuvées s'appliquent aux demandes de services complets seulement, alors que le nombre total de demandes est la somme des demandes de services complets et de services sommaires.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, le régime d'aide juridique a reçu 135 679 demandes écrites de services offerts par certificat. Le système des cliniques ne tient pas compte du nombre de demandes écrites de la façon définie dans l'enquête; toutefois, il est possible de déduire ce nombre, puisque ces cliniques ont fourni 160 037 services liés à des causes et services de préparation, de conseil et de renvoi. En 2005-2006, l'Ontario a modifié sa méthode de calcul du nombre total de demandes. Les chiffres ne peuvent donc pas être comparés à ceux des années antérieures.
3. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
4. En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
5. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
6. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
7. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 11
Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile

	Demandes totales ¹		Affaires criminelles					
	Total		Adultes		Jeunes		Lois provinciales	
	nombre		nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador								
2005-2006	7 991	3 978	3 311	83	667	17	.	...
2006-2007	7 545	3 919	3 215	82	704	18	.	...
2007-2008	7 585	4 147	3 443	83	704	17	.	...
2008-2009	8 115	4 672	3 990	85	682	15	.	...
2009-2010	8 924	5 149	4 546	88	603	12	.	...
Île-du-Prince-Édouard								
2005-2006	..	..	..	...	..	...	.	...
2006-2007	1 852	1 338	1 098	82	240	18	.	...
2007-2008	1 855	1 391	1 164	84	227	16	.	...
2008-2009	..	..	..	...	..	...	.	...
2009-2010	..	..	..	...	..	...	.	...
Nouvelle-Écosse								
2005-2006	19 948	11 913	9 327	78	2 469	21	117	1
2006-2007	20 327	12 915	10 035	78	2 823	22	57	0
2007-2008	21 184	13 953	10 963	79	2 939	21	51	0
2008-2009	22 311	14 474	12 034	83	2 406	17	34	0
2009-2010	24 176	16 359	13 954	85	2 356	14	49	0
Nouveau-Brunswick								
2005-2006	2 321	1 964	1 751	89	212	11	1	0
2006-2007	2 499	2 117	1 926	91	191	9	0	0
2007-2008	2 574	2 173	1 997	92	169	8	7	0
2008-2009	2 511	2 179	1 966	90	198	9	15	1
2009-2010	..	..	..	...	..	...	..	...
Québec								
2005-2006	261 504	116 729	96 346	83	12 909	11	7 474	6
2006-2007	259 594	120 924	100 089	83	13 341	11	7 494	6
2007-2008	256 255	121 381	100 287	83	14 304	12	6 790	6
2008-2009	264 151	126 405	104 497	83	14 923	12	6 985	6
2009-2010	268 390	130 893	108 502	83	14 349	11	8 042	6
Ontario²								
2005-2006	347 687	85 535	73 822	86	11 364	13	349	0
2006-2007	337 988	86 282	73 977	86	11 927	14	378	0
2007-2008	332 837	84 832	70 964	84	13 436	16	432	1
2008-2009	347 884	88 239	76 009	86	11 850	13	380	0
2009-2010	295 716	80 268	69 274	86	10 693	13	301	0
Manitoba³								
2005-2006	27 546	18 741	15 316	82	3 425	18	.	...
2006-2007	23 494	15 548	12 393	80	3 155	20	.	...
2007-2008	22 110	14 699	11 581	79	3 118	21	.	...
2008-2009	21 887	14 525	11 505	79	3 020	21	.	...
2009-2010	30 629	22 401	18 088	81	4 313	19	.	...
Saskatchewan								
2005-2006	23 801	17 749	13 937	79	3 802	21	10	0
2006-2007	22 585	17 584	13 660	78	3 906	22	18	0
2007-2008	21 765	17 234	12 945	75	4 272	25	17	0
2008-2009	23 190	18 533	14 393	78	4 123	22	17	0
2009-2010	23 907	19 354	14 728	76	4 601	24	25	0
Alberta								
2005-2006	47 477	33 490	27 081	81	5 898	18	511	2
2006-2007	44 835	33 229	26 988	81	5 662	17	579	2
2007-2008	45 398	33 839	27 491	81	5 795	17	553	2
2008-2009	49 145	35 994	29 453	82	6 033	17	508	1
2009-2010	48 732	34 867	28 938	83	5 524	16	405	1
Colombie-Britannique								
2005-2006	41 184	28 381	24 640	87	3 241	11	500	2
2006-2007	41 722	29 024	25 375	87	3 212	11	437	2
2007-2008	42 647	29 314	25 663	88	3 218	11	433	1
2008-2009	45 238	30 039	26 668	89	2 982	10	389	1
2009-2010	40 732	26 761	23 590	88	2 829	11	342	1
Yukon⁴								
2005-2006	1 442	943	836	89	107	11	0	0
2006-2007	1 467	1 095	943	86	152	14	0	0
2007-2008	1 464	1 088	903	83	184	17	1	0
2008-2009	1 455 ^r	1 089 ^r	944 ^r	87 ^r	145 ^r	13 ^r	0	0
2009-2010	1 533	1 235	1 082	88	153	12	0	0

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 11 – suite

Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile

	Demandes totales ¹	Affaires criminelles							
		Total		Adultes		Jeunes		Lois provinciales	
		nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
Territoires du Nord-Ouest⁵									
2005-2006	1 522	848	742	88	106	13	.	...
2006-2007	1 455	788	721	91	67	9	.	...
2007-2008	1 523	873	804	92	69	8	.	...
2008-2009	1 569	958	892	93	66	7	.	...
2009-2010	1 785	1 156	1 108	96	48	4	.	...
Nunavut									
2005-2006	837	376	359	95	11	3	6	2	
2006-2007	862	435	420	97	15	3	0	0	
2007-2008	..	..	..	...	..	...	..	...
2008-2009	731	498	494	99	4	1	0	0	
2009-2010	343	150	141	94	9	6	0	0	
Total									
2005-2006	783 260 ^r	320 647 ^r	267 468 ^r	83	44 211 ^r	14	8 968	3	
2006-2007	766 225 ^r	325 198 ^r	270 840 ^r	83	45 395 ^r	14	8 963	3	
2007-2008	757 197 ^r	324 924 ^r	268 205 ^r	83	48 435 ^r	15	8 284	3	
2008-2009	788 187 ^r	337 605 ^r	282 845 ^r	84	46 432 ^r	14	8 328	2	
2009-2010	744 867	338 593	283 951	84	45 478	13	9 164	3	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 11 – suite

Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile

	Affaires civiles				
	Total	Droit de la famille		Autres	
	nombre	pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador					
2005-2006	4 013	3 988	99	25	1
2006-2007	3 626	3 599	99	27	1
2007-2008	3 438	3 420	99	18	1
2008-2009	3 443	3 429	100	14	0
2009-2010	3 775	3 764	100	11	0
Île-du-Prince-Édouard					
2005-2006	..	..	...	.	...
2006-2007	514	514	100	.	...
2007-2008	464	464	100	.	...
2008-2009	..	..	...	.	...
2009-2010	..	..	...	.	...
Nouvelle-Écosse					
2005-2006	8 035	7 513	94	522	6
2006-2007	7 412	7 015	95	397	5
2007-2008	7 231	6 655	92	576	8
2008-2009	7 837	7 065	90	772	10
2009-2010	7 817	7 046	90	771	10
Nouveau-Brunswick					
2005-2006	357	357	100	0	0
2006-2007	382	382	100	0	0
2007-2008	401	401	100	0	0
2008-2009	332	332	100	0	0
2009-2010	..	..	...	..	...
Québec					
2005-2006	144 775	90 741	63	54 034	37
2006-2007	138 670	86 503	62	52 167	38
2007-2008	134 874	82 381	61	52 493	39
2008-2009	137 746	83 560	61	54 186	39
2009-2010	137 497	85 098	62	52 399	38
Ontario ²					
2005-2006	262 152	44 385	17	217 767	83
2006-2007	251 706	41 506	16	210 200	84
2007-2008	248 005	39 667	16	208 338	84
2008-2009	259 645	43 499	17	216 146	83
2009-2010	215 448	40 256	19	175 192	81
Manitoba ³					
2005-2006	8 805	8 805	100	.	...
2006-2007	7 946	7 946	100	.	...
2007-2008	7 411	7 411	100	.	...
2008-2009	7 362	7 362	100	.	...
2009-2010	8 228	8 228	100	.	...
Saskatchewan ⁴					
2005-2006	6 052	6 049	100	3	0
2006-2007	5 001	4 999	100	2	0
2007-2008	4 531	4 527	100	4	0
2008-2009	4 657	4 656	100	1	0
2009-2010	4 553	4 551	100	2	0
Alberta					
2005-2006	13 987	12 093	86	1 894	14
2006-2007	11 606	9 662	83	1 944	17
2007-2008	11 559	9 760	84	1 799	16
2008-2009	13 151	11 030	84	2 121	16
2009-2010	13 865	11 522	83	2 343	17
Colombie-Britannique					
2005-2006	12 803	11 769	92	1 034	8
2006-2007	12 698	11 499	91	1 199	9
2007-2008	13 333	11 853	89	1 480	11
2008-2009	15 199	13 120	86	2 079	14
2009-2010	13 971	11 947	86	2 024	14
Yukon ⁵					
2005-2006	499	311	62	188	38
2006-2007	372	321	86	51	14
2007-2008	376	313	83	63	17
2008-2009	366 ^r	307 ^r	84 ^r	59 ^r	16 ^r
2009-2010	298	250	84	48	16

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 11 – suite

Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile

	Affaires civiles				
	Total	Droit de la famille		Autres	
	nombre	pourcentage		nombre	pourcentage
Territoires du Nord-Ouest⁶					
2005-2006	674	627	93	47	7
2006-2007	667	621	93	46	7
2007-2008	650	606	93	44	7
2008-2009	611	591	97	20	3
2009-2010	629	595	95	34	5
Nunavut⁷					
2005-2006	461	374	81	87	19
2006-2007	427	367	86	60	14
2007-2008	..	..	...	..	...
2008-2009	233	215	92	18	8
2009-2010	193	191	99	2	1
Total					
2005-2006	462 613 ^r	187 012 ^r	40	275 601 ^r	60
2006-2007	441 027 ^r	174 934 ^r	40 ^r	266 093 ^r	60 ^r
2007-2008	432 273 ^r	167 458 ^r	39 ^r	264 815 ^r	61 ^r
2008-2009	450 582 ^r	175 166 ^r	39 ^r	275 416 ^r	61 ^r
2009-2010	406 274	173 448	43	232 826	57

1. La somme des demandes approuvées et rejetées diffère du nombre total de demandes pour deux raisons : (i) la décision d'accepter ou rejeter une demande n'est pas toujours prise dans la même période que celle où la demande est faite, bien que le nombre de demandes reportées à l'exercice financier suivant soit relativement faible; (ii) les chiffres des demandes approuvées s'appliquent aux demandes de services complets seulement, alors que le nombre total de demandes est la somme des demandes de services complets et de services sommaires.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, le régime d'aide juridique a reçu 135 679 demandes écrites de services civils offerts par certificat. Le système des cliniques ne tient pas compte du nombre de demandes écrites de la façon définie dans l'enquête; toutefois, il est possible de déduire ce nombre, puisque ces cliniques ont fourni 160 037 services liés à des causes et services de préparation, de conseil et de renvoi, dont 97 % avaient rapport à d'autres affaires civiles. En 2005-2006, l'Ontario a modifié sa méthode de calcul du nombre total de demandes. Les chiffres ne peuvent donc pas être comparés à ceux des années antérieures.
3. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
4. En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
5. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
6. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
7. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 12
Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire

	Total des demandes approuvées ¹			Affaires criminelles ²			Affaires civiles ²				
	Total	Variation en pourcentage	Taux pour 1 000 ³ habitants	Total des affaires criminelles	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Total des affaires civiles	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Taux pour 1 000 ³ habitants	
	nombre	pourcentage	taux	nombre	pourcentage	taux	nombre	pourcentage	taux		
Terre-Neuve-et-Labrador											
2005-2006	4 374	-4	9	2 647	-7	61	5	1 727	-1	39	3
2006-2007	4 123	-6	8	2 611	-1	63	5	1 512	-12	37	3
2007-2008	4 063	-1	8	2 614	0	64	5	1 449	-4	36	3
2008-2009	4 490	11	9	2 984	14	66	6	1 506	4	34	3
2009-2010	4 889	9	10	3 242	9	66	6	1 647	9	34	3
Île-du-Prince-Édouard											
2005-2006	..	...	...	..	...	...	..	..	...	...	..
2006-2007	1 444	...	10	1 255	...	87	9	189	...	13	1
2007-2008	1 482	3	11	1 293	3	87	9	189	0	13	1
2008-2009	..	...	...	..	...	...	..	..	...	...	..
2009-2010	..	...	...	..	...	...	..	..	...	...	..
Nouvelle-Écosse											
2005-2006	15 951	2	17	10 453	5	66	11	5 498	-2	34	6
2006-2007	16 580	4	18	11 278	8	68	12	5 302	-4	32	6
2007-2008	17 314	4	19 ^r	12 186	8	70	13	5 128	-3	30	5
2008-2009	18 332	6	20	12 622	4	69	13	5 710	11	31	6
2009-2010	19 749	8	21	14 279	13	72	15	5 470	-4	28	6
Nouveau-Brunswick											
2005-2006	1 526	12	2	1 266	15	83	2	260	-2	17	0
2006-2007	1 669	9	2	1 402	11	84	2	267	3	16	0
2007-2008	1 664	0	2	1 396	0	84	2	268	0	16	0
2008-2009	1 663	0	2	1 430	2	86	2	233	-13	14	0
2009-2010	..	...	...	..	...	...	..	..	...	...	..
Québec											
2005-2006	215 955	1	28	94 088	2	44	12	121 867	0	56	16
2006-2007	214 836	-1	28	97 722	4	45	13	117 114	-4	55	15
2007-2008	215 324	0	28	100 735	3	47	13	114 589	-2	53	15
2008-2009	222 885	4	29	105 990	5	48	14	116 895	2	52	15
2009-2010	227 216	2	29	110 367	4	49	14	116 849	0	51	15
Ontario⁴											
2005-2006	128 890	5	10	66 380	9	52	5	62 510	1	48	5
2006-2007	129 003	0	10	66 733	1	52	5	62 270	0	48	5
2007-2008	126 964	-2	10	65 250	-2	51	5	61 714	-1	49	5
2008-2009	137 397	8	11	69 142	6	50	5	68 255	11	50	5
2009-2010	129 950	-5	10	63 806	-8	49	5	66 144	-3	51	5
Manitoba⁵											
2005-2006	23 547	7	20	16 958	11	72	14	6 589	-2	28	6
2006-2007	21 126	-10	18	14 844	-12	70	13	6 282	-5	30	5
2007-2008	21 887	4	18	16 197	9	74	14	5 690	-9	26	5
2008-2009	20 747	-5	17	15 120	-7	73	13	5 627	-1	27	5
2009-2010	26 825	29	22	20 715	37	77	17	6 110	9	23	5
Saskatchewan⁶											
2005-2006	20 417	3	21	15 590	5	76	16	4 827	-2	24	5
2006-2007	19 208	-6	19	15 245	-2	79	15	3 963	-18	21	4
2007-2008	18 308	-5	18	14 680	-4	80	15	3 628	-8	20	4
2008-2009	21 676	18	21	17 727	21	82	17	3 949	9	18	4
2009-2010	21 895	1	21	18 174	3	83	18	3 721	-6	17	4
Alberta											
2005-2006	37 474	-7	11	27 815	2	74	8	9 659	-27	26	3
2006-2007	35 861	-4	10	27 798	0	78	8	8 063	-17	22	2
2007-2008	36 433	2	10	28 405	2	78	8	8 028	0	22	2
2008-2009	41 784	15	12	31 744	12	76	9	10 040	25	24	3
2009-2010	38 681	-7	10	29 302	-8	76	8	9 379	-7	24	3
Colombie-Britannique											
2005-2006	29 925	5	7	22 048	3	74	5	7 877	11	26	2
2006-2007	30 441	2	7	22 602	3	74	5	7 839	0	26	2
2007-2008	31 297	3	7	22 867	1	73	5	8 430	8	27	2
2008-2009	32 528	4	7	23 630	3	73	5	8 898	6	27	2
2009-2010	26 518	-18	6	19 113	-19	72	4	7 405	-17	28	2
Yukon⁷											
2005-2006	1 258	-8	39	904	-7	72	28	354	-13	28	11
2006-2007	1 406	12	44	1 083	20	77	34	323	-9	23	10
2007-2008	1 397	-1	43	1 069	-1	77	33	328	2	23	10
2008-2009	1 396 ^r	0 ^r	42 ^r	1 074 ^r	0 ^r	77	32 ^r	322 ^r	-2 ^r	23	10 ^r
2009-2010	1 446	4	43	1 199	12	83	36	247	-23	17	7
Territoires du Nord-Ouest⁸											
2005-2006	1 134	-16	26	833	-9	73	19	301	-31	27	7
2006-2007	1 364	20	32	959	15	70	22	405	35	30	9
2007-2008	1 633	20	38	1 197	25	73	27	436	8	27	10
2008-2009	1 304	-20	30	1 008	-16	77	23	296	-32	23	7
2009-2010	..	...	...	..	...	...	..	..	...	...	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 12 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire

	Total des demandes approuvées ¹			Affaires criminelles ²			Affaires civiles ²				
	Total	Variation en pourcentage	Taux pour 1 000 habitants ³	Total des affaires criminelles	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Total des affaires civiles	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Taux pour 1 000 habitants ³	
	nombre	pourcentage	taux	nombre	pourcentage	taux	nombre	pourcentage	taux		
Nunavut⁹											
2005-2006	837	39	28	376	-24	45	12	461	323	55	15
2006-2007	530	-37	17	387	3	73	13	143	-69	27	5
2007-2008	..	...	...	..	...	...	...	..	...	...	...
2008-2009	722	...	23	489	...	68	15 ^r	233	...	32	7
2009-2010	220	-70	7	118	-76	54	4	102	-56	46	3
Total											
2005-2006	481 288 ^r	...	15	259 358 ^r	...	54	8	221 930 ^r	...	46	7
2006-2007	477 591 ^r	...	15	263 919 ^r	...	55	8	213 672 ^r	...	45	7
2007-2008	477 766 ^r	...	15	267 889 ^r	...	56	8	209 877 ^r	...	44	6
2008-2009	504 924 ^r	...	15	282 960 ^r	...	56	9	221 964 ^r	...	44	7
2009-2010	497 389	...	15	280 315	...	56	9	217 074	...	44	7

1. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le demandeur peut recevoir des services d'aide juridique.
2. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).
3. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1^{er} juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2005 et 2006; estimations postcensitaires mises à jour pour 2007 et 2008; et estimations postcensitaires provisoires pour 2009.
4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques ont traité 95 % des demandes d'aide juridique approuvées qui ont été confiées à des avocats salariés.
5. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
6. En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
7. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
8. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
9. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes approuvées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 13-1

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Total des demandes approuvées¹

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	4 374		99		58	1
2006-2007	4 123	4 316	99	4 100	23	1
2007-2008	4 063	4 100	98	3 998	65	2
2008-2009	4 490	4 430	99	4 430	60	1
2009-2010	4 889	4 746	97		143	3
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..	..	..	..	..	..
2006-2007	1 444	1 276	88	1 276	168	12
2007-2008	1 482	1 371	93	1 371	111	7
2008-2009	..	..	..	..	..	..
2009-2010	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	15 951	12 146	76	12 146	3 805	24
2006-2007	16 580	12 964	78	12 964	3 616	22
2007-2008	17 314	13 412	77	13 412	3 902	23
2008-2009	18 332	13 553	74	13 553	4 779	26
2009-2010	19 749	16 177	82	16 177	3 572	18
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	1 526	866	57	866	660	43
2006-2007	1 669	925	55	925	744	45
2007-2008	1 664	919	55	919	745	45
2008-2009	1 663	762	46	762	901	54
2009-2010	..	..	..	..	..	..
Québec						
2005-2006	215 955	98 612	46	98 612	117 343	54
2006-2007	214 836	98 889	46	98 889	115 947	54
2007-2008	215 324	99 912	46	99 912	115 412	54
2008-2009	222 885	104 650	47	104 650	118 235	53
2009-2010	227 216	105 299	46	105 299	121 917	54
Ontario²						
2005-2006	128 890	17 872	14	17 872	111 018	86
2006-2007	129 003	19 902	15	19 902	109 101	85
2007-2008	126 964	19 665	15	19 665	107 299	85
2008-2009	137 397	20 228	15	20 228	117 169	85
2009-2010	129 950	20 640	16	20 640	109 310	84
Manitoba³						
2005-2006	23 547	10 563	45	10 563	12 984	55
2006-2007	21 126	9 328	44	9 328	11 798	56
2007-2008	21 887	8 908	41	8 908	12 979	59
2008-2009	20 747	7 613	37	7 613	13 134	63
2009-2010	26 825	11 414	43	11 414	15 411	57
Saskatchewan⁴						
2005-2006	20 417	19 281	94	19 281	1 136	6
2006-2007	19 208	17 861	93	17 861	1 347	7
2007-2008	18 308	16 720	91	16 720	1 588	9
2008-2009	21 676	19 695	91	19 695	1 981	9
2009-2010	21 895	20 627	94	20 627	1 268	6
Alberta						
2005-2006	37 474	4 498	12	4 498	32 976	88
2006-2007	35 861	3 771	11	3 771	32 090	89
2007-2008	36 433	3 645	10	3 645	32 788	90
2008-2009	41 784	4 430	11	4 430	37 354	89
2009-2010	38 681	4 026	10	4 026	34 655	90
Colombie-Britannique						
2005-2006	29 925	1 052	4	1 052	28 873	96
2006-2007	30 441	919	3	919	29 522	97
2007-2008	31 297	697	2	697	30 600	98
2008-2009	32 528	757	2	757	31 771	98
2009-2010	26 518	280	1	280	26 238	99
Yukon⁵						
2005-2006	1 258	1 150	91	1 150	108	9
2006-2007	1 406	1 310	93	1 310	96	7
2007-2008	1 397	1 291	92	1 291	106	8
2008-2009	1 396	1 334	96	1 334	62	4
2009-2010	1 446	1 382	96	1 382	64	4

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 13-1 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Total des demandes approuvées¹

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Territoires du Nord-Ouest⁶						
2005-2006	1 134		387	34	747	66
2006-2007	1 364		419	31	945	69
2007-2008	1 633		496	30	1 137	70
2008-2009	1 304		436	33	868	67
2009-2010	..		..	...	..	...
Nunavut⁷						
2005-2006	837		694	83	143	17
2006-2007	530		343	65	187	35
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	722		509	70	213	30
2009-2010	220		102	46	118	54
Total						
2005-2006	481 288 r		171 437 r	36 r	309 851 r	64 r
2006-2007	477 591 r		172 007 r	36 r	305 584 r	64 r
2007-2008	477 766 r		171 034 r	36 r	306 732 r	64 r
2008-2009	504 924 r		178 397 r	35	326 527 r	65
2009-2010	497 389		184 693	37	312 696	63

1. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le demandeur peut recevoir des services d'aide juridique.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques ont traité 96 % des demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés et 100 % des demandes d'aide juridique pour d'autres affaires civiles qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés.
3. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées, ce qui explique la hausse du nombre de demandes approuvées et confiées à des avocats salariés et des avocats de pratique privée.
4. En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
5. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
6. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
7. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes approuvées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 13-2

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires criminelles¹

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	2 647		99		35	1
2006-2007	2 611	2 612	99		15	1
2007-2008	2 614	2 580	99		34	1
2008-2009	2 984	2 939	98		45	2
2009-2010	3 242	3 125	96		117	4
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..	..	..		..	..
2006-2007	1 255	1 143	91		112	9
2007-2008	1 293	1 235	96		58	4
2008-2009	..	..	..		..	..
2009-2010	..	..	..		..	..
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	10 453	8 555	82		1 898	18
2006-2007	11 278	9 384	83		1 894	17
2007-2008	12 186	9 930	81		2 256	19
2008-2009	12 622	10 053	80		2 569	20
2009-2010	14 279	12 229	86		2 050	14
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	1 266	778	61		488	39
2006-2007	1 402	825	59		577	41
2007-2008	1 396	848	61		548	39
2008-2009	1 430	705	49		725	51
2009-2010	..	..	..		..	..
Québec						
2005-2006	94 088	31 248	33		62 840	67
2006-2007	97 722	34 190	35		63 532	65
2007-2008	100 735	37 134	37		63 601	63
2008-2009	105 990	41 047	39		64 943	61
2009-2010	110 367	41 815	38		68 552	62
Ontario²						
2005-2006	66 380	885	1		65 495	99
2006-2007	66 733	947	1		65 786	99
2007-2008	65 250	915	1		64 335	99
2008-2009	69 142	688	1		68 454	99
2009-2010	63 806	305	0		63 501	100
Manitoba³						
2005-2006	16 958	7 252	43		9 706	57
2006-2007	14 844	5 490	37		9 354	63
2007-2008	16 197	5 488	34		10 709	66
2008-2009	15 120	4 327	29		10 793	71
2009-2010	20 715	7 391	36		13 324	64
Saskatchewan⁴						
2005-2006	15 590	14 651	94		939	6
2006-2007	15 245	14 160	93		1 085	7
2007-2008	14 680	13 360	91		1 320	9
2008-2009	17 727	15 963	90		1 764	10
2009-2010	18 174	17 050	94		1 124	6
Alberta						
2005-2006	27 815	2 301	8		25 514	92
2006-2007	27 798	2 144	8		25 654	92
2007-2008	28 405	2 009	7		26 396	93
2008-2009	31 744	2 348	7		29 396	93
2009-2010	29 302	2 198	8		27 104	92
Colombie-Britannique						
2005-2006	22 048	408	2		21 640	98
2006-2007	22 602	361	2		22 241	98
2007-2008	22 867	310	1		22 557	99
2008-2009	23 630	386	2		23 244	98
2009-2010	19 113	166	1		18 947	99
Yukon⁵						
2005-2006	904	808	89		96	11
2006-2007	1 083	1 000	92		83	8
2007-2008	1 069	977	91		92	9
2008-2009	1 074	1 018	95		56	5
2009-2010	1 199	1 142	95		57	5

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 13-2 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires criminelles¹

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Territoires du Nord-Ouest⁶						
2005-2006	833		23		642	77
2006-2007	959		20		768	80
2007-2008	1 197		16		1 003	84
2008-2009	1 008		18		827	82
2009-2010	..		...		..	...
Nunavut⁷						
2005-2006	376		66		126	34
2006-2007	387		63		142	37
2007-2008	..		...		..	...
2008-2009	489		77		112	23
2009-2010	118		0		118	100
Total						
2005-2006	259 358 r		27 r		189 419 r	73 r
2006-2007	263 919 r		28 r		191 243 r	72 r
2007-2008	267 889 r		28 r		192 909 r	72 r
2008-2009	282 960 r		28		202 928 r	72
2009-2010	280 315		30		194 894	70

1. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques ont traité 96 % des demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés et 100 % des demandes d'aide juridique pour d'autres affaires civiles qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés.
3. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées, ce qui explique la hausse du nombre de demandes approuvées et confiées à des avocats salariés et des avocats de pratique privée.
4. En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
5. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
6. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
7. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes approuvées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 13-3

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires civiles¹

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	1 727		1 704	99	23	1
2006-2007	1 512		1 504	99	8	1
2007-2008	1 449		1 418	98	31	2
2008-2009	1 506		1 491	99	15	1
2009-2010	1 647		1 621	98	26	2
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..		..	...	..	...
2006-2007	189		133	70	56	30
2007-2008	189		136	72	53	28
2008-2009	..		..	...	..	...
2009-2010	..		..	...	..	...
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	5 498		3 591	65	1 907	35
2006-2007	5 302		3 580	68	1 722	32
2007-2008	5 128		3 482	68	1 646	32
2008-2009	5 710		3 500	61	2 210	39
2009-2010	5 470		3 948	72	1 522	28
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	260		88	34	172	66
2006-2007	267		100	37	167	63
2007-2008	268		71	26	197	74
2008-2009	233		57	24	176	76
2009-2010	..		..	...	..	...
Québec						
2005-2006	121 867		67 364	55	54 503	45
2006-2007	117 114		64 699	55	52 415	45
2007-2008	114 589		62 778	55	51 811	45
2008-2009	116 895		63 603	54	53 292	46
2009-2010	116 849		63 484	54	53 365	46
Ontario²						
2005-2006	62 510		16 987	27	45 523	73
2006-2007	62 270		18 955	30	43 315	70
2007-2008	61 714		18 750	30	42 964	70
2008-2009	68 255		19 540	29	48 715	71
2009-2010	66 144		20 335	31	45 809	69
Manitoba³						
2005-2006	6 589		3 311	50	3 278	50
2006-2007	6 282		3 838	61	2 444	39
2007-2008	5 690		3 420	60	2 270	40
2008-2009	5 627		3 286	58	2 341	42
2009-2010	6 110		4 023	66	2 087	34
Saskatchewan⁴						
2005-2006	4 827		4 630	96	197	4
2006-2007	3 963		3 701	93	262	7
2007-2008	3 628		3 360	93	268	7
2008-2009	3 949		3 732	95	217	5
2009-2010	3 721		3 577	96	144	4
Alberta						
2005-2006	9 659		2 197	23	7 462	77
2006-2007	8 063		1 627	20	6 436	80
2007-2008	8 028		1 636	20	6 392	80
2008-2009	10 040		2 082	21	7 958	79
2009-2010	9 379		1 828	19	7 551	81
Colombie-Britannique						
2005-2006	7 877		644	8	7 233	92
2006-2007	7 839		558	7	7 281	93
2007-2008	8 430		387	5	8 043	95
2008-2009	8 898		371	4	8 527	96
2009-2010	7 405		114	2	7 291	98
Yukon⁵						
2005-2006	354		342	97	12	3
2006-2007	323		310	96	13	4
2007-2008	328		314	96	14	4
2008-2009	322		316	98	6	2
2009-2010	247		240	97	7	3

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 13-3 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires civiles¹

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Territoires du Nord-Ouest⁶						
2005-2006	301		65		105	35
2006-2007	405		56		177	44
2007-2008	436		69		134	31
2008-2009	296		86		41	14
2009-2010	..		...		..	...
Nunavut⁷						
2005-2006	461		96		17	4
2006-2007	143		69		45	31
2007-2008	..		...		..	...
2008-2009	233		57		101	43
2009-2010	102		100		0	0
Total						
2005-2006	221 930 r		46 r		120 432 r	54 r
2006-2007	213 672 r		46		114 341 r	54
2007-2008	209 877 r		46 r		113 823 r	54 r
2008-2009	221 964 r		44		123 599 r	56
2009-2010	217 074		46		117 802	54

1. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques ont traité 96 % des demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés et 100 % des demandes d'aide juridique pour d'autres affaires civiles qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés.
3. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées, ce qui explique la hausse du nombre de demandes approuvées et confiées à des avocats salariés et des avocats de pratique privée.
4. En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
5. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
6. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
7. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes approuvées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 14-1

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Total¹

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	2 647		2 612	99	35	1
2006-2007	2 611		2 596	99	15	1
2007-2008	2 614		2 580	99	34	1
2008-2009	2 984		2 939	98	45	2
2009-2010	3 242		3 125	96	117	4
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..		..	...	..	...
2006-2007	1 255		1 143	91	112	9
2007-2008	1 293		1 235	96	58	4
2008-2009	..		..	...	..	...
2009-2010	..		..	...	..	...
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	10 453		8 555	82	1 898	18
2006-2007	11 278		9 384	83	1 894	17
2007-2008	12 186		9 930	81	2 256	19
2008-2009	12 622		10 053	80	2 569	20
2009-2010	14 279		12 229	86	2 050	14
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	1 266		778	61	488	39
2006-2007	1 402		825	59	577	41
2007-2008	1 396		848	61	548	39
2008-2009	1 430		705	49	725	51
2009-2010	..		..	...	..	...
Québec						
2005-2006	94 088		31 248	33	62 840	67
2006-2007	97 722		34 190	35	63 532	65
2007-2008	100 735		37 134	37	63 601	63
2008-2009	105 990		41 047	39	64 943	61
2009-2010	110 367		41 815	38	68 552	62
Ontario						
2005-2006	66 380		885	1	65 495	99
2006-2007	66 733		947	1	65 786	99
2007-2008	65 250		915	1	64 335	99
2008-2009	69 142		688	1	68 454	99
2009-2010	63 806		305	0	63 501	100
Manitoba²						
2005-2006	16 958		7 252	43	9 706	57
2006-2007	14 844		5 490	37	9 354	63
2007-2008	16 197		5 488	34	10 709	66
2008-2009	15 120		4 327	29	10 793	71
2009-2010	20 715		7 391	36	13 324	64
Saskatchewan³						
2005-2006	15 590		14 651	94	939	6
2006-2007	15 245		14 160	93	1 085	7
2007-2008	14 680		13 360	91	1 320	9
2008-2009	17 727		15 963	90	1 764	10
2009-2010	18 174		17 050	94	1 124	6
Alberta						
2005-2006	27 815		2 301	8	25 514	92
2006-2007	27 798		2 144	8	25 654	92
2007-2008	28 405		2 009	7	26 396	93
2008-2009	31 744		2 348	7	29 396	93
2009-2010	29 302		2 198	8	27 104	92
Colombie-Britannique						
2005-2006	22 048		408	2	21 640	98
2006-2007	22 602		361	2	22 241	98
2007-2008	22 867		310	1	22 557	99
2008-2009	23 630		386	2	23 244	98
2009-2010	19 113		166	1	18 947	99

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 14-1 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Total¹

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon⁴						
2005-2006	904		89		96	11
2006-2007	1 083		92		83	8
2007-2008	1 069		91		92	9
2008-2009	1 074		95		56	5
2009-2010	1 199		95		57	5
Territoires du Nord-Ouest⁵						
2005-2006	833		23		642	77
2006-2007	959		20		768	80
2007-2008	1 197		16		1 003	84
2008-2009	1 008		18		827	82
2009-2010	..		...		..	...
Nunavut⁶						
2005-2006	376		66		126	34
2006-2007	387		63		142	37
2007-2008	..		...		..	...
2008-2009	489		77		112	23
2009-2010	118		...		118	100
Total						
2005-2006	259 358 r		27 r		189 419 r	73 r
2006-2007	263 919 r		28 r		191 243 r	72 r
2007-2008	267 889 r		28 r		192 909 r	72 r
2008-2009	282 960 r		28		202 928 r	72
2009-2010	280 315		30		194 894	70

1. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le demandeur peut recevoir des services d'aide juridique. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées, ce qui explique la hausse du nombre de demandes approuvées et confiées à des avocats salariés et des avocats de pratique privée.
3. En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
4. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
5. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
6. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes approuvées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures. Il existe seulement des données sur les affaires criminelles approuvées qui ont été confiées à des avocats de pratique privée.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 14-2

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Adultes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	2 129		2 096	98	33	2
2006-2007	2 045		2 031	99	14	1
2007-2008	2 095		2 069	99	26	1
2008-2009	2 503		2 459	98	44	2
2009-2010	2 817		2 709	96	108	4
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..		..	...	..	...
2006-2007	1 015		914	90	101	10
2007-2008	1 066		1 012	95	54	5
2008-2009	..		..	...	..	...
2009-2010	..		..	...	..	...
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	8 014		6 528	81	1 486	19
2006-2007	8 500		7 015	83	1 485	17
2007-2008	9 290		7 511	81	1 779	19
2008-2009	10 248		8 022	78	2 226	22
2009-2010	11 954		10 117	85	1 837	15
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	1 141		695	61	446	39
2006-2007	1 211		758	63	453	37
2007-2008	1 289		776	60	513	40
2008-2009	1 297		623	48	674	52
2009-2010	..		..	...	..	...
Québec						
2005-2006	75 439		23 406	31	52 033	69
2006-2007	78 582		25 899	33	52 683	67
2007-2008	81 249		28 738	35	52 511	65
2008-2009	85 892		32 080	37	53 812	63
2009-2010	89 849		33 133	37	56 716	63
Ontario						
2005-2006	56 884		803	1	56 081	99
2006-2007	..		..	...	56 098	...
2007-2008	..		..	...	54 554	...
2008-2009	..		..	...	58 874	...
2009-2010	..		..	...	54 708	...
Manitoba¹						
2005-2006	13 778		5 971	43	7 807	57
2006-2007	11 668		4 135	35	7 533	65
2007-2008	12 593		4 324	34	8 269	66
2008-2009	11 678		3 237	28	8 441	72
2009-2010	16 501		5 724	35	10 777	65
Saskatchewan²						
2005-2006	12 404		11 646	94	758	6
2006-2007	12 045		11 156	93	889	7
2007-2008	11 210		10 123	90	1 087	10
2008-2009	13 515		12 541	93	974	7
2009-2010	13 710		12 961	95	749	5
Alberta						
2005-2006	21 710		16	0	21 694	100
2006-2007	21 973		26	0	21 947	100
2007-2008	22 430		23	0	22 407	100
2008-2009	25 538		44	0	25 494	100
2009-2010	23 654		35	0	23 619	100
Colombie-Britannique						
2005-2006	18 701		324	2	18 377	98
2006-2007	19 293		307	2	18 986	98
2007-2008	19 551		236	1	19 315	99
2008-2009	20 520		308	2	20 212	98
2009-2010	16 320		129	1	16 191	99

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 14-2 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Adultes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon ³						
2005-2006	797		708	89	89	11
2006-2007	931		856	92	75	8
2007-2008	885		796	90	89	10
2008-2009	929		876	94	53	6
2009-2010	1 046		991	95	55	5
Territoires du Nord-Ouest ⁴						
2005-2006	726		168	23	558	77
2006-2007	875		178	20	697	80
2007-2008	1 109		181	16	928	84
2008-2009	934		163	17	771	83
2009-2010	..		..	...	..	...
Nunavut ⁵						
2005-2006	359		236	66	123	34
2006-2007	376		239	64	137	36
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	485		373	77	112	23
2009-2010	110		..	...	110	100
Total						
2005-2006	212 082 r		52 597 r	25 r	159 485 r	75 r
2006-2007	..		..	...	161 098 r	...
2007-2008	..		..	...	161 532 r	...
2008-2009	..		..	...	171 687 r	...
2009-2010	..		..	...	164 870	...

1. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées, ce qui explique la hausse du nombre de demandes approuvées et confiées à des avocats salariés et des avocats de pratique privée.
2. En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
3. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
4. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
5. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes approuvées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures. Il existe seulement des données sur les affaires criminelles approuvées qui ont été confiées à des avocats de pratique privée.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 14-3

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Jeunes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	518		516	100	2	0
2006-2007	566		565	100	1	0
2007-2008	519		511	98	8	2
2008-2009	481		480	100	1	0
2009-2010	425		416	98	9	2
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..		..	...	..	...
2006-2007	240		229	95	11	5
2007-2008	227		223	98	4	2
2008-2009	..		..	...	..	...
2009-2010	..		..	...	..	...
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	2 407		1 995	83	412	17
2006-2007	2 773		2 364	85	409	15
2007-2008	2 888		2 411	83	477	17
2008-2009	2 368		2 025	86	343	14
2009-2010	2 323		2 110	91	213	9
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	124		83	67	41	33
2006-2007	191		67	35	124	65
2007-2008	105		72	69	33	31
2008-2009	128		80	63	48	38
2009-2010	..		..	...	..	...
Québec						
2005-2006	12 559		6 812	54	5 747	46
2006-2007	12 986		6 627	51	6 359	49
2007-2008	14 030		7 174	51	6 856	49
2008-2009	14 508		7 476	52	7 032	48
2009-2010	14 002		7 105	51	6 897	49
Ontario						
2005-2006	9 480		66	1	9 414	99
2006-2007	..		..	...	9 688	...
2007-2008	..		..	...	9 781	...
2008-2009	..		..	...	9 580	...
2009-2010	..		..	...	8 793	...
Manitoba¹						
2005-2006	3 153		1 277	41	1 876	59
2006-2007	3 117		1 333	43	1 784	57
2007-2008	3 541		1 139	32	2 402	68
2008-2009	3 404		1 076	32	2 328	68
2009-2010	4 168		1 650	40	2 518	60
Saskatchewan²						
2005-2006	3 183		3 002	94	181	6
2006-2007	3 192		2 996	94	196	6
2007-2008	3 464		3 231	93	233	7
2008-2009	4 203		3 413	81	790	19
2009-2010	4 455		4 080	92	375	8
Alberta						
2005-2006	5 898		2 282	39	3 616	61
2006-2007	5 662		2 110	37	3 552	63
2007-2008	5 795		1 981	34	3 814	66
2008-2009	6 033		2 301	38	3 732	62
2009-2010	5 524		2 151	39	3 373	61
Colombie-Britannique						
2005-2006	3 142		75	2	3 067	98
2006-2007	3 131		49	2	3 082	98
2007-2008	3 139		70	2	3 069	98
2008-2009	2 925		75	3	2 850	97
2009-2010	2 766		37	1	2 729	99

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 14-3 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Jeunes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon ³						
2005-2006	107		100	93	7	7
2006-2007	152		144	95	8	5
2007-2008	184		181	98	3	2
2008-2009	145		142	98	3	2
2009-2010	153		151	99	2	1
Territoires du Nord-Ouest ⁴						
2005-2006	107		23	21	84	79
2006-2007	84		13	15	71	85
2007-2008	88		13	15	75	85
2008-2009	74		18	24	56	76
2009-2010	..		..	...	..	...
Nunavut ⁵						
2005-2006	11		9	82	2	18
2006-2007	11		6	55	5	45
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	4		4	100	0	0
2009-2010	8		..	...	8	100
Total						
2005-2006	40 689 ^r		16 240 ^r	40 ^r	24 449 ^r	60 ^r
2006-2007	..		..	...	25 290 ^r	...
2007-2008	..		..	...	26 755 ^r	...
2008-2009	..		..	...	26 763 ^r	...
2009-2010	..		..	...	24 917	...

1. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées, ce qui explique la hausse du nombre de demandes approuvées et confiées à des avocats salariés et des avocats de pratique privée.
2. En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
3. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
4. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
5. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes approuvées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures. Il existe seulement des données sur les affaires criminelles approuvées qui ont été confiées à des avocats de pratique privée.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 14-4

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Infractions aux lois provinciales

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
2009-2010	.	.	...	.	.	...
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
2009-2010	.	.	...	.	.	...
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	32	32	100	0	0	
2006-2007	5	5	100	0	0	
2007-2008	8	8	100	0	0	
2008-2009	6	6	100	0	0	
2009-2010	2	2	100	0	0	
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	1	0	0	1	100	
2006-2007	0	0	0	0	0	
2007-2008	2	0	0	2	100	
2008-2009	5	2	40	3	60	
2009-2010	..	..	...	..	...
Québec						
2005-2006	6 090	1 030	17	5 060	83	
2006-2007	6 154	1 664	27	4 490	73	
2007-2008	5 456	1 222	22	4 234	78	
2008-2009	5 590	1 491	27	4 099	73	
2009-2010	6 516	1 577	24	4 939	76	
Ontario						
2005-2006	16	16	100	0	0	
2006-2007	34	34	100	0	0	
2007-2008	67	67	100	0	0	
2008-2009	54	54	100	0	0	
2009-2010	9	9	100	0	0	
Manitoba¹						
2005-2006	27	4	15	23	85	
2006-2007	59	22	37	37	63	
2007-2008	63	25	40	38	60	
2008-2009	38	14	37	24	63	
2009-2010	46	17	37	29	63	
Saskatchewan²						
2005-2006	3	3	100	0	0	
2006-2007	8	8	100	0	0	
2007-2008	6	6	100	0	0	
2008-2009	9	9	100	0	0	
2009-2010	9	9	100	0	0	
Alberta						
2005-2006	207	3	1	204	99	
2006-2007	163	8	5	155	95	
2007-2008	180	5	3	175	97	
2008-2009	173	3	2	170	98	
2009-2010	124	12	10	112	90	
Colombie-Britannique						
2005-2006	205	9	4	196	96	
2006-2007	178	5	3	173	97	
2007-2008	177	4	2	173	98	
2008-2009	185	3	2	182	98	
2009-2010	27	0	0	27	100	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 14-4 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Infractions aux lois provinciales

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon ³						
2005-2006	0		0		0	0
2006-2007	0		0		0	0
2007-2008	0		0		0	0
2008-2009	0		0		0	0
2009-2010	0		0		0	0
Territoires du Nord-Ouest ⁴						
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
2009-2010	.	.	...	.	.	...
Nunavut ⁵						
2005-2006	6	5	83	1	17	
2006-2007	0	0	0	0	0	
2007-2008	..	..	...	..	..	...
2008-2009	0	0	0	0	0	
2009-2010	0	0	0	0	0	
Total						
2005-2006	6 587	1 102	17	5 485	83	
2006-2007	6 601 ^r	1 746 ^r	26 ^r	4 855 ^r	74 ^r	
2007-2008	5 959 ^r	1 337 ^r	22 ^r	4 622 ^r	78 ^r	
2008-2009	6 060	1 582	26	4 478	74	
2009-2010	6 733	1 626	24	5 107	76	

- En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées, ce qui explique la hausse du nombre de demandes approuvées et confiées à des avocats salariés et des avocats de pratique privée.
- En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
- Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
- Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
- En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes approuvées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures. Il existe seulement des données sur les affaires criminelles approuvées qui ont été confiées à des avocats de pratique privée.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 15-1

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Total¹

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	1 727		1 704	99	23	1
2006-2007	1 512		1 504	99	8	1
2007-2008	1 449		1 418	98	31	2
2008-2009	1 506		1 491	99	15	1
2009-2010	1 647		1 621	98	26	2
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..		..	...	..	...
2006-2007	189		133	70	56	30
2007-2008	189		136	72	53	28
2008-2009	..		..	...	..	...
2009-2010	..		..	...	..	...
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	5 498		3 591	65	1 907	35
2006-2007	5 302		3 580	68	1 722	32
2007-2008	5 128		3 482	68	1 646	32
2008-2009	5 710		3 500	61	2 210	39
2009-2010	5 470		3 948	72	1 522	28
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	260		88	34	172	66
2006-2007	267		100	37	167	63
2007-2008	268		71	26	197	74
2008-2009	233		57	24	176	76
2009-2010	..		..	...	..	...
Québec						
2005-2006	121 867		67 364	55	54 503	45
2006-2007	117 114		64 699	55	52 415	45
2007-2008	114 589		62 778	55	51 811	45
2008-2009	116 895		63 603	54	53 292	46
2009-2010	116 849		63 484	54	53 365	46
Ontario²						
2005-2006	62 510		16 987	27	45 523	73
2006-2007	62 270		18 955	30	43 315	70
2007-2008	61 714		18 750	30	42 964	70
2008-2009	68 255		19 540	29	48 715	71
2009-2010	66 144		20 335	31	45 809	69
Manitoba³						
2005-2006	6 589		3 311	50	3 278	50
2006-2007	6 282		3 838	61	2 444	39
2007-2008	5 690		3 420	60	2 270	40
2008-2009	5 627		3 286	58	2 341	42
2009-2010	6 110		4 023	66	2 087	34
Saskatchewan⁴						
2005-2006	4 827		4 630	96	197	4
2006-2007	3 963		3 701	93	262	7
2007-2008	3 628		3 360	93	268	7
2008-2009	3 949		3 732	95	217	5
2009-2010	3 721		3 577	96	144	4
Alberta						
2005-2006	9 659		2 197	23	7 462	77
2006-2007	8 063		1 627	20	6 436	80
2007-2008	8 028		1 636	20	6 392	80
2008-2009	10 040		2 082	21	7 958	79
2009-2010	9 379		1 828	19	7 551	81
Colombie-Britannique						
2005-2006	7 877		644	8	7 233	92
2006-2007	7 839		558	7	7 281	93
2007-2008	8 430		387	5	8 043	95
2008-2009	8 898		371	4	8 527	96
2009-2010	7 405		114	2	7 291	98

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 15-1 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Total¹

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon ⁵						
2005-2006	354		97		12	3
2006-2007	323		96		13	4
2007-2008	328		96		14	4
2008-2009	322		98		6	2
2009-2010	247		97		7	3
Territoires du Nord-Ouest ⁶						
2005-2006	301		65		105	35
2006-2007	405		56		177	44
2007-2008	436		69		134	31
2008-2009	296		86		41	14
2009-2010	..		...		..	...
Nunavut ⁷						
2005-2006	461		96		17	4
2006-2007	143		69		45	31
2007-2008	..		...		..	...
2008-2009	233		57		101	43
2009-2010	102		100		..	...
Total						
2005-2006	221 930 r		46 r		120 432 r	54 r
2006-2007	213 672 r		46		114 341 r	54
2007-2008	209 877 r		46 r		113 823 r	54 r
2008-2009	221 964 r		44		123 599 r	56
2009-2010	217 074		46		117 802	54

1. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le demandeur peut recevoir des services d'aide juridique. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. Les chiffres figurant au tableau 16 représentent les services sommaires de consultation juridique fournis par ces cliniques. Les services sommaires de consultation juridique assurés par le régime d'aide juridique sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21).
3. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées, ce qui explique la hausse du nombre de demandes approuvées et confiées à des avocats salariés et des avocats de pratique privée.
4. En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
5. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
6. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
7. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes approuvées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures. Il existe seulement des données sur les affaires civiles approuvées qui ont été confiées à des avocats salariés.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 15-2

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Droit de la famille

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	1 714		99		23	1
2006-2007	1 499		99		8	1
2007-2008	1 443		98		31	2
2008-2009	1 502		99		15	1
2009-2010	1 644		98		26	2
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..		..		..	..
2006-2007	189		70		56	30
2007-2008	189		72		53	28
2008-2009	..		..		..	..
2009-2010	..		..		..	..
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	5 258		65		1 849	35
2006-2007	5 118		67		1 702	33
2007-2008	4 771		66		1 610	34
2008-2009	5 183		60		2 048	40
2009-2010	4 992		70		1 501	30
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	260		34		172	66
2006-2007	267		37		167	63
2007-2008	268		26		197	74
2008-2009	233		24		176	76
2009-2010	..		..		..	..
Québec						
2005-2006	79 827		54		37 104	46
2006-2007	76 294		53		35 512	47
2007-2008	72 823		54		33 786	46
2008-2009	73 749		53		34 501	47
2009-2010	75 358		52		35 835	48
Ontario ¹						
2005-2006	29 753		3		28 794	97
2006-2007	27 702		5		26 450	95
2007-2008	26 749		4		25 599	96
2008-2009	31 751		5		30 107	95
2009-2010	28 261		3		27 488	97
Manitoba ²						
2005-2006	6 589		50		3 278	50
2006-2007	6 282		61		2 444	39
2007-2008	5 690		60		2 270	40
2008-2009	5 627		58		2 341	42
2009-2010	6 110		66		2 087	34
Saskatchewan ³						
2005-2006	4 827		96		197	4
2006-2007	3 963		93		262	7
2007-2008	3 627		93		268	7
2008-2009	3 949		95		217	5
2009-2010	3 720		96		144	4
Alberta						
2005-2006	8 488		25		6 356	75
2006-2007	6 781		23		5 204	77
2007-2008	6 956		23		5 371	77
2008-2009	8 508		23		6 512	77
2009-2010	7 975		22		6 209	78
Colombie-Britannique						
2005-2006	7 040		9		6 396	91
2006-2007	6 827		8		6 273	92
2007-2008	7 238		5		6 852	95
2008-2009	7 434		5		7 074	95
2009-2010	6 168		2		6 063	98

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 15-2 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée — Droit de la famille

	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	
Yukon ⁴					
2005-2006	277	268	97	9	3
2006-2007	274	262	96	12	4
2007-2008	274	260	95	14	5
2008-2009	267	261	98	6	2
2009-2010	201	194	97	7	3
Territoires du Nord-Ouest ⁵					
2005-2006	289	191	66	98	34
2006-2007	384	218	57	166	43
2007-2008	418	287	69	131	31
2008-2009	291	252	87	39	13
2009-2010	..	..	...	..	...
Nunavut ⁶					
2005-2006	374	360	96	14	4
2006-2007	139	95	68	44	32
2007-2008	..	..	...	..	...
2008-2009	215	114	53	101	47
2009-2010	102	102	100	..	...
Total					
2005-2006	144 696 r	60 406 r	42 r	84 290 r	58 r
2006-2007	135 719 r	57 419 r	42	78 300 r	58
2007-2008	130 446 r	54 264 r	42 r	76 182 r	58 r
2008-2009	138 709 r	55 572 r	40 r	83 137 r	60 r
2009-2010	134 531	55 171	41	79 360	59

1. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. Les chiffres figurant au tableau 16 représentent les services sommaires de consultation juridique fournis par ces cliniques. Les services sommaires de consultation juridique assurés par le régime d'aide juridique sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21).
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées, ce qui explique la hausse du nombre de demandes approuvées et confiées à des avocats salariés et des avocats de pratique privée.
3. En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
4. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
5. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
6. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes approuvées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures. Il existe seulement des données sur les affaires civiles approuvées qui ont été confiées à des avocats salariés.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 15-3

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Autres

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	13		100		0	0
2006-2007	13		100		0	0
2007-2008	6		100		0	0
2008-2009	4		100		0	0
2009-2010	3		100		0	0
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	.		...		.	...
2006-2007	.		...		.	...
2007-2008	.		...		.	...
2008-2009	.		...		.	...
2009-2010	.		...		.	...
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	240	182	76		58	24
2006-2007	184	164	89		20	11
2007-2008	357	321	90		36	10
2008-2009	527	365	69		162	31
2009-2010	478	457	96		21	4
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	0	0	0		0	0
2006-2007	0	0	0		0	0
2007-2008	0	0	0		0	0
2008-2009	0	0	0		0	0
2009-2010	..	..	...		..	...
Québec						
2005-2006	42 040	24 641	59		17 399	41
2006-2007	40 820	23 917	59		16 903	41
2007-2008	41 766	23 741	57		18 025	43
2008-2009	43 146	24 355	56		18 791	44
2009-2010	41 491	23 961	58		17 530	42
Ontario ¹						
2005-2006	32 757	16 028	49		16 729	51
2006-2007	34 568	17 703	51		16 865	49
2007-2008	34 965	17 600	50		17 365	50
2008-2009	36 504	17 896	49		18 608	51
2009-2010	37 883	19 562	52		18 321	48
Manitoba ²						
2005-2006	.	.	...		.	...
2006-2007	.	.	...		.	...
2007-2008	.	.	...		.	...
2008-2009	.	.	...		.	...
2009-2010	.	.	...		.	...
Saskatchewan ³						
2005-2006	0	0	0		0	0
2006-2007	0	0	0		0	0
2007-2008	1	1	100		0	0
2008-2009	0	0	0		0	0
2009-2010	1	1	100		0	0
Alberta						
2005-2006	1 171	65	6		1 106	94
2006-2007	1 282	50	4		1 232	96
2007-2008	1 072	51	5		1 021	95
2008-2009	1 532	86	6		1 446	94
2009-2010	1 404	62	4		1 342	96
Colombie-Britannique						
2005-2006	837	0	0		837	100
2006-2007	1 012	4	0		1 008	100
2007-2008	1 192	1	0		1 191	100
2008-2009	1 464	11	1		1 453	99
2009-2010	1 237	9	1		1 228	99

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 15-3 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Autres

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon ⁴						
2005-2006	77		74	96	3	4
2006-2007	49		48	98	1	2
2007-2008	54		54	100	0	0
2008-2009	55		55	100	0	0
2009-2010	46		46	100	0	0
Territoires du Nord-Ouest ⁵						
2005-2006	12		5	42	7	58
2006-2007	21		10	48	11	52
2007-2008	18		15	83	3	17
2008-2009	5		3	60	2	40
2009-2010	..		..	...	..	...
Nunavut ⁶						
2005-2006	87		84	97	3	3
2006-2007	4		3	75	1	25
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	18		18	100	0	0
2009-2010	..		..	...	..	...
Total						
2005-2006	77 234 r		41 092 r	53	36 142	47
2006-2007	77 953 r		41 912 r	54	36 041	46
2007-2008	79 431 r		41 790 r	53	37 641	47
2008-2009	83 255 r		42 793 r	51	40 462	49
2009-2010	82 543		44 101	53	38 442	47

1. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. Les chiffres figurant au tableau 16 représentent les services sommaires de consultation juridique fournis par ces cliniques. Les services sommaires de consultation juridique assurés par le régime d'aide juridique sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21).
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées, ce qui explique la hausse du nombre de demandes approuvées et confiées à des avocats salariés et des avocats de pratique privée.
3. En 2008, toutes les affaires relevant des tribunaux de la jeunesse sont devenues admissibles aux fins de l'aide juridique selon une entente conclue entre la Commission d'aide juridique de la Saskatchewan et la Direction des services aux tribunaux du ministère de la Justice. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
4. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office.
5. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
6. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes approuvées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures. Il existe seulement des données sur les affaires civiles approuvées qui ont été confiées à des avocats salariés.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 16
Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires

	Total des demandes de services sommaires approuvées ¹		
	Total	Variation en pourcentage	Taux pour 1 000 habitants ²
	nombre	pourcentage	taux
Terre-Neuve-et-Labrador			
2005-2006	2 410	-9	5
2006-2007	2 140	-11	4
2007-2008	2 250	5	4
2008-2009	2 150	-4	4
2009-2010	2 430	13	5
Île-du-Prince-Édouard			
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...
2008-2009	.	...	...
2009-2010	.	...	...
Nouvelle-Écosse			
2005-2006	1 152	36	1
2006-2007	1 030	-11	1
2007-2008	935	-9	1
2008-2009	975	4	1
2009-2010	1 067	9	1
Nouveau-Brunswick			
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...
2008-2009	.	...	...
2009-2010	.	...	...
Québec			
2005-2006	..	...	...
2006-2007	..	...	...
2007-2008	..	...	...
2008-2009	..	...	...
2009-2010	443	...	0
Ontario			
2005-2006	130 121	-2	10
2006-2007	130 310	0	10
2007-2008	129 724	0	10
2008-2009	134 814	4	10
2009-2010	140 179	4	11
Manitoba ³			
2005-2006	18 234	8	15
2006-2007	18 028	-1	15
2007-2008	16 541	-8	14
2008-2009	13 958	-16	12
2009-2010	9 885	-29	8
Saskatchewan			
2005-2006	5 231	11	5
2006-2007	5 236	0	5
2007-2008	4 795	-8	5
2008-2009	5 078	6	5
2009-2010	3 904	-23	4
Alberta			
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...
2008-2009	.	...	...
2009-2010	.	...	...

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 16 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires

	Total des demandes de services sommaires approuvées ¹		
	Total	Variation en pourcentage	Taux pour 1 000 habitants ²
	nombre	pourcentage	taux
Colombie-Britannique			
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...
2008-2009	.	...	...
2009-2010	.	...	...
Yukon			
2005-2006	110	182	3
2006-2007	86	-22	3
2007-2008	50	-42	2
2008-2009	67 ^r	34 ^r	2
2009-2010	53	-21	2
Territoires du Nord-Ouest⁴			
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...
2008-2009	.	...	...
2009-2010	.	...	...
Nunavut			
2005-2006	87	-66	3
2006-2007	327	276	11
2007-2008	..	...	...
2008-2009	213	...	7
2009-2010	..	...	...
Total			
2005-2006	157 345 ^r	0	10
2006-2007	157 157 ^r	0	10
2007-2008	154 295 ^r	...	9 ^r
2008-2009	157 255 ^r	...	9 ^r
2009-2010	157 961	...	6

1. Une demande de services sommaires approuvée a trait à la prestation de conseils ou d'information juridiques, ou à d'autres types de services juridiques sommaires assurés à un particulier sur demande écrite pendant une entrevue officielle. Seules les demandes écrites sont comptées.
2. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1^{er} juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2005 et 2006; estimations postcensitaires mises à jour pour 2007 et 2008; et estimations postcensitaires provisoires pour 2009.
3. En 2009-2010, le recul du nombre de demandes d'aide juridique approuvées pour des services sommaires au Manitoba était attribuable au retrait de la prestation de conseils à titre de service dans les bureaux de Winnipeg.
4. Les Territoires du Nord-Ouest ne font pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 17
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet

	Total ¹		Inadmissibilité financière		Raisons liées à l'applicabilité		Mérite insuffisant		Non-conformité ou abus		Autres raisons ²	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador												
2005-2006	3 270	540	17	313	10	417	13	0	0	2 000	61	
2006-2007	3 058	554	18	313	10	395	13	0	0	1 796	59	
2007-2008	2 852	582	20	313	11	400	14	0	0	1 557	55	
2008-2009	2 833	566	20	313	11	374	13	0	0	1 580	56	
2009-2010	3 034	657	22	442	15	395	13	0	0	1 540	51	
Île-du-Prince-Édouard												
2005-2006	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
2006-2007	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
2007-2008	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
2008-2009	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
2009-2010	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse												
2005-2006	2 408	1 181	49	56	2	264	11	79	3	828	34	
2006-2007	2 419	1 089	45	94	4	222	9	95	4	919	38	
2007-2008	2 608	1 241	48	133	5	299	11	109	4	826	32	
2008-2009	2 674	1 400	52	158	6	199	7	75	3	842	31	
2009-2010	3 360	1 617	48	199	6	326	10	76	2	1 142	34	
Nouveau-Brunswick												
2005-2006	795	..	...	..	...	.	...	..	...	795	100
2006-2007	830	..	...	..	...	.	...	..	...	830	100
2007-2008	550	73	13	292	53	.	...	69	13	116	21
2008-2009	556	61	11	312	56	.	...	48	9	135	24
2009-2010	..	..	...	..	...	.	...	..	...	..	...
Québec												
2005-2006	38 009	24 366	64	6 987	18	1 678	4	74	0	4 904	13	
2006-2007	36 962	24 444	66	6 552	18	1 514	4	56	0	4 396	12	
2007-2008	37 420	25 563	68	6 362	17	1 280	3	58	0	4 157	11	
2008-2009	38 575	26 754	69	6 204	16	1 282	3	48	0	4 287	11	
2009-2010	39 778	27 625	69	6 352	16	1 280	3	46	0	4 475	11	
Ontario ³												
2005-2006	46 178	24 270	53	10 579	23	..	...	.	...	11 329	25
2006-2007	44 256	22 412	51	11 194	25	..	...	.	...	10 650	24
2007-2008	42 193	21 649	51	10 128	24	..	...	.	...	10 416	25
2008-2009	40 980	21 836	53	9 868	24	..	...	.	...	9 276	23
2009-2010	38 176	22 538	59	8 469	22	..	...	.	...	7 169	19
Manitoba ⁴												
2005-2006	3 612	396	11	235	7	749	21	17	0	2 215	61	
2006-2007	5 025	675	13	431	9	802	16	21	0	3 096	62	
2007-2008	6 142	728	12	356	6	740	12	54	1	4 264	69	
2008-2009	6 378	724	11	321	5	874	14	60	1	4 399	69	
2009-2010	7 353	888	12	446	6	1 084	15	114	2	4 821	66	
Saskatchewan												
2005-2006	1 772	1 451	82	119	7	89	5	27	2	86	5	
2006-2007	1 930	1 571	81	176	9	90	5	20	1	73	4	
2007-2008	1 923	1 691	88	117	6	79	4	10	1	26	1	
2008-2009	1 254	1 080	86	88	7	51	4	13	1	22	2	
2009-2010	1 587	1 283	81	176	11	56	4	16	1	56	4	
Alberta												
2005-2006	10 003	4 135	41	2 729	27	939	9	698	7	1 502	15	
2006-2007	8 974	4 013	45	2 262	25	748	8	712	8	1 239	14	
2007-2008	8 965	3 630	40	2 402	27	713	8	867	10	1 353	15	
2008-2009	7 361	2 311	31	2 389	32	739	10	718	10	1 204	16	
2009-2010	10 051	3 171	32	3 636	36	1 094	11	599	6	1 551	15	
Colombie-Britannique												
2005-2006	11 174	2 382	21	5 192	46	.	...	.	...	3 600	32
2006-2007	11 175	2 866	26	4 425	40	.	...	.	...	3 884	35
2007-2008	11 233	3 221	29	3 824	34	.	...	.	...	4 188	37
2008-2009	12 558	3 274	26	4 568	36	.	...	.	...	4 716	38
2009-2010	14 112	2 965	21	6 537	46	.	...	.	...	4 610	33
Yukon												
2005-2006	74	57	77	14	19	3	4	0	0	0	0	
2006-2007	61	51	84	7	11	3	5	0	0	0	0	
2007-2008	67	53	79	10	15	3	4	1	1	0	0	
2008-2009	59	44	75	6	10	9	15	0	0	0	0	
2009-2010	87	79	91	5	6	3	3	0	0	0	0	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 17 – suite

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet

	Total ¹		Inadmissibilité financière		Raisons liées à l'applicabilité		Mérite insuffisant		Non-conformité ou abus		Autres raisons ²	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
Territoires du Nord-Ouest												
2005-2006	485	129	27	33	7	88	18	230	47	5	1	
2006-2007	484	130	27	33	7	46	10	230	48	45	9	
2007-2008	406	66	16	27	7	68	17	215	53	30	7	
2008-2009	264	82	31	28	11	78	30	55	21	21	8	
2009-2010	..	..	...	..	...	..	...	..	...	..	...
Nunavut ⁵												
2005-2006	64	3	5	30	47	15	23	1	2	15	23	
2006-2007	46	15	33	27	59	4	9	0	0	0	0	
2007-2008	..	..	...	..	...	..	...	..	...	..	...
2008-2009	38	4	11	0	0	34	89	0	0	0	0	
2009-2010	20	4	20	4	20	0	0	11	55	1	5	
Total												
2005-2006	117 844 ^r	58 910 ^r	50 ^r	26 287 ^r	22 ^r	4 242 ^r	4 ^r	1 126	1	27 279 ^r	23 ^r	
2006-2007	115 220 ^r	57 820 ^r	50 ^r	25 514 ^r	22	3 824 ^r	3	1 134	1	26 928 ^r	23 ^r	
2007-2008	114 359 ^r	58 497 ^r	51 ^r	23 964 ^r	21	3 582 ^r	3	1 383	1	26 933 ^r	24 ^r	
2008-2009	113 530 ^r	58 136 ^r	51 ^r	24 255 ^r	21 ^r	3 640 ^r	3	1 017	1	26 482 ^r	23 ^r	
2009-2010	117 558	60 827	52	26 266	22	4 238	4	862	1	25 365	22	

- Le nombre de demandes rejetées ne comprend pas les cas où les services ont été refusés au moment de l'application de mesures de présélection. Les régimes d'aide juridique font une certaine présélection des demandeurs avant la présentation d'une demande.
- Parmi les autres raisons de refus, il peut y avoir l'annulation ou l'abandon par le client, l'annulation de la couverture ou la présentation d'une demande en double.
- L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques étaient responsables de 52 % des demandes rejetées en raison de l'inadmissibilité financière. À partir de 2005-2006, les chiffres ayant trait au mérite insuffisant sont inclus dans les raisons liées à l'applicabilité.
- En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
- En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes rejetées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-1

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Total¹

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	3 270	1 604	49		1 666	51
2006-2007	3 058	1 392	46		1 666	54
2007-2008	2 852	1 186	42		1 666	58
2008-2009	2 833	1 167	41		1 666	59
2009-2010	3 034	1 368	45		1 666	55
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	.	.	...		.	...
2006-2007	.	.	...		.	...
2007-2008	.	.	...		.	...
2008-2009	.	.	...		.	...
2009-2010	.	.	...		.	...
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	2 408	995	41		1 413	59
2006-2007	2 419	1 183	49		1 236	51
2007-2008	2 608	1 309	50		1 299	50
2008-2009	2 674	1 304	49		1 370	51
2009-2010	3 360	1 664	50		1 696	50
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	795	698	88		97	12
2006-2007	830	715	86		115	14
2007-2008	550	478	87		72	13
2008-2009	556	491	88		65	12
2009-2010	..	..	...		..	...
Québec						
2005-2006	38 009	15 901	42		22 108	58
2006-2007	36 962	16 254	44		20 708	56
2007-2008	37 420	17 687	47		19 733	53
2008-2009	38 575	18 149	47		20 426	53
2009-2010	39 778	19 257	48		20 521	52
Ontario²						
2005-2006	46 178	.	...		.	...
2006-2007	44 256	.	...		.	...
2007-2008	42 193	.	...		.	...
2008-2009	40 980	.	...		.	...
2009-2010	38 176	.	...		.	...
Manitoba³						
2005-2006	3 612	1 355	38		2 257	62
2006-2007	5 025	2 687	53		2 338	47
2007-2008	6 142	3 753	61		2 389	39
2008-2009	6 378	3 972	62		2 406	38
2009-2010	7 353	4 643	63		2 710	37
Saskatchewan						
2005-2006	1 772	1 224	69		548	31
2006-2007	1 930	1 453	75		477	25
2007-2008	1 923	1 531	80		392	20
2008-2009	1 254	834	67		420	33
2009-2010	1 587	1 125	71		462	29
Alberta						
2005-2006	10 003	5 675	57		4 328	43
2006-2007	8 974	5 431	61		3 543	39
2007-2008	8 965	5 434	61		3 531	39
2008-2009	7 361	4 250	58		3 111	42
2009-2010	10 051	5 565	55		4 486	45
Colombie-Britannique						
2005-2006	11 174	6 333	57		4 841	43
2006-2007	11 175	6 422	57		4 753	43
2007-2008	11 233	6 447	57		4 786	43
2008-2009	12 558	6 409	51		6 149	49
2009-2010	14 112	7 648	54		6 464	46

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 18-1 – suite

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Total¹

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2005-2006	74		39	53	35	47
2006-2007	61		12	20	49	80
2007-2008	67		19	28	48	72
2008-2009	59		15	25	44	75
2009-2010	87		36	41	51	59
Territoires du Nord-Ouest						
2005-2006	485		118	24	367	76
2006-2007	484		119	25	365	75
2007-2008	406		128	32	278	68
2008-2009	264		93	35	171	65
2009-2010	..		..	...	..	...
Nunavut ⁴						
2005-2006	64		3	5	61	95
2006-2007	46		1	2	45	98
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	38		0	0	38	100
2009-2010	20		0	0	20	100
Total						
2005-2006	117 844	r	...	...	...	...
2006-2007	115 220	r	...	...	...	...
2007-2008	114 359	r	...	...	...	...
2008-2009	113 530	r	...	...	...	...
2009-2010	117 558		...	...	...	...

1. Le nombre de demandes rejetées ne comprend pas les cas où les services ont été refusés au moment de l'application de mesures de présélection. Les régimes d'aide juridique font une certaine présélection des demandeurs avant la présentation d'une demande.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques étaient responsables de 52 % des demandes rejetées en raison de l'inadmissibilité financière. À partir de 2005-2006, les chiffres ayant trait au mérite insuffisant sont inclus dans les raisons liées à l'applicabilité.
3. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
4. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes rejetées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-2

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Inadmissibilité financière

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	540	207	38		333	62
2006-2007	554	221	40		333	60
2007-2008	582	249	43		333	57
2008-2009	566	233	41		333	59
2009-2010	657	324	49		333	51
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	.	.	...		.	...
2006-2007	.	.	...		.	...
2007-2008	.	.	...		.	...
2008-2009	.	.	...		.	...
2009-2010	.	.	...		.	...
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	1 181	379	32		802	68
2006-2007	1 089	383	35		706	65
2007-2008	1 241	463	37		778	63
2008-2009	1 400	517	37		883	63
2009-2010	1 617	592	37		1 025	63
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	..	..	...		..	...
2006-2007	..	..	...		..	...
2007-2008	73	57	78		16	22
2008-2009	61	55	90		6	10
2009-2010	..	..	...		..	...
Québec						
2005-2006	24 366	11 474	47		12 892	53
2006-2007	24 444	12 235	50		12 209	50
2007-2008	25 563	13 782	54		11 781	46
2008-2009	26 754	14 221	53		12 533	47
2009-2010	27 625	14 948	54		12 677	46
Ontario ¹						
2005-2006	24 270	.	...		.	...
2006-2007	22 412	.	...		.	...
2007-2008	21 649	.	...		.	...
2008-2009	21 836	.	...		.	...
2009-2010	22 538	.	...		.	...
Manitoba ²						
2005-2006	396	134	34		262	66
2006-2007	675	341	51		334	49
2007-2008	728	378	52		350	48
2008-2009	724	360	50		364	50
2009-2010	888	434	49		454	51
Saskatchewan						
2005-2006	1 451	1 025	71		426	29
2006-2007	1 571	1 191	76		380	24
2007-2008	1 691	1 371	81		320	19
2008-2009	1 080	713	66		367	34
2009-2010	1 283	887	69		396	31
Alberta						
2005-2006	4 135	2 429	59		1 706	41
2006-2007	4 013	2 426	60		1 587	40
2007-2008	3 630	2 278	63		1 352	37
2008-2009	2 311	1 362	59		949	41
2009-2010	3 171	1 726	54		1 445	46
Colombie-Britannique						
2005-2006	2 382	1 352	57		1 030	43
2006-2007	2 866	1 570	55		1 296	45
2007-2008	3 221	1 722	53		1 499	47
2008-2009	3 274	1 559	48		1 715	52
2009-2010	2 965	1 473	50		1 492	50

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 18-2 – suite

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Inadmissibilité financière

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2005-2006	57		32	56	25	44
2006-2007	51		9	18	42	82
2007-2008	53		16	30	37	70
2008-2009	44		13	30	31	70
2009-2010	79		30	38	49	62
Territoires du Nord-Ouest						
2005-2006	129		44	34	85	66
2006-2007	130		44	34	86	66
2007-2008	66		21	32	45	68
2008-2009	82		32	39	50	61
2009-2010	..		..	..	..	..
Nunavut³						
2005-2006	3		0	0	3	100
2006-2007	15		0	0	15	100
2007-2008	..		..	..	..	..
2008-2009	4		0	0	4	100
2009-2010	4		0	0	4	100
Total						
2005-2006	58 910 ^r		...	...	...	...
2006-2007	57 820 ^r		...	...	...	...
2007-2008	58 497 ^r		...	...	...	...
2008-2009	58 136 ^r		...	...	...	...
2009-2010	60 827		...	...	...	...

1. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques étaient responsables de 52 % des demandes rejetées en raison de l'inadmissibilité financière. À partir de 2005-2006, les chiffres ayant trait au mérite insuffisant sont inclus dans les raisons liées à l'applicabilité.
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
3. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes rejetées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-3

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Raisons liées à l'applicabilité

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	313	0	0		313	100
2006-2007	313	0	0		313	100
2007-2008	313	0	0		313	100
2008-2009	313	0	0		313	100
2009-2010	442	129	29		313	71
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	.	.	...		.	...
2006-2007	.	.	...		.	...
2007-2008	.	.	...		.	...
2008-2009	.	.	...		.	...
2009-2010	.	.	...		.	...
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	56	29	52		27	48
2006-2007	94	57	61		37	39
2007-2008	133	63	47		70	53
2008-2009	158	66	42		92	58
2009-2010	199	55	28		144	72
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	..	..	...		..	...
2006-2007	..	..	...		..	...
2007-2008	292	268	92		24	8
2008-2009	312	297	95		15	5
2009-2010	..	..	...		..	...
Québec						
2005-2006	6 987	3 303	47		3 684	53
2006-2007	6 552	2 965	45		3 587	55
2007-2008	6 362	2 974	47		3 388	53
2008-2009	6 204	2 826	46		3 378	54
2009-2010	6 352	3 078	48		3 274	52
Ontario ¹						
2005-2006	10 579	6 307	60		4 272	40
2006-2007	11 194	..	...		..	...
2007-2008	10 128	..	...		..	...
2008-2009	9 868	..	...		..	...
2009-2010	8 469	..	...		..	...
Manitoba ²						
2005-2006	235	24	10		211	90
2006-2007	431	175	41		256	59
2007-2008	356	139	39		217	61
2008-2009	321	200	62		121	38
2009-2010	446	350	78		96	22
Saskatchewan						
2005-2006	119	109	92		10	8
2006-2007	176	166	94		10	6
2007-2008	117	109	93		8	7
2008-2009	88	77	88		11	13
2009-2010	176	167	95		9	5
Alberta						
2005-2006	2 729	1 826	67		903	33
2006-2007	2 262	1 749	77		513	23
2007-2008	2 402	1 853	77		549	23
2008-2009	2 389	1 821	76		568	24
2009-2010	3 636	2 795	77		841	23
Colombie-Britannique						
2005-2006	5 192	2 606	50		2 586	50
2006-2007	4 425	2 360	53		2 065	47
2007-2008	3 824	2 207	58		1 617	42
2008-2009	4 568	2 242	49		2 326	51
2009-2010	6 537	3 440	53		3 097	47

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 18-3 – suite

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Raisons liées à l'applicabilité

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2005-2006	14		7	50	7	50
2006-2007	7		3	43	4	57
2007-2008	10		3	30	7	70
2008-2009	6		1	17	5	83
2009-2010	5		4	80	1	20
Territoires du Nord-Ouest						
2005-2006	33		2	6	31	94
2006-2007	33		3	9	30	91
2007-2008	27		9	33	18	67
2008-2009	28		7	25	21	75
2009-2010	..		..	...	..	...
Nunavut³						
2005-2006	30		2	7	28	93
2006-2007	27		0	0	27	100
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	0		0	0	0	0
2009-2010	4		0	0	4	100
Total						
2005-2006	26 287 ^r		...	...	...	...
2006-2007	25 514 ^r		...	...	...	...
2007-2008	23 964 ^r		...	...	...	...
2008-2009	24 255 ^r		...	...	...	...
2009-2010	26 266		...	...	...	...

1. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques étaient responsables de 52 % des demandes rejetées en raison de l'inadmissibilité financière. À partir de 2005-2006, les chiffres ayant trait au mérite insuffisant sont inclus dans les raisons liées à l'applicabilité.
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
3. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes rejetées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-4

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Mérite insuffisant

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	417	63	15		354	85
2006-2007	395	41	10		354	90
2007-2008	400	46	12		354	89
2008-2009	374	20	5		354	95
2009-2010	395	41	10		354	90
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	.	.	...		.	...
2006-2007	.	.	...		.	...
2007-2008	.	.	...		.	...
2008-2009	.	.	...		.	...
2009-2010	.	.	...		.	...
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	264	102	39		162	61
2006-2007	222	115	52		107	48
2007-2008	299	168	56		131	44
2008-2009	199	117	59		82	41
2009-2010	326	200	61		126	39
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	.	.	...		.	...
2006-2007	.	.	...		.	...
2007-2008	.	.	...		.	...
2008-2009	.	.	...		.	...
2009-2010	.	.	...		.	...
Québec						
2005-2006	1 678	95	6		1 583	94
2006-2007	1 514	62	4		1 452	96
2007-2008	1 280	49	4		1 231	96
2008-2009	1 282	56	4		1 226	96
2009-2010	1 280	55	4		1 225	96
Ontario ¹						
2005-2006	..	.	...		.	...
2006-2007	..	.	...		.	...
2007-2008	..	.	...		.	...
2008-2009	..	.	...		.	...
2009-2010	..	.	...		.	...
Manitoba ²						
2005-2006	749	26	3		723	97
2006-2007	802	54	7		748	93
2007-2008	740	43	6		697	94
2008-2009	874	28	3		846	97
2009-2010	1 084	48	4		1 036	96
Saskatchewan						
2005-2006	89	23	26		66	74
2006-2007	90	35	39		55	61
2007-2008	79	19	24		60	76
2008-2009	51	17	33		34	67
2009-2010	56	16	29		40	71
Alberta						
2005-2006	939	204	22		735	78
2006-2007	748	185	25		563	75
2007-2008	713	157	22		556	78
2008-2009	739	121	16		618	84
2009-2010	1 094	137	13		957	87
Colombie-Britannique						
2005-2006	.	.	...		.	...
2006-2007	.	.	...		.	...
2007-2008	.	.	...		.	...
2008-2009	.	.	...		.	...
2009-2010	.	.	...		.	...

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 18-4 – suite

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Mérite insuffisant

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2005-2006	3		0	0	3	100
2006-2007	3		0	0	3	100
2007-2008	3		0	0	3	100
2008-2009	9		1	11	8	89
2009-2010	3		2	67	1	33
Territoires du Nord-Ouest						
2005-2006	88		18	20	70	80
2006-2007	46		13	28	33	72
2007-2008	68		15	22	53	78
2008-2009	78		16	21	62	79
2009-2010	..		..	...	..	...
Nunavut³						
2005-2006	15		0	0	15	100
2006-2007	4		1	25	3	75
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	34		0	0	34	100
2009-2010	0		0	0	0	0
Total						
2005-2006	4 242 ^r		...	...	...	...
2006-2007	3 824 ^r		...	...	...	...
2007-2008	3 582 ^r		...	...	...	...
2008-2009	3 640 ^r		...	...	...	...
2009-2010	4 238		...	...	...	...

1. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques étaient responsables de 52 % des demandes rejetées en raison de l'inadmissibilité financière. À partir de 2005-2006, les chiffres ayant trait au mérite insuffisant sont inclus dans les raisons liées à l'applicabilité.
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
3. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes rejetées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-5

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Non-conformité ou abus

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	0	0	0	0	0	0
2006-2007	0	0	0	0	0	0
2007-2008	0	0	0	0	0	0
2008-2009	0	0	0	0	0	0
2009-2010	0	0	0	0	0	0
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
2009-2010	.	.	...	.	.	...
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	79	45	57	34	43	
2006-2007	95	53	56	42	44	
2007-2008	109	104	95	5	5	
2008-2009	75	62	83	13	17	
2009-2010	76	58	76	18	24	
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	..	..	...	..	..	...
2007-2008	69	69	100	..	..	...
2008-2009	48	47	98	1	2	
2009-2010	..	..	...	..	..	...
Québec						
2005-2006	74	6	8	68	92	
2006-2007	56	1	2	55	98	
2007-2008	58	4	7	54	93	
2008-2009	48	1	2	47	98	
2009-2010	46	6	13	40	87	
Ontario ¹						
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
2009-2010	.	.	...	.	.	...
Manitoba ²						
2005-2006	17	1	6	16	94	
2006-2007	21	7	33	14	67	
2007-2008	54	29	54	25	46	
2008-2009	60	29	48	31	52	
2009-2010	114	63	55	51	45	
Saskatchewan						
2005-2006	27	18	67	9	33	
2006-2007	20	15	75	5	25	
2007-2008	10	9	90	1	10	
2008-2009	13	10	77	3	23	
2009-2010	16	10	63	6	38	
Alberta						
2005-2006	698	399	57	299	43	
2006-2007	712	417	59	295	41	
2007-2008	867	514	59	353	41	
2008-2009	718	407	57	311	43	
2009-2010	599	311	52	288	48	
Colombie-Britannique						
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
2009-2010	.	.	...	.	.	...

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 18-5 – suite

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Non-conformité ou abus

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2005-2006	0		0		0	0
2006-2007	0		0		0	0
2007-2008	1		0		1	100
2008-2009	0		0		0	0
2009-2010	0		0		0	0
Territoires du Nord-Ouest						
2005-2006	230		50	22	180	78
2006-2007	230		50	22	180	78
2007-2008	215		55	26	160	74
2008-2009	55		17	31	38	69
2009-2010	..		..	..	..	..
Nunavut³						
2005-2006	1		1	100	0	0
2006-2007	0		0	0	0	0
2007-2008	..		..	..	..	..
2008-2009	0		0	0	0	0
2009-2010	11		0	0	11	100
Total						
2005-2006	1 126 ^r	...	...	...	...	...
2006-2007	1 134 ^r	...	...	...	...	...
2007-2008	1 383 ^r	...	...	...	...	...
2008-2009	1 017 ^r	...	...	...	...	...
2009-2010	862	...	...	...	...	...

1. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques étaient responsables de 52 % des demandes rejetées en raison de l'inadmissibilité financière. À partir de 2005-2006, les chiffres ayant trait au mérite insuffisant sont inclus dans les raisons liées à l'applicabilité.
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
3. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes rejetées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-6

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Autres raisons¹

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	2 000	1 334	67		666	33
2006-2007	1 796	1 130	63		666	37
2007-2008	1 557	891	57		666	43
2008-2009	1 580	914	58		666	42
2009-2010	1 540	874	57		666	43
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	.	.	...		.	...
2006-2007	.	.	...		.	...
2007-2008	.	.	...		.	...
2008-2009	.	.	...		.	...
2009-2010	.	.	...		.	...
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	828	440	53		388	47
2006-2007	919	575	63		344	37
2007-2008	826	511	62		315	38
2008-2009	842	542	64		300	36
2009-2010	1 142	759	66		383	34
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	795	698	88		97	12
2006-2007	830	715	86		115	14
2007-2008	116	84	72		32	28
2008-2009	135	92	68		43	32
2009-2010	..	..	...		..	...
Québec						
2005-2006	4 904	1 023	21		3 881	79
2006-2007	4 396	991	23		3 405	77
2007-2008	4 157	878	21		3 279	79
2008-2009	4 287	1 045	24		3 242	76
2009-2010	4 475	1 170	26		3 305	74
Ontario²						
2005-2006	11 329	6 141	54		5 188	46
2006-2007	10 650	..	...		..	...
2007-2008	10 416	..	...		..	...
2008-2009	9 276	..	...		..	...
2009-2010	7 169	..	...		..	...
Manitoba³						
2005-2006	2 215	1 170	53		1 045	47
2006-2007	3 096	2 110	68		986	32
2007-2008	4 264	3 164	74		1 100	26
2008-2009	4 399	3 355	76		1 044	24
2009-2010	4 821	3 748	78		1 073	22
Saskatchewan						
2005-2006	86	49	57		37	43
2006-2007	73	46	63		27	37
2007-2008	26	23	88		3	12
2008-2009	22	17	77		5	23
2009-2010	56	45	80		11	20
Alberta						
2005-2006	1 502	817	54		685	46
2006-2007	1 239	654	53		585	47
2007-2008	1 353	632	47		721	53
2008-2009	1 204	539	45		665	55
2009-2010	1 551	596	38		955	62
Colombie-Britannique						
2005-2006	3 600	2 375	66		1 225	34
2006-2007	3 884	2 492	64		1 392	36
2007-2008	4 188	2 518	60		1 670	40
2008-2009	4 716	2 608	55		2 108	45
2009-2010	4 610	2 735	59		1 875	41

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 18-6 – suite

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Autres raisons¹

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2005-2006	0		0		0	0
2006-2007	0		0		0	0
2007-2008	0		0		0	0
2008-2009	0		0		0	0
2009-2010	0		0		0	0
Territoires du Nord-Ouest						
2005-2006	5		4	80	1	20
2006-2007	45		9	20	36	80
2007-2008	30		28	93	2	7
2008-2009	21		21	100	0	0
2009-2010	..		..	...	..	...
Nunavut⁴						
2005-2006	15		0	0	15	100
2006-2007	0		0	0	0	0
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	0		0	0	0	0
2009-2010	1		0	0	1	100
Total						
2005-2006	27 279 r		...	...	...	...
2006-2007	26 928 r		...	...	...	...
2007-2008	26 933 r		...	...	...	...
2008-2009	26 482 r		...	...	...	...
2009-2010	25 365		...	...	...	...

1. Parmi les autres raisons de refus, il peut y avoir l'annulation ou l'abandon par le client, l'annulation de la couverture ou la présentation d'une demande en double.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques étaient responsables de 52 % des demandes rejetées en raison de l'inadmissibilité financière. À partir de 2005-2006, les chiffres ayant trait au mérite insuffisant sont inclus dans les raisons liées à l'applicabilité.
3. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées et une hausse des demandes refusées. En 2009-2010, le Manitoba a commencé à inclure dans le nombre total de demandes d'aide juridique déclarées le nombre de demandes qui ont servi à produire des certificats secondaires ou tertiaires. Il en a découlé une augmentation du nombre total de demandes d'aide juridique approuvées.
4. En 2009-2010, la capacité de déclaration statistique au Nunavut était limitée en raison de problèmes liés aux systèmes de suivi de l'information. Par conséquent, le nombre de demandes rejetées peut être sous-déclaré et ne peut être comparé à ceux des années antérieures.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.
Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 19-1
Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Total

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	75		40	53	35	47
2006-2007	88		46	52	42	48
2007-2008	106		52	49	54	51
2008-2009	118		53	45	65	55
2009-2010	157		59	38	98	62
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..		..	...	..	...
2006-2007	14		8	57	6	43
2007-2008	14		8	57	6	43
2008-2009	..		..	...	..	...
2009-2010	..		..	...	..	...
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	155		86	55	69	45
2006-2007	149		82	55	67	45
2007-2008	156		81	52	75	48
2008-2009	154		82	53	72	47
2009-2010	158		87	55	71	45
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	53		31	58	22	42
2006-2007	55		31	56	24	44
2007-2008	60		33	55	27	45
2008-2009	52		23	44	29	56
2009-2010	..		..	...	..	...
Québec						
2005-2006	834		348	42	486	58
2006-2007	835		347	42	488	58
2007-2008	835		348	42	487	58
2008-2009	826		348	42	478	58
2009-2010	854		362	42	492	58
Ontario 1						
2005-2006	1 336		486	36	850	64
2006-2007	1 333		494	37	839	63
2007-2008	1 402		524	37	878	63
2008-2009	1 427		519	36	908	64
2009-2010	1 351		535	40	816	60
Manitoba						
2005-2006	158		60	38	98	62
2006-2007	171		66	39	105	61
2007-2008	165		63	38	102	62
2008-2009	179		70	39	109	61
2009-2010	175		68	39	107	61
Saskatchewan						
2005-2006	149		76	51	73	49
2006-2007	149		77	52	72	48
2007-2008	155		77	50	78	50
2008-2009	161		84	52	77	48
2009-2010	167		92	55	75	45
Alberta						
2005-2006	245		66	27	179	73
2006-2007	253		69	27	184	73
2007-2008	277		78	28	199	72
2008-2009	328		115	35	213	65
2009-2010	308		90	29	218	71
Colombie-Britannique						
2005-2006	185		25	14	160	86
2006-2007	180		39	22	141	78
2007-2008	213		27	13	186	87
2008-2009	226		29	13	197	87
2009-2010	142		5	4	137	96

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 19-1 – suite

Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Total

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2005-2006	16		8	50	8	50
2006-2007	15		8	53	7	47
2007-2008	14		8	57	6	43
2008-2009	14		8	57	6	43
2009-2010	14		8	57	6	43
Territoires du Nord-Ouest						
2005-2006	29		10	34	19	66
2006-2007	28		9	32	19	68
2007-2008	27		11	41	16	59
2008-2009	27		10	37	17	63
2009-2010	29		10	34	19	66
Nunavut ²						
2005-2006	..		..	...	..	...
2006-2007	..		..	...	..	...
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	18		10	56	8	44
2009-2010	48		16	33	32	67
Total						
2005-2006	3 235 ^r		1 236 ^r	38	1 999 ^r	62
2006-2007	3 270 ^r		1 276 ^r	39	1 994 ^r	61
2007-2008	3 424 ^r		1 310 ^r	38	2 114 ^r	62
2008-2009	3 530 ^r		1 351 ^r	38	2 179 ^r	62
2009-2010	3 403		1 332	39	2 071	61

1. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques comptaient 43 % de l'effectif des régimes d'aide juridique, incluant 50 % des avocats et 39 % des non-avocats.
2. En 2008-2009, le nombre de non-avocats peut avoir été sous-déclaré. En 2009-2010, le nombre d'avocats et le nombre de non-avocats ont augmenté afin d'aider à régler le volume d'affaires traitées par la Cour de justice du Nunavut.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 19-2
Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Professionnels salariés qui assurent des services directs

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	67	40	60		27	40
2006-2007	73	46	63		27	37
2007-2008	86	52	60		34	40
2008-2009	98	53	54		45	46
2009-2010	138	59	43		79	57
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..	..	..		..	..
2006-2007	12	7	58		5	42
2007-2008	12	7	58		5	42
2008-2009	..	..	..		..	..
2009-2010	..	..	..		..	..
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	144	84	58		60	42
2006-2007	138	80	58		58	42
2007-2008	145	78	54		67	46
2008-2009	142	78	55		64	45
2009-2010	148	84	57		64	43
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	30	30	100		0	0
2006-2007	54	30	56		24	44
2007-2008	52	31	60		21	40
2008-2009	42	22	52		20	48
2009-2010	..	..	..		..	..
Québec						
2005-2006	353	318	90		35	10
2006-2007	350	317	91		33	9
2007-2008	354	318	90		36	10
2008-2009	354	318	90		36	10
2009-2010	369	332	90		37	10
Ontario 1						
2005-2006	552	387	70		165	30
2006-2007	555	393	71		162	29
2007-2008	589	420	71		169	29
2008-2009	595	412	69		183	31
2009-2010	622	435	70		187	30
Manitoba						
2005-2006	121	55	45		66	55
2006-2007	134	60	45		74	55
2007-2008	124	57	46		67	54
2008-2009	137	64	47		73	53
2009-2010	131	64	49		67	51
Saskatchewan						
2005-2006	94	75	80		19	20
2006-2007	94	76	81		18	19
2007-2008	94	76	81		18	19
2008-2009	101	83	82		18	18
2009-2010	109	91	83		18	17
Alberta						
2005-2006	75	63	84		12	16
2006-2007	78	66	85		12	15
2007-2008	88	74	84		14	16
2008-2009	125	110	88		15	12
2009-2010	100	85	85		15	15
Colombie-Britannique						
2005-2006	81	25	31		56	69
2006-2007	104	27	26		77	74
2007-2008	87	27	31		60	69
2008-2009	103	29	28		74	72
2009-2010	71	4	6		67	94

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 19-2 – suite

Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Professionnels salariés qui assurent des services directs

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2005-2006	16		8	50	8	50
2006-2007	15		8	53	7	47
2007-2008	14		8	57	6	43
2008-2009	14		8	57	6	43
2009-2010	14		8	57	6	43
Territoires du Nord-Ouest						
2005-2006	20		9	45	11	55
2006-2007	19		8	42	11	58
2007-2008	19		10	53	9	47
2008-2009	19		9	47	10	53
2009-2010	19		9	47	10	53
Nunavut²						
2005-2006	..		..	...	..	...
2006-2007	..		..	...	..	...
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	18		10	56	8	44
2009-2010	48		16	33	32	67
Total						
2005-2006	1 553 ^r		1 094 ^r	70 ^r	459 ^r	30 ^r
2006-2007	1 626 ^r		1 118 ^r	69	508 ^r	31
2007-2008	1 664 ^r		1 158 ^r	70	506 ^r	30
2008-2009	1 748 ^r		1 196 ^r	68 ^r	552 ^r	32 ^r
2009-2010	1 769		1 187	67	582	33

1. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques comptaient 43 % de l'effectif des régimes d'aide juridique, incluant 50 % des avocats et 39 % des non-avocats.
2. En 2008-2009, le nombre de non-avocats peut avoir été sous-déclaré. En 2009-2010, le nombre d'avocats et le nombre de non-avocats ont augmenté afin d'aider à régler le volume d'affaires traitées par la Cour de justice du Nunavut.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 19-3
Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Autres employés¹

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	8	0	0		8	100
2006-2007	15	0	0		15	100
2007-2008	20	0	0		20	100
2008-2009	20	0	0		20	100
2009-2010	19	0	0		19	100
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..	..	..		..	..
2006-2007	2	1	50		1	50
2007-2008	2	1	50		1	50
2008-2009	..	..	..		..	..
2009-2010	..	..	..		..	..
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	11	2	18		9	82
2006-2007	11	2	18		9	82
2007-2008	11	3	27		8	73
2008-2009	12	4	33		8	67
2009-2010	10	3	30		7	70
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	23	1	4		22	96
2006-2007	1	1	100		0	0
2007-2008	8	2	25		6	75
2008-2009	10	1	10		9	90
2009-2010	..	..	..		..	..
Québec						
2005-2006	481	30	6		451	94
2006-2007	485	30	6		455	94
2007-2008	481	30	6		451	94
2008-2009	472	30	6		442	94
2009-2010	485	30	6		455	94
Ontario²						
2005-2006	784	99	13		685	87
2006-2007	778	101	13		677	87
2007-2008	813	104	13		709	87
2008-2009	832	107	13		725	87
2009-2010	729	100	14		629	86
Manitoba						
2005-2006	37	5	14		32	86
2006-2007	37	6	16		31	84
2007-2008	41	6	15		35	85
2008-2009	42	6	14		36	86
2009-2010	44	4	9		40	91
Saskatchewan						
2005-2006	55	1	2		54	98
2006-2007	55	1	2		54	98
2007-2008	61	1	2		60	98
2008-2009	60	1	2		59	98
2009-2010	58	1	2		57	98
Alberta						
2005-2006	170	3	2		167	98
2006-2007	175	3	2		172	98
2007-2008	189	4	2		185	98
2008-2009	203	5	2		198	98
2009-2010	208	5	2		203	98
Colombie-Britannique						
2005-2006	104	0	0		104	100
2006-2007	76	12	16		64	84
2007-2008	126	0	0		126	100
2008-2009	123	0	0		123	100
2009-2010	71	1	1		70	99

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 19-3 – suite

Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Autres employés¹

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2005-2006	0		0		0	0
2006-2007	0		0		0	0
2007-2008	0		0		0	0
2008-2009	0		0		0	0
2009-2010	0		0		0	0
Territoires du Nord-Ouest						
2005-2006	9		11		8	89
2006-2007	9		11		8	89
2007-2008	8		13		7	88
2008-2009	8		13		7	88
2009-2010	10		10		9	90
Nunavut³						
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	..	..	...	..	..	...
2007-2008	..	..	...	..	..	...
2008-2009	..	..	...	..	..	...
2009-2010	..	..	...	..	..	...
Total						
2005-2006	1 682 r		8		1 540 r	92
2006-2007	1 644 r		10		1 486 r	90
2007-2008	1 760 r		9		1 608 r	91
2008-2009	1 782 r		9		1 627 r	91
2009-2010	1 634		9		1 489	91

1. La catégorie « Autres employés » comprend notamment les comptables, les bibliothécaires et les commis.

2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2009-2010, ces cliniques comptaient 43 % de l'effectif des régimes d'aide juridique, incluant 50 % des avocats et 39 % des non-avocats.

3. En 2008-2009, le nombre de non-avocats peut avoir été sous-déclaré. En 2009-2010, le nombre d'avocats et le nombre de non-avocats ont augmenté afin d'aider à régler le volume d'affaires traitées par la Cour de justice du Nunavut.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 20
Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés

	Total ¹		Avocats de pratique privée		Avocats salariés de régimes d'aide juridique ²	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	164		124	76	40	24
2006-2007	170		124	73	46	27
2007-2008	176		124	70	52	30
2008-2009	160		107	67	53	33
2009-2010	89		30	34	59	66
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..		..	...	..	...
2006-2007	38		30	79	8	21
2007-2008	40		32	80	8	20
2008-2009	..		..	...	..	...
2009-2010	..		..	...	..	...
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	320		234	73	86	27
2006-2007	287		205	71	82	29
2007-2008	290		209	72	81	28
2008-2009	318		236	74	82	26
2009-2010	312		225	72	87	28
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	153		122	80	31	20
2006-2007	129		98	76	31	24
2007-2008	133		100	75	33	25
2008-2009	143		120	84	23	16
2009-2010	..		..	...	..	...
Québec						
2005-2006	2 807		2 459	88	348	12
2006-2007	2 741		2 394	87	347	13
2007-2008	2 685		2 337	87	348	13
2008-2009	2 608		2 260	87	348	13
2009-2010	2 448		2 086	85	362	15
Ontario ³						
2005-2006	5 783		5 297	92	486	8
2006-2007	4 878		4 384	90	494	10
2007-2008	5 505		4 981	90	524	10
2008-2009	4 641		4 122	89	519	11
2009-2010	4 667		4 132	89	535	11
Manitoba						
2005-2006	357		297	83	60	17
2006-2007	336		270	80	66	20
2007-2008	316		253	80	63	20
2008-2009	305		235	77	70	23
2009-2010	304		236	78	68	22
Saskatchewan						
2005-2006	213		137	64	76	36
2006-2007	209		132	63	77	37
2007-2008	241		164	68	77	32
2008-2009	223		139	62	84	38
2009-2010	218		126	58	92	42
Alberta						
2005-2006	939		873	93	66	7
2006-2007	862		793	92	69	8
2007-2008	869		791	91	78	9
2008-2009	859		744	87	115	13
2009-2010	911		821	90	90	10
Colombie-Britannique						
2005-2006	981		956	97	25	3
2006-2007	970		931	96	39	4
2007-2008	938		911	97	27	3
2008-2009	971		942	97	29	3
2009-2010	907		902	99	5	1

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 20 – suite

Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés

	Total ¹		Avocats de pratique privée		Avocats salariés de régimes d'aide juridique ²	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2005-2006	16		8	50	8	50
2006-2007	16		8	50	8	50
2007-2008	16		8	50	8	50
2008-2009	14		6	43	8	57
2009-2010	14		6	43	8	57
Territoires du Nord-Ouest						
2005-2006	27		17	63	10	37
2006-2007	29		20	69	9	31
2007-2008	30		19	63	11	37
2008-2009	23		13	57	10	43
2009-2010	26		16	62	10	38
Nunavut ⁴						
2005-2006	6		6	100	..	...
2006-2007	8		8	100	..	...
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	18		8	44	10	56
2009-2010	26		10	38	16	62
Total						
2005-2006	11 766 r		10 530 r	89 r	1 236 r	11 r
2006-2007	10 673 r		9 397 r	88	1 276 r	12
2007-2008	11 239 r		9 929 r	88 r	1 310 r	12 r
2008-2009	10 283 r		8 932 r	87	1 351 r	13
2009-2010	9 922		8 590	87	1 332	13

1. Le « total » représente le nombre d'avocats assurant des services d'aide juridique à l'échelle du Canada, selon les déclarations des régimes d'aide juridique. Le ratio des avocats de pratique privée aux avocats salariés ne correspond pas nécessairement à la proportion du travail qui est accompli par chaque groupe.

2. Chiffres au 31 mars.

3. En Ontario, le nombre d'avocats de pratique privée comprend les avocats nommés d'office.

4. En 2009-2010, le nombre d'avocats et le nombre de non-avocats ont augmenté afin d'aider à régler le volume d'affaires traitées par la Cour de justice du Nunavut.

Note(s) : Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 21
Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	6 301	6 301	100		0	0
2006-2007	7 357	7 357	100		0	0
2007-2008	8 586	8 586	100		0	0
2008-2009	10 403	10 403	100		0	0
2009-2010	11 446	11 446	100		0	0
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	.	.	...		.	...
2006-2007	.	.	...		.	...
2007-2008	.	.	...		.	...
2008-2009	.	.	...		.	...
2009-2010	.	.	...		.	...
Nouvelle-Écosse¹						
2005-2006	12 058	10 564	88		1 494	12
2006-2007	13 569	12 164	90		1 405	10
2007-2008	15 868	14 299	90		1 569	10
2008-2009	16 002	14 628	91		1 374	9
2009-2010	18 774	17 318	92		1 456	8
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	18 339	18 189	99		150	1
2006-2007	19 370	19 222	99		148	1
2007-2008	22 321	20 421	91		1 900	9
2008-2009	20 693	18 805	91		1 888	9
2009-2010	..	..	...		..	...
Québec						
2005-2006	.	.	...		.	...
2006-2007	.	.	...		.	...
2007-2008	.	.	...		.	...
2008-2009	.	.	...		.	...
2009-2010	.	.	...		.	...
Ontario						
2005-2006	978 773	738 722	75		240 051	25
2006-2007	1 038 758	844 420	81		194 338	19
2007-2008	1 078 703	882 539	82		196 164	18
2008-2009	1 120 769	915 385	82		205 384	18
2009-2010	1 138 362	918 460	81		219 902	19
Manitoba						
2005-2006	38 803	..	...		..	...
2006-2007	40 850	30 243	74		10 607	26
2007-2008	42 487	39 407	93		3 080	7
2008-2009	39 979	37 762	94		2 217	6
2009-2010	38 664	36 423	94		2 241	6
Saskatchewan						
2005-2006	16 560	16 142	97		418	3
2006-2007	14 643	14 300	98		343	2
2007-2008	15 319	14 870	97		449	3
2008-2009	15 865	15 462	97		403	3
2009-2010	16 422	15 994	97		428	3
Alberta						
2005-2006	105 225	94 448	90		10 777	10
2006-2007	107 476	97 500	91		9 976	9
2007-2008	119 955	107 885	90		12 070	10
2008-2009	148 226	132 673	90		15 553	10
2009-2010	161 349	137 205	85		24 144	15
Colombie-Britannique						
2005-2006	95 498	75 720	79		19 778	21
2006-2007	104 152	82 024	79		22 128	21
2007-2008	104 419	81 146	78		23 273	22
2008-2009	108 593	81 497 ^r	75 ^r		27 096 ^r	25 ^r
2009-2010	118 310	86 573	73		31 737	27

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 21 – suite

Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2005-2006	1 429		1 364	95	65	5
2006-2007	1 797		1 740	97	57	3
2007-2008	2 030		1 954	96	76	4
2008-2009	1 691 r		1 625 r	96	66 r	4
2009-2010	2 062		2 007	97	55	3
Territoires du Nord-Ouest 2						
2005-2006	3 443		3 443	100	.	...
2006-2007	3 543		3 543	100	.	...
2007-2008	4 308		4 308	100	.	...
2008-2009	4 823		4 823	100	.	...
2009-2010	4 356		4 356	100	.	...
Nunavut 2						
2005-2006	4 714		4 688	99	26	1
2006-2007	4 623		4 623	100	0	0
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	14 902		14 902	100	0	0
2009-2010	..		..	...	..	...
Total						
2005-2006	1 281 143 r		...	...	...	...
2006-2007	1 356 138 r		1 117 136 r	82	239 002	18
2007-2008	1 413 996 r		1 175 415 r	83	238 581	17
2008-2009	1 501 946 r		1 247 965 r	83	253 981 r	17
2009-2010	1 509 745		1 229 782	81	279 963	19

1. La Nouvelle-Écosse déclare les services d'avocats nommés d'office en fonction du nombre de personnes qui ont reçu de l'aide plutôt que du nombre d'unités de services fournies. Le nombre total de services d'avocats nommés d'office pour les affaires criminelles ne comprend pas 140 services qui ont été offerts par téléphone par des avocats de service après les heures normales de bureau, car on n'a pas pu obtenir l'âge (pour déterminer s'il s'agissait d'adultes ou de jeunes) des personnes ayant reçu de l'aide dans le cas de ces services.

2. Les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services.

Note(s) : Les avocats nommés d'office assurent une aide juridique sans frais à des particuliers non représentés qui, dans bien des cas, sont sur le point de comparaître devant le tribunal. Les données représentent le nombre de fois où des avocats nommés d'office ont assuré des services. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 22
Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire criminelle et civile

	Total		Affaires criminelles				Affaires civiles				
	Total	nombre	Adultes		Jeunes		Total	Droit de la famille		Autres	
			pourcentage	nombre	pourcentage	nombre		pourcentage	nombre	pourcentage	
Terre-Neuve-et-Labrador											
2005-2006	6 301	6 301	5 190	82	1 111	18	0	0	...	0	...
2006-2007	7 357	7 357	6 110	83	1 247	17	0	0	...	0	...
2007-2008	8 586	8 586	7 204	84	1 382	16	0	0	...	0	...
2008-2009	10 403	10 403	9 022	87	1 381	13	0	0	...	0	...
2009-2010	11 446	11 446	10 339	90	1 107	10	0	0	...	0	...
Île-du-Prince-Édouard											
2005-2006	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2006-2007	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2007-2008	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2008-2009	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2009-2010	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse¹											
2005-2006	12 058	10 564	9 304	88	1 260	12	1 494	1 494	100	0	0
2006-2007	13 569	12 164	10 662	88	1 502	12	1 405	1 404	100	1	0
2007-2008	15 868	14 299	12 124	85	2 175	15	1 569	1 569	100	0	0
2008-2009	16 002	14 628	12 973	89	1 655	11	1 374	1 374	100	0	0
2009-2010	18 774	17 318	15 495	89	1 823	11	1 456	1 456	100	0	0
Nouveau-Brunswick											
2005-2006	18 339	18 189	16 031	88	2 158	12	150	150	100	0	0
2006-2007	19 370	19 222	17 208	90	2 014	10	148	148	100	0	0
2007-2008	22 321	20 421	18 275	89	2 146	11	1 900	1 900	100	0	0
2008-2009	20 693	18 805	16 884	90	1 921	10	1 888	1 888	100	0	0
2009-2010	..	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Québec											
2005-2006	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2006-2007	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2007-2008	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2008-2009	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2009-2010	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
Ontario											
2005-2006	978 773	738 722	647 502	88	91 220	12	240 051	174 889	73	65 162	27
2006-2007	1 038 758	844 420	742 631	88	101 789	12	194 338	163 719	84	30 619	16
2007-2008	1 078 703	882 539	778 882	88	103 657	12	196 164	168 966	86	27 198	14
2008-2009	1 120 769	915 385	809 713	88	105 672	12	205 384	177 906	87	27 478	13
2009-2010	1 138 362	918 460	812 157	88	106 303	12	219 902	192 311	87	27 591	13
Manitoba											
2005-2006	38 803	..	..	...	..	...	..	..	...	.	...
2006-2007	40 850	30 243	28 279	94	1 964	6	10 607	10 607	100	.	...
2007-2008	42 487	39 407	34 079	86	5 328	14	3 080	3 080	100	.	...
2008-2009	39 979	37 762	33 512	89	4 250	11	2 217	2 217	100	.	...
2009-2010	38 664	36 423	31 959	88	4 464	12	2 241	2 241	100	.	...
Saskatchewan											
2005-2006	16 560	16 142	13 762	85	2 380	15	418	3	1	415	99
2006-2007	14 643	14 300	12 395	87	1 905	13	343	6	2	337	98
2007-2008	15 319	14 870	12 922	87	1 948	13	449	3	1	446	99
2008-2009	15 865	15 462	13 517	87	1 945	13	403	5	1	398	99
2009-2010	16 422	15 994	14 132	88	1 862	12	428	8	2	420	98
Alberta											
2005-2006	105 225	94 448	81 628	86	12 820	14	10 777	5 687	53	5 090	47
2006-2007	107 476	97 500	85 138	87	12 362	13	9 976	4 895	49	5 081	51
2007-2008	119 955	107 885	94 097	87	13 788	13	12 070	6 390	53	5 680	47
2008-2009	148 226	132 673	113 290	85	19 383	15	15 553	9 434	61	6 119	39
2009-2010	161 349	137 205	116 208	85	20 997	15	24 144	13 248	55	10 896	45
Colombie-Britannique											
2005-2006	95 498	75 720	70 631	93	5 089	7	19 778	18 789	95	989	5
2006-2007	104 152	82 024	77 099	94	4 925	6	22 128	21 122	95	1 006	5
2007-2008	104 419	81 146	76 578	94	4 568	6	23 273	22 441	96	832	4
2008-2009	108 593	81 497 ^r	76 816 ^r	94	4 681	6	27 096 ^r	25 983	96 ^r	1 113 ^r	4 ^r
2009-2010	118 310	86 573	82 118	95	4 455	5	31 737	30 277	95	1 460	5
Yukon											
2005-2006	1 429	1 364	1 242	91	122	9	65	63	97	2	3
2006-2007	1 797	1 740	1 529	88	211	12	57	57	100	0	0
2007-2008	2 030	1 954	1 650	84	304	16	76	75	99	1	1
2008-2009	1 691 ^r	1 625 ^r	1 453 ^r	89	172 ^r	11	66 ^r	66 ^r	100	0	0
2009-2010	2 062	2 007	1 777	89	230	11	55	55	100	0	0

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 22 – suite

Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire criminelle et civile

	Total		Affaires criminelles				Affaires civiles				
	Total		Adultes		Jeunes		Total	Droit de la famille		Autres	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	
Territoires du Nord-Ouest²											
2005-2006	3 443	3 443	..	...	..	...	.	.	...	.	...
2006-2007	3 543	3 543	2 755	78	788	22	.	.	...	.	...
2007-2008	4 308	4 308	3 346	78	962	22	.	.	...	.	...
2008-2009	4 823	4 823	4 026	83	797	17	.	.	...	.	...
2009-2010	4 356	4 356	..	...	..	...	.	.	...	.	...
Nunavut²											
2005-2006	4 714	4 688	4 688	100	0	0	26	3	12	23	88
2006-2007	4 623	4 623	4 556	99	67	1	0	0	...	0	...
2007-2008	..	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2008-2009	14 902	14 902	11 212	75	3 690	25	0	0	...	0	...
2009-2010	..	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Total											
2005-2006	1 281 143 ^r	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2006-2007	1 356 138 ^r	1 117 136 ^r	988 362 ^r	88 ^r	128 774 ^r	12 ^r	239 002	201 958	85	37 044	15
2007-2008	1 413 996 ^r	1 175 415 ^r	1 039 157 ^r	88	136 258 ^r	12	238 581	204 424	86	34 157	14
2008-2009	1 501 946 ^r	1 247 965 ^r	1 102 418 ^r	88	145 547 ^r	12	253 981 ^r	218 873 ^r	86 ^r	35 108 ^r	14 ^r
2009-2010	1 509 745	1 229 782	..	...	..	...	...	...	...	...	...

1. La Nouvelle-Écosse déclare les services d'avocats nommés d'office en fonction du nombre de personnes qui ont reçu de l'aide plutôt que du nombre d'unités de services fournies.

2. Les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services.

Note(s) : Les avocats nommés d'office assurent une aide juridique sans frais à des particuliers non représentés qui, dans bien des cas, sont sur le point de comparaître devant le tribunal. Les données représentent le nombre de fois où des avocats nommés d'office ont assuré des services. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 23-1

Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Total

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
2009-2010	.	.	...	.	.	...
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	3	2	67	1	33	
2007-2008	6	6	100	..	..
2008-2009	..	..	...	..	..
2009-2010	..	..	...	..	..
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	120	54	45	66	55	
2006-2007	101	63	62	38	38	
2007-2008	82	68	83	14	17	
2008-2009	94	53	56	41	44	
2009-2010	79	55	70	24	30	
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	38	36	95	2	5	
2006-2007	48	37	77	11	23	
2007-2008	61	55	90	6	10	
2008-2009	34	30	88	4	12	
2009-2010	..	..	...	..	..
Québec						
2005-2006	1 225	614	50	611	50	
2006-2007	1 175	574	49	601	51	
2007-2008	1 078	514	48	564	52	
2008-2009	1 143	501	44	642	56	
2009-2010	1 088	507	47	581	53	
Ontario						
2005-2006	1 663	1 238	74	425	26	
2006-2007	1 318	629	48	689	52	
2007-2008	1 036	575	56	461	44	
2008-2009	2 436	1 356	56	1 080	44	
2009-2010	1 672	1 205	72	467	28	
Manitoba						
2005-2006	96	81	84	15	16	
2006-2007	96	71	74	25	26	
2007-2008	101	68	67	33	33	
2008-2009	88	71	81	17	19	
2009-2010	83	69	83	14	17	
Saskatchewan						
2005-2006	49	49	100	0	0	
2006-2007	41	41	100	0	0	
2007-2008	51	51	100	0	0	
2008-2009	50	50	100	0	0	
2009-2010	55	55	100	0	0	
Alberta						
2005-2006	738	613	83	125	17	
2006-2007	622	528	85	94	15	
2007-2008	597	370	62	227	38	
2008-2009	544	352	65	192	35	
2009-2010	536	337	63	199	37	
Colombie-Britannique						
2005-2006	1 016	617	61	399	39	
2006-2007	947	558	59	389	41	
2007-2008	1 012	543	54	469	46	
2008-2009	1 069	580	54	489	46	
2009-2010	966	522	54	444	46	

Tableau 23-1 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Total

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2005-2006	13		7	54	6	46
2006-2007	9		8	89	1	11
2007-2008	15		7	47	8	53
2008-2009	19		15	79	4	21
2009-2010	14		14	100	0	0
Territoires du Nord-Ouest						
2005-2006	.		.	...	.	...
2006-2007	.		.	...	.	...
2007-2008	.		.	...	.	...
2008-2009	.		.	...	.	...
2009-2010	.		.	...	.	...
Nunavut						
2005-2006	25		25	100	0	0
2006-2007	12		12	100	0	0
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	86		86	100	0	0
2009-2010	..		..	...	..	...
Total						
2005-2006	4 983		3 334	67	1 649	33
2006-2007	4 372		2 523	58	1 849	42
2007-2008	4 039		2 257	56	1 782	44
2008-2009	5 563		3 094	56	2 469	44
2009-2010	4 493		2 764	62	1 729	38

Note(s) : Il s'agit d'appels de décisions d'un tribunal d'instance inférieure ou d'un tribunal administratif, et non pas d'appels de demandes rejetées. Chaque dossier est compté, même si l'affaire peut avoir été traitée par le régime d'aide juridique dans le passé. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 23-2

Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Approuvés

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
2009-2010	.	.	...	.	.	...
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	3	2	67	1	33	
2007-2008	6	6	100	..	..
2008-2009	..	..	...	..	..
2009-2010	..	..	...	..	..
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	96	46	48	50	52	
2006-2007	87	54	62	33	38	
2007-2008	67	58	87	9	13	
2008-2009	83	48	58	35	42	
2009-2010	66	48	73	18	27	
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	24	23	96	1	4	
2006-2007	26	20	77	6	23	
2007-2008	32	28	88	4	13	
2008-2009	18	18	100	0	0	
2009-2010	..	..	...	..	..
Québec						
2005-2006	732	375	51	357	49	
2006-2007	763	392	51	371	49	
2007-2008	653	337	52	316	48	
2008-2009	705	337	48	368	52	
2009-2010	621	310	50	311	50	
Ontario						
2005-2006	1 425	1 052	74	373	26	
2006-2007	1 109	473	43	636	57	
2007-2008	861	432	50	429	50	
2008-2009	2 018	1 123	56	895	44	
2009-2010	1 446	1 033	71	413	29	
Manitoba						
2005-2006	96	81	84	15	16	
2006-2007	96	71	74	25	26	
2007-2008	101	68	67	33	33	
2008-2009	88	71	81	17	19	
2009-2010	83	69	83	14	17	
Saskatchewan						
2005-2006	34	34	100	0	0	
2006-2007	32	32	100	0	0	
2007-2008	45	45	100	0	0	
2008-2009	44	44	100	0	0	
2009-2010	51	51	100	0	0	
Alberta						
2005-2006	386	261	68	125	32	
2006-2007	343	249	73	94	27	
2007-2008	306	212	69	94	31	
2008-2009	306	223	73	83	27	
2009-2010	279	196	70	83	30	
Colombie-Britannique						
2005-2006	445	218	49	227	51	
2006-2007	475	227	48	248	52	
2007-2008	452	200	44	252	56	
2008-2009	418	205	49	213	51	
2009-2010	358	157	44	201	56	

Tableau 23-2 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Approuvés

	Total	Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage	nombre	pourcentage
Yukon					
2005-2006	11	7	64	4	36
2006-2007	6	6	100	0	0
2007-2008	7	6	86	1	14
2008-2009	9	7	78	2	22
2009-2010	5	5	100	0	0
Territoires du Nord-Ouest					
2005-2006	.	.	...	.	...
2006-2007	.	.	...	.	...
2007-2008	.	.	...	.	...
2008-2009	.	.	...	.	...
2009-2010	.	.	...	.	...
Nunavut					
2005-2006	25	25	100	0	0
2006-2007	12	12	100	0	0
2007-2008	..	..	...	..	...
2008-2009	86	86	100	0	0
2009-2010	..	..	...	..	...
Total					
2005-2006	3 274	2 122	65	1 152	35
2006-2007	2 952	1 538	52	1 414	48
2007-2008	2 530	1 392	55	1 138	45
2008-2009	3 775	2 162	57	1 613	43
2009-2010	2 909	1 869	64	1 040	36

Note(s) : Il s'agit d'appels de décisions d'un tribunal d'instance inférieure ou d'un tribunal administratif, et non pas d'appels de demandes rejetées. Chaque dossier est compté, même si l'affaire peut avoir été traitée par le régime d'aide juridique dans le passé. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 23-3

Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Rejetés

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
2009-2010	.	.	...	.	.	...
Île-du-Prince-Édouard						
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
2008-2009	.	.	...	.	.	...
2009-2010	.	.	...	.	.	...
Nouvelle-Écosse						
2005-2006	24	8	33	16	67	
2006-2007	14	9	64	5	36	
2007-2008	15	10	67	5	33	
2008-2009	11	5	45	6	55	
2009-2010	13	7	54	6	46	
Nouveau-Brunswick						
2005-2006	14	13	93	1	7	
2006-2007	22	17	77	5	23	
2007-2008	29	27	93	2	7	
2008-2009	16	12	75	4	25	
2009-2010	..	..	...	..	...
Québec						
2005-2006	493	239	48	254	52	
2006-2007	412	182	44	230	56	
2007-2008	425	177	42	248	58	
2008-2009	438	164	37	274	63	
2009-2010	467	197	42	270	58	
Ontario						
2005-2006	238	186	78	52	22	
2006-2007	209	156	75	53	25	
2007-2008	175	143	82	32	18	
2008-2009	418	233	56	185	44	
2009-2010	226	172	76	54	24	
Manitoba						
2005-2006	.	.	...	.	...
2006-2007	.	.	...	.	...
2007-2008	.	.	...	.	...
2008-2009	.	.	...	.	...
2009-2010	.	.	...	.	...
Saskatchewan						
2005-2006	15	15	100	0	0	
2006-2007	9	9	100	0	0	
2007-2008	6	6	100	0	0	
2008-2009	6	6	100	0	0	
2009-2010	4	4	100	0	0	
Alberta						
2005-2006	352	352	100	0	0	
2006-2007	279	279	100	0	0	
2007-2008	291	158	54	133	46	
2008-2009	238	129	54	109	46	
2009-2010	257	141	55	116	45	
Colombie-Britannique						
2005-2006	571	399	70	172	30	
2006-2007	472	331	70	141	30	
2007-2008	560	343	61	217	39	
2008-2009	651	375	58	276	42	
2009-2010	608	365	60	243	40	

Tableau 23-3 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Rejetés

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2005-2006	2		0	0	2	100
2006-2007	3		2	67	1	33
2007-2008	8		1	13	7	88
2008-2009	10		8	80	2	20
2009-2010	9		9	100	0	0
Territoires du Nord-Ouest						
2005-2006	.		.	...	.	...
2006-2007	.		.	...	.	...
2007-2008	.		.	...	.	...
2008-2009	.		.	...	.	...
2009-2010	.		.	...	.	...
Nunavut						
2005-2006	0		0	0	0	0
2006-2007	0		0	0	0	0
2007-2008	..		..	...	..	...
2008-2009	0		0	0	0	0
2009-2010	..		..	...	..	...
Total						
2005-2006	1 709		1 212	71	497	29
2006-2007	1 420		985	69	435	31
2007-2008	1 509		865	57	644	43
2008-2009	1 788		932	52	856	48
2009-2010	1 584		895	57	689	43

Note(s) : Il s'agit d'appels de décisions d'un tribunal d'instance inférieure ou d'un tribunal administratif, et non pas d'appels de demandes rejetées. Chaque dossier est compté, même si l'affaire peut avoir été traitée par le régime d'aide juridique dans le passé. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 24
Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Total	Terre-Neuve-et- Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
	nombre				
Terre-Neuve-et-Labrador					
2005-2006	25	...	0	8	1
2006-2007	24	...	0	7	2
2007-2008	13	...	0	6	0
2008-2009	13	...	0	0	3
2009-2010	24	...	0	5	1
Île-du-Prince-Édouard					
2005-2006	..	..	...	..	..
2006-2007	8	0	...	2	1
2007-2008	6	1	...	2	0
2008-2009	..	..	...	..	..
2009-2010	..	..	...	..	..
Nouvelle-Écosse					
2005-2006	39	4	3	...	4
2006-2007	38	5	0	...	4
2007-2008	32	2	0	...	8
2008-2009	43	4	1	...	4
2009-2010	51	6	0	...	7
Nouveau-Brunswick					
2005-2006	46	0	0	6	...
2006-2007	43	0	1	6	...
2007-2008	35	0	0	4	...
2008-2009	37	1	0	8	...
2009-2010	..	..	..	..	...
Québec					
2005-2006	129	1	0	5	16
2006-2007	148	4	0	3	13
2007-2008	117	3	0	1	15
2008-2009	142	0	1	6	9
2009-2010	122	3	0	4	7
Ontario					
2005-2006	496	24	4	41	15
2006-2007	269	17	3	26	4
2007-2008	466	28	0	33	9
2008-2009	307	2	0	21	2
2009-2010	397	22	4	46	11
Manitoba					
2005-2006	89	1	0	3	0
2006-2007	61	0	0	1	0
2007-2008	70	3	0	0	0
2008-2009	86	1	0	0	2
2009-2010	82	1	0	1	2
Saskatchewan					
2005-2006	60	0	0	1	0
2006-2007	63	1	0	0	0
2007-2008	68	1	0	0	0
2008-2009	70	0	0	2	0
2009-2010	70	1	0	1	0
Alberta					
2005-2006	242	7	0	10	5
2006-2007	209	9	1	7	1
2007-2008	214	13	2	13	4
2008-2009	264	12	0	18	4
2009-2010	211	11	2	17	4
Colombie-Britannique					
2005-2006	164	0	0	4	2
2006-2007	138	2	1	6	1
2007-2008	133	2	0	2	1
2008-2009	163	3	1	3	3
2009-2010	141	5	0	8	2

Tableau 24 – suite

Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Total	Terre-Neuve-et- Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
	nombre				
Yukon					
2005-2006	11	0	0	0	0
2006-2007	6	0	0	0	0
2007-2008	4	0	0	0	0
2008-2009	4	0	0	0	0
2009-2010	8	0	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest					
2005-2006	15	1	0	0	0
2006-2007	13	0	0	0	0
2007-2008	10	0	0	0	0
2008-2009	6	0	0	0	0
2009-2010	10	1	0	0	0
Nunavut					
2005-2006	3	0	0	0	0
2006-2007	5	0	0	0	0
2007-2008	..	..	..	..	..
2008-2009	3	0	0	0	0
2009-2010	..	..	..	..	..
Total					
2005-2006	1 319 ^r	38	7	78 ^r	43 ^r
2006-2007	1 025 ^r	38	6	58 ^r	26 ^r
2007-2008	1 168 ^r	53	2	61 ^r	37
2008-2009	1 138 ^r	23	3	58	27 ^r
2009-2010	1 116	50	6	82	34

Tableau 24 – suite

Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta
	nombre				
Terre-Neuve-et-Labrador					
2005-2006	2	6	1	0	5
2006-2007	2	7	0	0	6
2007-2008	0	3	0	0	3
2008-2009	0	5	0	0	5
2009-2010	0	12	2	0	3
Île-du-Prince-Édouard					
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	1	3	0	0	0
2007-2008	0	0	1	0	1
2008-2009	..	..	..	..	..
2009-2010	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse					
2005-2006	0	18	0	0	5
2006-2007	5	13	2	0	5
2007-2008	4	9	2	1	4
2008-2009	3	11	1	0	10
2009-2010	8	16	1	3	6
Nouveau-Brunswick					
2005-2006	22	13	0	0	3
2006-2007	10	14	0	1	6
2007-2008	15	10	1	1	3
2008-2009	15	9	0	0	4
2009-2010	..	..	..	..	..
Québec					
2005-2006	...	88	1	0	7
2006-2007	...	109	2	3	5
2007-2008	...	84	6	0	2
2008-2009	...	100	4	2	8
2009-2010	...	78	0	0	17
Ontario					
2005-2006	178	...	36	10	58
2006-2007	89	...	32	3	33
2007-2008	158	...	42	6	62
2008-2009	124	...	26	7	62
2009-2010	160	...	25	11	76
Manitoba					
2005-2006	2	19	...	26	28
2006-2007	1	11	...	16	22
2007-2008	4	19	...	12	20
2008-2009	5	28	...	19	18
2009-2010	4	21	...	24	16
Saskatchewan					
2005-2006	0	3	11	...	34
2006-2007	1	5	11	...	35
2007-2008	1	3	19	...	26
2008-2009	1	5	15	...	34
2009-2010	2	9	17	...	20
Alberta					
2005-2006	14	35	34	49	...
2006-2007	9	34	14	47	...
2007-2008	14	42	6	39	...
2008-2009	14	42	20	44	...
2009-2010	13	45	19	38	...

Tableau 24 – suite

Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta
	nombre				
Colombie-Britannique					
2005-2006	10	26	11	15	81
2006-2007	6	26	8	13	66
2007-2008	6	17	3	17	69
2008-2009	16	21	8	24	65
2009-2010	12	28	12	6	55
Yukon					
2005-2006	2	1	1	0	5
2006-2007	0	1	0	0	2
2007-2008	0	1	0	0	1
2008-2009	0	0	0	1	2
2009-2010	0	0	1	1	3
Territoires du Nord-Ouest					
2005-2006	1	0	1	0	10
2006-2007	0	1	0	1	9
2007-2008	0	0	0	1	7
2008-2009	0	2	0	1	2
2009-2010	0	1	0	0	5
Nunavut					
2005-2006	0	0	0	0	0
2006-2007	0	0	0	0	1
2007-2008	..	..	..	..	..
2008-2009	0	0	0	0	0
2009-2010	..	..	..	..	..
Total					
2005-2006	231 ^r	209 ^r	96 ^r	100	236 ^r
2006-2007	124 ^r	224 ^r	69	84	190 ^r
2007-2008	202	188 ^r	80	77	198 ^r
2008-2009	178	223 ^r	74	98	210 ^r
2009-2010	199	210	77	83	201

Tableau 24 – suite

Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Extérieur du Canada
	nombre				
Terre-Neuve-et-Labrador					
2005-2006	0	0	2	0	0
2006-2007	0	0	0	0	0
2007-2008	1	0	0	0	0
2008-2009	0	0	0	0	0
2009-2010	1	0	0	0	0
Île-du-Prince-Édouard					
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	1	0	0	0	0
2007-2008	1	0	0	0	0
2008-2009	..	..	..	..	..
2009-2010	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse					
2005-2006	3	0	2	0	0
2006-2007	4	0	0	0	0
2007-2008	1	0	1	0	0
2008-2009	8	0	1	0	0
2009-2010	3	0	0	1	0
Nouveau-Brunswick					
2005-2006	2	0	0	0	0
2006-2007	3	1	0	0	1
2007-2008	1	0	0	0	0
2008-2009	0	0	0	0	0
2009-2010	..	..	..	..	..
Québec					
2005-2006	9	2	0	0	0
2006-2007	8	0	0	1	0
2007-2008	5	0	0	1	0
2008-2009	11	0	1	0	0
2009-2010	11	0	0	2	0
Ontario					
2005-2006	45	2	4	2	77
2006-2007	21	1	1	0	39
2007-2008	41	2	1	1	83
2008-2009	53	5	2	3	0
2009-2010	31	4	4	3	0
Manitoba					
2005-2006	10	0	0	0	0
2006-2007	9	0	0	1	0
2007-2008	9	1	0	2	0
2008-2009	12	0	0	1	0
2009-2010	11	0	1	1	0
Saskatchewan					
2005-2006	11	0	0	0	0
2006-2007	9	0	1	0	0
2007-2008	17	0	0	0	1
2008-2009	12	0	0	0	1
2009-2010	18	0	0	0	2
Alberta					
2005-2006	76	5	7	0	0
2006-2007	77	6	4	0	0
2007-2008	71	3	7	0	0
2008-2009	100	1	7	2	0
2009-2010	57	2	3	0	0
Colombie-Britannique					
2005-2006	...	6	3	0	6
2006-2007	...	3	4	1	1
2007-2008	...	7	2	3	4
2008-2009	...	4	1	0	14
2009-2010	...	4	1	0	8

Tableau 24 – suite

Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Extérieur du Canada
	nombre				
Yukon					
2005-2006	2	...	0	0	0
2006-2007	2	...	1	0	0
2007-2008	1	...	1	0	0
2008-2009	1	...	0	0	0
2009-2010	0	...	3	0	0
Territoires du Nord-Ouest					
2005-2006	0	1	...	1	0
2006-2007	0	2	...	0	0
2007-2008	0	0	...	2	0
2008-2009	1	0	...	0	0
2009-2010	0	1	...	2	0
Nunavut					
2005-2006	0	0	3	...	0
2006-2007	1	1	2	...	0
2007-2008	..	..	..	...	..
2008-2009	0	0	3	...	0
2009-2010	..	..	..	...	..
Total					
2005-2006	158	16	21 ^r	3	83
2006-2007	135	14	13	3	41
2007-2008	148 ^r	13	12	9	88
2008-2009	198	10	15	6	15
2009-2010	132	11	12	9	10

Note(s) : L'Accord interprovincial de réciprocité représente l'accord non officiel entre les régimes d'aide juridique au Canada pour traiter les dossiers civils de non-résidents. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 25
Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Expéditeur) Province ou territoire et année	(Destinataire) Province ou territoire				
	Total	Terre-Neuve-et- Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
	nombre				
Terre-Neuve-et-Labrador					
2005-2006	18	...	0	4	0
2006-2007	31	...	0	4	0
2007-2008	23	...	1	2	0
2008-2009	23	...	0	3	2
2009-2010	28	...	0	6	0
Île-du-Prince-Édouard					
2005-2006	..	..	...	..	..
2006-2007	5	0	...	0	1
2007-2008	3	0	...	0	0
2008-2009	..	..	...	..	..
2009-2010	..	..	...	..	..
Nouvelle-Écosse					
2005-2006	71	9	3	...	6
2006-2007	63	8	2	...	5
2007-2008	56	9	2	...	4
2008-2009	68	2	2	...	10
2009-2010	104	7	6	...	15
Nouveau-Brunswick					
2005-2006	38	2	3	4	...
2006-2007	29	3	0	4	...
2007-2008	33	1	0	8	...
2008-2009	24	2	0	4	...
2009-2010	..	..	..	..	...
Québec					
2005-2006	174	3	0	0	24
2006-2007	154	2	0	5	9
2007-2008	188	1	0	5	18
2008-2009	180	1	3	5	17
2009-2010	182	1	0	6	16
Ontario					
2005-2006	365	17	1	34	12
2006-2007	218	6	3	18	14
2007-2008	358	12	4	26	16
2008-2009	305	9	1	22	13
2009-2010	327	18	1	29	10
Manitoba					
2005-2006	89	1	0	0	0
2006-2007	72	0	0	2	0
2007-2008	56	0	1	3	1
2008-2009	64	0	0	1	0
2009-2010	77	1	0	1	0
Saskatchewan					
2005-2006	84	0	1	0	0
2006-2007	96	0	0	0	1
2007-2008	81	2	0	1	1
2008-2009	96	0	0	0	0
2009-2010	91	0	0	3	1
Alberta					
2005-2006	259	10	0	9	4
2006-2007	225	8	0	6	7
2007-2008	183	5	1	5	4
2008-2009	256	8	0	15	5
2009-2010	186	5	1	6	7
Colombie-Britannique					
2005-2006	243	3	0	11	2
2006-2007	230	2	1	5	4
2007-2008	245	2	1	2	2
2008-2009	254	1	0	7	1
2009-2010	230	1	1	7	3

Tableau 25 – suite

Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Expéditeur) Province ou territoire et année	(Destinataire) Province ou territoire				
	Total	Terre-Neuve-et- Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
	nombre				
Yukon					
2005-2006	15	0	0	0	0
2006-2007	22	2	0	0	1
2007-2008	10	0	0	0	0
2008-2009	9	0	0	0	0
2009-2010	11	0	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest					
2005-2006	14	1	0	1	0
2006-2007	8	0	0	0	0
2007-2008	14	0	0	1	0
2008-2009	11	0	0	1	0
2009-2010	10	0	0	0	0
Nunavut					
2005-2006	2	0	0	0	0
2006-2007	3	0	0	0	0
2007-2008	..	..	..	..	..
2008-2009	8	0	0	0	0
2009-2010	..	..	..	..	..
Total					
2005-2006	1 372 ^r	46	8	63 ^r	48
2006-2007	1 156 ^r	31	6	44 ^r	42
2007-2008	1 250 ^r	32	10 ^r	53 ^r	46
2008-2009	1 298 ^r	24 ^r	6	58 ^r	48 ^r
2009-2010	1 246	33	9	58	52

Tableau 25 – suite

Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Expéditeur) Province ou territoire et année	(Destinataire) Province ou territoire				
	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta
	nombre				
Terre-Neuve-et-Labrador					
2005-2006	0	9	0	1	3
2006-2007	3	14	0	0	7
2007-2008	1	7	2	1	9
2008-2009	0	8	1	0	7
2009-2010	2	7	0	1	8
Île-du-Prince-Édouard					
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	0	2	0	0	1
2007-2008	0	1	0	0	2
2008-2009	..	..	..	..	..
2009-2010	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse					
2005-2006	7	26	2	1	10
2006-2007	3	31	1	0	8
2007-2008	2	23	0	0	14
2008-2009	4	27	0	2	17
2009-2010	5	39	1	0	21
Nouveau-Brunswick					
2005-2006	15	7	0	0	5
2006-2007	14	5	0	0	2
2007-2008	13	6	0	0	4
2008-2009	9	4	1	0	3
2009-2010	..	..	..	..	..
Québec					
2005-2006	...	120	4	0	9
2006-2007	...	115	2	1	13
2007-2008	...	131	4	1	21
2008-2009	...	118	5	2	13
2009-2010	...	125	2	2	15
Ontario					
2005-2006	133	...	43	9	63
2006-2007	95	...	18	4	35
2007-2008	153	...	31	7	61
2008-2009	117	...	36	6	66
2009-2010	92	...	35	8	78
Manitoba					
2005-2006	1	27	...	13	31
2006-2007	2	31	...	11	13
2007-2008	3	19	...	19	6
2008-2009	4	19	...	13	19
2009-2010	0	24	...	18	22
Saskatchewan					
2005-2006	1	6	23	...	42
2006-2007	4	3	21	...	53
2007-2008	0	9	15	...	40
2008-2009	2	7	19	...	46
2009-2010	0	8	24	...	48
Alberta					
2005-2006	9	40	36	50	...
2006-2007	6	49	33	32	...
2007-2008	4	39	19	28	...
2008-2009	9	71	18	40	...
2009-2010	17	50	16	21	...

Tableau 25 – suite

Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Expéditeur) Province ou territoire et année	(Destinataire) Province ou territoire				
	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta
	nombre				
Colombie-Britannique					
2005-2006	14	50	16	13	122
2006-2007	12	46	20	12	120
2007-2008	7	54	19	22	128
2008-2009	12	65	16	18	131
2009-2010	22	31	19	22	119
Yukon					
2005-2006	1	1	0	0	5
2006-2007	0	3	0	0	6
2007-2008	0	4	0	0	2
2008-2009	0	2	0	0	3
2009-2010	0	2	0	0	3
Territoires du Nord-Ouest					
2005-2006	0	1	0	0	7
2006-2007	0	0	0	1	2
2007-2008	0	3	0	0	6
2008-2009	1	1	0	0	8
2009-2010	0	1	1	0	4
Nunavut					
2005-2006	0	1	0	0	0
2006-2007	0	0	3	0	0
2007-2008	..	..	..	..	..
2008-2009	0	2	3	0	0
2009-2010	..	..	..	..	..
Total					
2005-2006	181	288 ^r	124	87 ^r	297 ^r
2006-2007	139 ^r	299 ^r	98	61	260 ^r
2007-2008	183 ^r	296 ^r	90 ^r	78 ^r	293 ^r
2008-2009	158	324 ^r	99 ^r	81	313 ^r
2009-2010	138	287	98	72	318

Tableau 25 – suite

Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Expéditeur) Province ou territoire et année	(Destinataire) Province ou territoire				
	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Extérieur du Canada
	nombre				
Terre-Neuve-et-Labrador					
2005-2006	0	0	1	0	0
2006-2007	2	0	1	0	0
2007-2008	0	0	0	0	0
2008-2009	1	0	1	0	0
2009-2010	3	0	0	1	0
Île-du-Prince-Édouard					
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	1	0	0	0	0
2007-2008	0	0	0	0	0
2008-2009	..	..	..	..	..
2009-2010	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse					
2005-2006	7	0	0	0	0
2006-2007	5	0	0	0	0
2007-2008	2	0	0	0	0
2008-2009	3	0	0	1	0
2009-2010	9	0	1	0	0
Nouveau-Brunswick					
2005-2006	2	0	0	0	0
2006-2007	1	0	0	0	0
2007-2008	1	0	0	0	0
2008-2009	1	0	0	0	0
2009-2010	..	..	..	..	..
Québec					
2005-2006	12	2	0	0	0
2006-2007	7	0	0	0	0
2007-2008	7	0	0	0	0
2008-2009	15	0	1	0	0
2009-2010	15	0	0	0	0
Ontario					
2005-2006	50	2	1	0	0
2006-2007	24	0	1	0	0
2007-2008	43	2	2	1	0
2008-2009	32	1	2	0	0
2009-2010	49	0	3	4	0
Manitoba					
2005-2006	11	1	2	1	1
2006-2007	11	0	0	2	0
2007-2008	4	0	0	0	0
2008-2009	8	0	0	0	0
2009-2010	10	1	0	0	0
Saskatchewan					
2005-2006	11	0	0	0	0
2006-2007	13	0	1	0	0
2007-2008	13	0	0	0	0
2008-2009	21	1	0	0	0
2009-2010	6	1	0	0	0
Alberta					
2005-2006	85	7	9	0	0
2006-2007	71	1	12	0	0
2007-2008	71	1	6	0	0
2008-2009	81	3	4	2	0
2009-2010	55	2	5	1	0
Colombie-Britannique					
2005-2006	...	4	2	0	6
2006-2007	...	5	0	0	3
2007-2008	...	2	2	0	4
2008-2009	...	2	0	0	1
2009-2010	...	2	0	0	3

Tableau 25 – suite

Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Expéditeur) Province ou territoire et année	(Destinataire) Province ou territoire				
	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Extérieur du Canada
nombre					
Yukon					
2005-2006	6	...	2	0	0
2006-2007	6	...	3	1	0
2007-2008	4	...	0	0	0
2008-2009	4	...	0	0	0
2009-2010	5	...	1	0	0
Territoires du Nord-Ouest					
2005-2006	2	0	...	2	0
2006-2007	3	1	...	1	0
2007-2008	2	1	...	1	0
2008-2009	0	0	...	0	0
2009-2010	1	3	...	0	0
Nunavut					
2005-2006	0	0	1	...	0
2006-2007	0	0	0	...	0
2007-2008	..	..	..	...	..
2008-2009	1	0	1	...	1
2009-2010	..	..	..	...	..
Total					
2005-2006	186	16	18 ^r	3	7
2006-2007	144 ^r	7	18 ^r	4	3
2007-2008	147	6	10	2	4
2008-2009	167 ^r	7	9 ^r	3	2
2009-2010	153	9	10	6	3

Note(s) : L'Accord interprovincial de réciprocité représente l'accord non officiel entre les régimes d'aide juridique au Canada pour traiter les dossiers civils de non-résidents. Pour obtenir plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 26
Estimations démographiques, Canada, provinces et territoires

	Population ¹
	en milliers
Terre-Neuve-et-Labrador	
2005-2006	514,4
2006-2007	510,3
2007-2008	506,5
2008-2009	506,4 r
2009-2010	508,9
Île-du-Prince-Édouard	
2005-2006	138,1
2006-2007	137,9
2007-2008	138,1
2008-2009	139,5 r
2009-2010	141,0
Nouvelle-Écosse	
2005-2006	937,9
2006-2007	938,0
2007-2008	935,9
2008-2009	936,6 r
2009-2010	938,2
Nouveau-Brunswick	
2005-2006	748,0
2006-2007	745,7
2007-2008	745,6 r
2008-2009	747,1 r
2009-2010	749,5
Québec	
2005-2006	7 581,9
2006-2007	7 631,6
2007-2008	7 687,1 r
2008-2009	7 753,5 r
2009-2010	7 828,9
Ontario	
2005-2006	12 528,5
2006-2007	12 665,3
2007-2008	12 794,7 r
2008-2009	12 936,3 r
2009-2010	13 069,2
Manitoba	
2005-2006	1 178,3
2006-2007	1 184,0
2007-2008	1 193,9 r
2008-2009	1 206,1 r
2009-2010	1 222,0
Saskatchewan	
2005-2006	993,6
2006-2007	992,1
2007-2008	1 000,1 r
2008-2009	1 013,6 r
2009-2010	1 030,1
Alberta	
2005-2006	3 322,2
2006-2007	3 421,3
2007-2008	3 513,1 r
2008-2009	3 595,9 r
2009-2010	3 687,7
Colombie-Britannique	
2005-2006	4 196,8
2006-2007	4 243,6
2007-2008	4 309,5 r
2008-2009	4 383,8 r
2009-2010	4 455,2

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 26 – suite

Estimations démographiques, Canada, provinces et territoires

		Population ¹
		milliers
Yukon		
2005-2006		31,9
2006-2007		32,3
2007-2008		32,6
2008-2009		33,2 r
2009-2010		33,7
Territoires du Nord-Ouest		
2005-2006		43,4
2006-2007		43,2
2007-2008		43,5
2008-2009		43,7 r
2009-2010		43,4
Nunavut		
2005-2006		30,3
2006-2007		30,8
2007-2008		31,3
2008-2009		31,6 r
2009-2010		32,2
Total		
2005-2006		32 245,2
2006-2007		32 576,1
2007-2008		32 932,0 r
2008-2009		33 327,3 r
2009-2010		33 739,9

1. Chiffres de population au 1^{er} juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2005 et 2006; estimations postcensitaires mises à jour pour 2007 et 2008; et estimations postcensitaires provisoires pour 2009.

Source(s) : Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie.

Tableau 27
Indice des prix à la consommation, Canada, provinces et territoires

	Indice des prix à la consommation
	2002 = 100
	indice
Terre-Neuve-et-Labrador	
2005-2006	107,6
2006-2007	109,5
2007-2008	111,1
2008-2009	114,3
2009-2010	114,6
Île-du-Prince-Édouard	
2005-2006	109,1
2006-2007	111,6
2007-2008	113,6
2008-2009	117,5
2009-2010	117,3
Nouvelle-Écosse	
2005-2006	108,2
2006-2007	110,4
2007-2008	112,5
2008-2009	115,9
2009-2010	115,7
Nouveau-Brunswick	
2005-2006	107,4
2006-2007	109,2
2007-2008	111,3
2008-2009	113,2
2009-2010	113,5
Québec	
2005-2006	106,9
2006-2007	108,7
2007-2008	110,4
2008-2009	112,7
2009-2010	113,4
Ontario	
2005-2006	106,9
2006-2007	108,8
2007-2008	110,8
2008-2009	113,3
2009-2010	113,7
Manitoba	
2005-2006	106,6
2006-2007	108,7
2007-2008	110,9
2008-2009	113,4
2009-2010	114,1
Saskatchewan	
2005-2006	106,9
2006-2007	109,1
2007-2008	112,2
2008-2009	115,9
2009-2010	117,1
Alberta	
2005-2006	108,1
2006-2007	112,3
2007-2008	117,9
2008-2009	121,6
2009-2010	121,5

Tableau 27 – suite

Indice des prix à la consommation, Canada, provinces et territoires

	Indice des prix à la consommation 2002 = 100
	indice
Colombie-Britannique	
2005-2006	106,3
2006-2007	108,1
2007-2008	110,0
2008-2009	112,3
2009-2010	112,3
Yukon	
2005-2006	105,3
2006-2007	106,8
2007-2008	109,5
2008-2009	113,4
2009-2010	113,8
Territoires du Nord-Ouest	
2005-2006	106,5
2006-2007	107,7
2007-2008	110,8
2008-2009	115,2
2009-2010	115,9
Nunavut	
2005-2006	102,9
2006-2007	104,6
2007-2008	107,9
2008-2009	110,4
2009-2010	112,6
Total	
2005-2006	107,0
2006-2007	109,1
2007-2008	111,5
2008-2009	114,1
2009-2010	114,4

Source(s) : Statistique Canada, *L'Indice des prix à la consommation*, produit n° 62-001-XIF au catalogue. Année de base 2002 = 100.

Méthodes

L'Enquête sur l'aide juridique est une enquête annuelle qui a été menée pour la première fois en 1983-1984. Les données sont recueillies au moyen d'un questionnaire d'enquête envoyé aux 13 régimes d'aide juridique du Canada. L'enquête fournit à la communauté juridique, au milieu universitaire et au public de l'information sur les recettes, les dépenses, le personnel et la charge de travail associés à la prestation et à l'administration de l'aide juridique au Canada.

Il est important de remarquer que le champ d'observation de l'enquête comporte certaines limites. En 2009-2010, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard n'ont pu fournir de données. Par ailleurs, certains régimes d'aide juridique ne sont pas en mesure de déclarer tous les éléments de données recueillis par l'enquête. En raison de l'absence de certaines données, il est difficile d'établir des comparaisons directes entre les secteurs de compétence ou de présenter un aperçu vraiment national de l'aide juridique au Canada.

La majeure partie des données figurant dans la présente publication ont été recueillies au moyen de l'Enquête sur l'aide juridique. Cependant, les données sur les contributions financières des gouvernements provinciaux et territoriaux ont été obtenues des ministères chargés des questions de justice compétents. Le ministère de la Justice Canada a déclaré les données sur les contributions fédérales à l'aide juridique en matière criminelle.

Les chiffres par habitant sont fondés sur des estimations de population fournies par la Division de la démographie de Statistique Canada. Il s'agit des populations au 1^{er} juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2005 et 2006; estimations postcensitaires mises à jour pour 2007 et 2008; et estimations postcensitaires provisoires pour 2009 (tableau 26).

Pour corriger les données en fonction de l'inflation, on a calculé les chiffres en dollars constants de 2002-2003 en se fondant sur l'Indice des prix à la consommation selon l'année de base 2002 = 100 (voir *L'indice des prix à la consommation*, produit n° 62-001-X au catalogue de Statistique Canada, août 2010, tableau 8-2).

Appendice I

Glossaire

L'**Accord interprovincial de réciprocité** désigne l'accord officieux intervenu entre les régimes d'aide juridique du Canada pour le traitement des dossiers civils mettant en cause des non-résidents. En vertu de cet accord, les particuliers qui désirent obtenir des services d'aide juridique doivent en faire la demande dans leur province ou territoire de résidence plutôt que dans la province ou le territoire où le recours judiciaire sera déposé. Une demande approuvée est ensuite transmise au régime qui doit assurer la prestation des services d'aide juridique. Par **dossiers reçus**, on entend les demandes d'aide juridique en matière civile que d'autres régimes provinciaux ou territoriaux ont approuvées et transmises au régime aux fins de service. Par **dossiers transmis**, on entend les demandes d'aide juridique en matière civile que le régime a approuvées et transmises à d'autres régimes provinciaux ou territoriaux aux fins de service.

Les **adultes** désignent les personnes de 18 ans et plus.

Les **affaires provinciales et territoriales** désignent les infractions aux lois provinciales ou territoriales ainsi que les infractions aux règlements municipaux.

Les **affaires relevant du droit de la famille** désignent les affaires liées au divorce, à la séparation, aux pensions alimentaires, aux droits de garde et de visite, à la médiation, à la tutelle et à la protection de l'enfance, à l'adoption, au changement de nom ainsi que toute autre affaire de cette nature.

Par **appel**, on entend un appel interjeté par suite d'une décision rendue par un tribunal d'instance inférieure ou par un tribunal administratif, et non un appel interjeté par suite du rejet d'une demande. Chaque demande est comptée même s'il se peut que l'affaire en cause ait été traitée par le régime dans le passé.

Les **autres affaires civiles** désignent toutes les affaires relevant du droit civil, mais non du droit de la famille, comme les affaires litigieuses entre locataires et propriétaires, les demandes d'indemnisation des accidentés du travail, les questions relatives au Régime de pensions du Canada, les affaires concernant l'aide sociale et la protection des consommateurs, les appels concernant les prestations d'assurance-emploi, les forclusions et les faillites.

Les **autres dépenses** désignent les sommes engagées par le régime au chapitre des fonctions ne faisant partie d'aucune autre catégorie de dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations).

Les **autres employés** désignent les personnes dont les fonctions principales ne comprennent pas la prestation de conseils juridiques ou de services de représentation directe des clients; il peut s'agir notamment d'avocats qui accomplissent des fonctions administratives, de stagiaires, de comptables, de bibliothécaires, d'étudiants en droit, d'employés de bureau, d'employés affectés à l'information du public et d'employés affectés aux recherches juridiques.

Par **autres raisons**, on entend toute raison autre que l'inadmissibilité financière invoquée pour rejeter une demande. Ces raisons peuvent inclure les suivantes : motifs liés à l'applicabilité, mérite insuffisant, non-conformité ou abus.

Les **autres recettes** ont trait aux recettes qui ne figurent pas dans les autres catégories de recettes. La catégorie « autres recettes » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes liées à la recherche et les intérêts gagnés en général.

La **contribution des provinces et territoires** désigne les sommes versées par les provinces et les territoires aux régimes d'aide juridique.

La **contribution fédérale à l'aide juridique en matière criminelle** désigne les fonds accordés par le ministère de la Justice Canada.

Les **contributions d'avocats** désignent les sommes reçues des avocats autres que les intérêts des comptes en fiducie déclarés séparément.

Les **contributions de clients** désignent les montants reçus des bénéficiaires d'aide juridique, y compris les cotisations fixes des utilisateurs.

Les **contributions gouvernementales** sont les montants déclarés par les régimes d'aide juridique qui représentent les fonds fédéraux, provinciaux et territoriaux alloués aux régimes par l'intermédiaire de l'administration provinciale ou territoriale. Une répartition détaillée des contributions fédérales versées en vertu des ententes fédérales-provinciales ou fédérales-territoriales de partage des frais à l'aide juridique en matière criminelle pour les adultes, à l'aide juridique pour les jeunes et à l'aide juridique en matière civile n'est pas fournie à l'Enquête sur l'aide juridique, puisque les fonds sont en général versés au Trésor de la province ou du territoire et non pas directement aux régimes.

Par **demande**, on entend une demande officielle présentée par écrit par une personne qui fait appel à un bureau d'aide juridique pour obtenir de l'aide. Quand les données sont totalisées, le nombre total de demandes représente le nombre de demandes de services sommaires et de services complets, plutôt que le nombre de personnes qui demandent de l'aide. Les demandes d'aide officielles sont enregistrées sur le formulaire d'inscription utilisé par le bureau d'aide juridique. Les affaires connexes mentionnées au moment de la prise de contact avec le bureau figurent sur la même demande, que les clients soient tenus ou non de comparaître en cour. Si une affaire (autre qu'un appel) ayant trait à la demande initiale est instruite à une date ultérieure, il n'y a pas lieu de remplir une nouvelle demande. Les demandes relatives aux affaires criminelles et les demandes relatives aux affaires civiles font l'objet d'un compte distinct. Le nombre total de demandes déclarées pour l'exercice financier englobe toutes les demandes présentées au cours de cette période, quelle que soit la date à laquelle la demande a été approuvée ou rejetée. Le compte exclut les demandes relatives aux services des avocats nommés d'office.

Par **demande de services complets approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le demandeur peut recevoir des services d'aide juridique. Une fois qu'une demande de services complets a été approuvée, on ne peut la compter ultérieurement comme une demande de services sommaires même si, dans certains cas, relativement peu de services sont nécessaires pour répondre à la demande. On compte le nombre d'unités de services plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants n'englobent ni les services sommaires (y compris les avis juridiques écrits), ni les services d'avocats nommés d'office.

Par **demande de services sommaires approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de conseils juridiques, de renseignements ou de tout autre genre de service de base dans le cadre d'une entrevue officielle. Ces services peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Sont exclues les demandes de renseignements présentées à la réception du bureau d'aide juridique ou les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne d'assistance). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites sont comptées. On n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. On ne compte pas les demandes de services étendus (services complets) dont le rejet a entraîné la prestation de services sommaires. De même, on ne tient pas compte des demandes de services complets approuvées ayant donné lieu ultérieurement à la prestation de services sommaires, ni des services offerts par les avocats nommés d'office. On compte le nombre d'unités de services fournies plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services.

Par **demande rejetée**, on entend toute demande officielle d'aide juridique présentée par écrit, à l'égard de laquelle on a refusé de fournir des services juridiques. Le compte de ces demandes inclut les demandes à l'égard desquelles on a refusé d'accorder tout service, ainsi que les demandes de services complets rejetées pour lesquelles on a approuvé des services sommaires. Une demande peut être rejetée, portée en appel et rejetée de nouveau. Seul le rejet initial est compté. Les raisons du rejet sont issues des restrictions imposées par la loi et la politique. S'il y a deux raisons de rejeter une demande, la plus importante est considérée comme la raison principale.

Les **dépenses** désignent les sommes brutes réelles engagées par le régime au cours de l'exercice financier. Les dépenses engagées pour le compte du régime par d'autres organismes sont exclues. Le total des dépenses est

égal à la somme des dépenses au chapitre des services juridiques directs, des autres programmes et des services administratifs centraux ainsi que de toute autre dépense.

Les **dépenses au chapitre de l'information du public** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) englobent les dépenses relatives à la publicité ainsi qu'aux programmes de droit préventif et de sensibilisation.

Les **dépenses au chapitre des autres programmes** comprennent les montants consacrés aux projets externes, aux activités de recherche juridique, à l'information du public en matière de droit et à des subventions accordées à d'autres programmes.

Les **dépenses au chapitre des services administratifs centraux** comprennent les sommes engagées par l'administration centrale et les bureaux qui n'emploient pas de personnel pour conseiller et représenter les clients.

Les **dépenses directes au chapitre des services juridiques** désignent la somme de tous les montants versés à des cabinets d'avocats de pratique privée et les coûts afférents à la prestation des services juridiques assurés par le personnel du régime. Ces dépenses comprennent les sommes versées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces chiffres comprennent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d. les traitements des employés, les avantages sociaux et les frais généraux). Les dépenses des services administratifs centraux et les autres dépenses du régime sont exclues.

Les **dépenses directes au chapitre des services juridiques assurés par le personnel du régime** désignent les sommes dépensées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation par le personnel du régime à des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces montants englobent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d. les traitements des employés, les avantages sociaux et les frais généraux). Ces dépenses comprennent notamment les traitements et les avantages sociaux du personnel professionnel et du personnel de soutien, ainsi que les débours juridiques et les frais généraux des bureaux d'aide juridique directe. Les frais généraux connexes incluent le coût des fournitures et du matériel de bureau ainsi que les dépenses liées à l'entretien, les conférences, les réunions, les cotisations, les loyers, etc. Les dépenses au chapitre des services administratifs centraux et les autres dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations) sont exclues.

Les **dépenses relatives aux cabinets d'avocats de pratique privée** englobent les honoraires et les débours, ainsi que certains autres frais (p. ex. les frais de déplacement) engagés par les avocats de pratique privée aux fins de la prestation de services juridiques à des clients de l'aide juridique.

Les **dépenses relatives aux projets externes** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) désignent les montants consacrés par le régime à des projets mis en oeuvre à l'extérieur du régime (p. ex. dans des centres de consultation universitaires). Il est à noter que le financement des centres de consultation communautaires est exclu de ces frais.

Les **dépenses relatives aux recherches juridiques** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) désignent les montants dépensés par le régime pour effectuer des recherches sur des questions juridiques. Ces dépenses excluent les frais engagés pour l'entretien des bibliothèques.

Par **inadmissibilité financière**, on entend le refus d'accepter une demande d'aide juridique en raison de renseignements d'ordre financier divulgués par l'intéressé sur ses revenus, ses avoirs et ses dettes.

Conformément aux lois fédérales et provinciales, les **jeunes** désignent les personnes de 12 ans et plus, mais de moins de 18 ans. Cependant, deux provinces (l'Ontario et la Nouvelle-Écosse) ont établi à 15 ans l'âge maximal pour la plupart des affaires relevant de la compétence de la province ou des municipalités.

Des demandes peuvent être rejetées pour **mérite insuffisant** si la nature du cas ou le manque de sérieux de l'affaire ne justifie pas la prestation de services d'aide juridique.

Le **nombre d'avocats de pratique privée ayant assuré la prestation de services** comprend les avocats de pratique privée, membres du barreau, qui ont réellement fourni des services juridiques et présenté une demande

d'honoraires au régime au cours de l'exercice financier. Le nombre de membres actifs d'un barreau comprend le nombre total d'avocats assurés et accrédités pour exercer leur profession dans le secteur de compétence. Les avocats au service d'une administration publique ou membres du personnel de l'aide juridique sont exclus. Les notaires sont inclus dans le total fourni.

Le rejet d'une demande d'aide juridique pour **non-conformité ou abus** est fondé sur la façon dont le demandeur a utilisé ou utilise actuellement le régime. La demande peut être rejetée parce que des services similaires ont déjà été rendus; parce que les services demandés constituent un recours abusif à la voie judiciaire; ou parce que le demandeur refuse de collaborer avec l'avocat de l'aide juridique.

Par **personnel affecté à l'information du public** (compris dans les autres employés), on entend les personnes qui, à l'intérieur d'un domaine déterminé, sont chargées de programmes de droit préventif ou de sensibilisation, ou de la publicité.

Par **personnel affecté aux recherches juridiques** (compris dans les autres employés), on entend les personnes qui, au sein d'un domaine déterminé, effectuent des recherches sur des questions juridiques. Cette catégorie exclut les personnes affectées aux bibliothèques des régimes.

Par **personnel affecté aux services juridiques directs**, on entend les personnes dont les fonctions principales consistent à conseiller ou à représenter les clients. Les notaires sont comptés avec les avocats salariés, tandis que les techniciens judiciaires sont comptés avec les non-avocats.

Les demandes rejetées pour des **raisons liées à l'applicabilité** sont refusées parce que le régime d'aide juridique n'offre pas de services pour les affaires de ce genre.

Par **recettes**, on entend tous les montants reçus directement par le régime d'aide juridique au cours de l'exercice financier. Les fonds versés par les organismes extérieurs au régime pour des projets précis ne sont pas considérés comme des recettes.

Par **recouvrements de coûts**, on entend les coûts qu'on a ordonnés aux parties de payer ou qu'elles ont accepté de payer. Cette catégorie inclut les montants recouverts à la suite d'un jugement, d'une décision ou d'un règlement.

Les **ressources en personnel** représentent le nombre réel d'employés du régime au 31 mars. Ces données sont ventilées selon deux catégories : soit le genre de service offert et le genre d'employé. Les employés faisant partie de l'effectif des régimes sont répartis en deux catégories : les avocats et les non-avocats. Les avocats salariés désignent les avocats qui sont embauchés par le régime d'aide juridique et qui travaillent au bureau de l'aide juridique. Les salaires de ces employés sont versés par le régime.

Par **services d'avocats nommés d'office**, on entend les services juridiques assurés sans frais par un avocat à un endroit autre qu'un bureau d'aide juridique et pour lesquels le bénéficiaire n'a pas présenté de demande écrite. Les personnes dont la cause est instruite par un tribunal itinérant reçoivent habituellement les services d'avocats nommés d'office. C'est la raison pour laquelle les services relatifs aux causes instruites par les tribunaux itinérants sont comptés avec les services d'avocats nommés d'office plutôt qu'avec les demandes approuvées. Ces services sont comptés avec les demandes approuvées uniquement lorsque l'affaire a été remise à plus tard. La prestation à un client de services d'avocats nommés d'office n'empêche pas ce client de présenter plus tard une demande de services d'aide juridique s'il le désire. On compte le nombre de fois que les services ont été fournis plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Ces chiffres ne tiennent compte ni des services sommaires, ni des demandes approuvées.

Les **services d'avocats nommés d'office en matière criminelle** désignent les services relatifs à des affaires criminelles qui sont en général assurés devant un tribunal ou dans un lieu de détention.

Par **services sommaires**, on entend des services donnant lieu à la prestation de conseils, de renseignements ou de tout autre genre de service de base au cours d'une entrevue officielle. Ils peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Ils excluent les demandes de renseignements présentées à la réception d'un bureau d'aide juridique et les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne d'assistance). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une

demande verbale a été faite. Par **demande écrite**, on entend une demande d'aide présentée par une personne ayant rempli un formulaire de demande. Par **demande verbale**, on entend une demande adressée en personne par un non-demandeur à un bureau d'aide juridique ou par téléphone à un professionnel affecté aux services juridiques directs. Seules les demandes écrites sont comptées. Les services sommaires peuvent être offerts en réponse à la demande même ou ils peuvent être accordés en cas de rejet d'une demande de services plus étendus (services complets). Lorsqu'une demande de services complets est approuvée, on ne peut ultérieurement la compter comme une demande de services sommaires même si relativement peu de services ont été rendus. En outre, on n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. Le compte de services sommaires correspond au nombre d'unités de services fournies plutôt qu'au nombre de personnes aidées. Ces chiffres n'englobent ni les demandes de services complets approuvées ni les services d'avocats nommés d'office.